

Journal  
belge  
mondial!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

## « Est-il interdit de penser ? » Militantisme sectaire, reproduction humaine technologisée, transhumanisme, nature/culture...

Pages 8 - 18

**Pesticides : désinformations  
et mensonges d'État**

Paul Lannoye • Page 3

**Travailler 5 jours, le pilier de  
l'ordre économique**

Jean-christophe Giuliani • Page 5

**On n'arrête pas le Progrès, on  
l'accélère**

Olivier Rouzet • Pages 6 - 7

**Météorologie : quand  
l'Union européenne fragilise  
la coopération internationale**

François Brouyaux • Pages 19 - 20

**Deliveroo-nous du mal**

Jean-Guy Divers • Pages 21 - 22



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



Illustration: Léa Viana Ferreira

## SOMMAIRE

**Pesticides :  
désinformations et mensonges d'État**

Paul Lannoye / Page 3

**Colère noire**

Jean-Pierre L. Collignon / Page 4

**Travailler 5 jours,  
le pilier de l'ordre économique**

Jean-Christophe Giuliani / Page 5

**On n'arrête pas le Progrès, on l'accélère**

Olivier Rouzet / Pages 6-7

**Dossier****« Est-il interdit de penser ? »**

Coordonné par la rédaction / Pages 8-18

**Le militantisme sectaire**

Bernard Legros / Page 9-10

**La reproduction humaine technologisée**

Alain Adriaens / Pages 10-11

**La nature de l'humain**

Alexandre Penasse / Pages 12 à 15

**Le bien / le mal**

Entretien avec Jacqueline Kelen / Pages 16-17

**Tribunes ouvertes aux transhumanistes**

Page 18

**Météorologie :  
quand l'Union européenne fragilise  
la coopération internationale**

François Brouyaux / Pages 19-20

**Deliveroo-nous du mal**

Jean-Guy Divers / Pages 21-22

**Fils de pub**

Alain Adriaens / Page 22

**Recensions**

Page 23

**Illu libre**

Page 24

## LA GRANDE FARCE

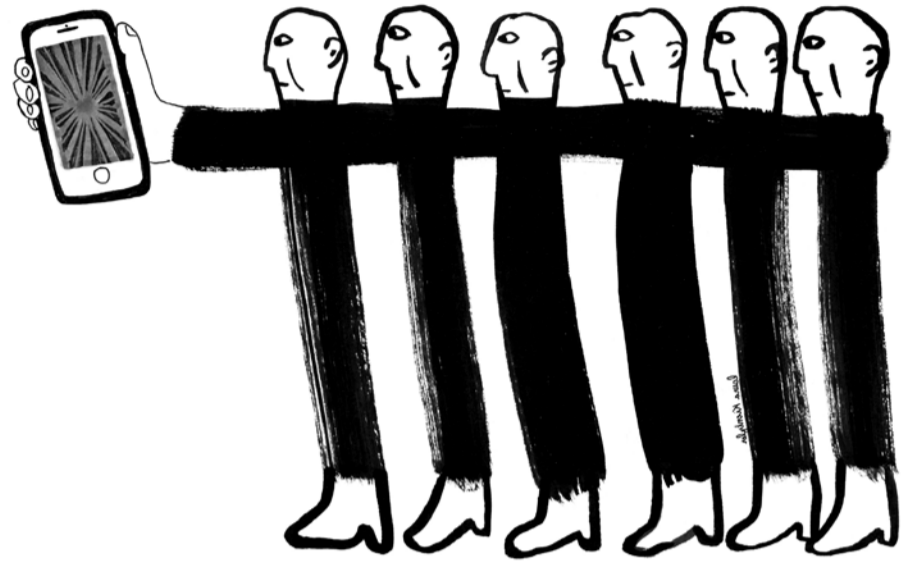


Illustration: Laura Kientzler

Nous sommes protégés tant que nous servons ceux qui nous protègent. Ce service rendu en échange de notre participation à la grande farce démocratique est en général peu conscient. Comme l'avait bien compris Rosa Luxemburg, « ceux qui ne bougent pas ne sentent pas leurs chaînes ». Et ce qui est très subtil, c'est que dans ce jeu, le système médiatique offre constamment la mise en scène de mouvements respectables qui « renverseraient la logique » ... Mais le principe même qu'ils en parlent sans les condamner indique bien que les gesticulations de ces groupes sont sans danger pour le pouvoir en place. Les autres, qui ne respectent pas le cadre dans lequel on les contraint à penser et à agir, sentiront leurs chaînes quand la répression et la férocité de l'État s'abattra sur eux. Mais la majorité demeure dans une apathie où elle s'accommode de tout pourvu qu'elle conserve son « train de vie », à savoir un emploi (le plus souvent peu valorisant), l'accès à la consommation, ce fameux pouvoir d'achat qu'elle échange le plus souvent avec la liberté de penser et d'agir, qu'on la laisse partir en vacances, acheter sa voiture ; mais aussi manifester entre un point A et un point B choisi par « les forces de l'ordre », se syndiquer, en somme, faire ce qu'il faut faire pour ne pas être ennuyé.

Les médias sont indispensables au maintien de cette situation, car ils sont ceux qui dispensent le spectacle. Il est ahurissant de se promener en fin de journée et, jetant le regard dans l'intérieur des habitations, de constater que la plupart des gens sont rivés devant un « poste » de télévision, celui-ci agissant nécessairement sur certains pour dévier quelques velléités qui auraient pu les voir finir dans un autre type de poste. On sait qu'en moyenne un enfant de 7 ans aura passé 1 an de temps éveillé devant les écrans. Désormais, ceux-ci font barrage à la vie réelle, de façon nomade et constante, suivant le sujet dans sa vie extérieure et intime. Jim Morrison disait que « celui qui contrôle les médias contrôle les esprits ». Il avait bien saisi la chose, alors que celui qu'on considère comme le père des « relations publiques », donc de la propagande, Edward Bernays, se demandait déjà au début du XX<sup>e</sup> siècle : « si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elles s'en rendent compte ? »<sup>1</sup>.

« La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses, dira encore Edward Bernays, joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manifestent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays »<sup>2</sup>. Les médias, supôt des politiques, assurent le mécanisme, bâtissent le cadre qui délimite les actions et la pensée. Leur principe de base indiscutable est celui que « nous sommes en démocratie », alors que le psaume complet se révèle être que « nous sommes en démocratie, tant que nous ne remettons pas en question les limites démocratiques dictées par le pouvoir politico-financier ». Dès lors donc que ce ne sont pas les gens qui décident du cadre, nous ne sommes pas en démocratie. Et si pourtant, beaucoup se pensent encore dans ce type de système politique, c'est en raison de ce que nous avons dit plus haut, parce que s'ils « bougent », ils le font dans les strictes limites dictées par le pouvoir. Peu, en glissant leur bulletin dans les urnes, ont préalablement entériné les actes futurs des élus, que ce soit évidemment pour toutes les actions illégales entreprises par ces derniers, comme celles « autorisées » mais tout à fait illégitimes qu'ils prendront (tous ces grands projets nuisibles et imposés).

Selon la métaphore de la grenouille, qui perçoit trop tardivement

qu'elle a été plongée dans une casserole d'eau tiède et agréable, maintenant devenue bouillante, alors qu'il est désormais trop tard pour en sortir, nous nous habituons progressivement à une atmosphère qui si elle nous avait été donnée du jour au lendemain, nous serait insupportable. Et l'on veut nous rendre incapables de penser le monde ensemble, le spectacle médiatique se substituant à la réalité. La théorie du complot, massivement médiatisée ces dernières années, a fourni l'arme redoutable pour arrêter toute discussion et empêcher la sortie du cadre. Après le point Godwin, on avait donc le « point théorie du complot ». Mais personne, ou peu, ne s'est penché sur la « théorie de la théorie du complot ». Celle-ci permet de comprendre que la première a été utilisée pour que se maintienne l'illusion que le peuple décide, alors que les choix principaux se font dans les conseils d'administration des multinationales et les dîners mêlant hommes d'affaires et politiciens ; de ne pas penser le fonctionnement mafieux de nos États et la façon dont il était gangrené par une logique de l'intérêt personnel ; de se créer des ennemis à nos démocraties, générant une fausse unanimité et un « sentiment national », illusoire (« nous sommes tous... »), occultant un système inique de classes.

Ajoutant au joker de la théorie du complot le concept de « désinformation », on avait en main les armes de destruction massive de la pensée. À nouveau, Guy Debord l'avait parfaitement saisi, quand il écrivait, la désinformation « c'est tout ce qui est obscur et risquerait de vouloir s'opposer à l'extraordinaire bonheur dont cette société, on le sait bien, fait bénéficier ceux qui lui ont fait confiance ; bonheur qui ne saurait être trop payé par différents risques ou déboires insignifiants. Et tous ceux qui voient ce bonheur dans le spectacle admettent qu'il n'y a pas à léziner sur son coût ; tandis que les autres désinforment. » « Le concept confusionniste de désinformation est mis en vedette pour réfuter instantanément, par le seul bruit de son nom, toute critique que n'auraient pas suffi à faire disparaître les diverses agences de l'organisation du silence. » En somme, pour le spectacle, la désinformation, « c'est tout ce qu'on peut dire et qui ne lui plaira pas »<sup>3</sup>.

La litanie des « scandales » n'est même plus capable d'écarter la structure et de freiner ses développements. Au contraire, on pourrait croire que leurs révélations accompagnent la progression d'activités illicites, qui deviendront avec le temps de nouveaux « scandales ». Ce qui donne à « penser que c'est la révolte, le goût de la liberté, qui est un facteur de connaissance, plutôt que le contraire » (Jaime Semprun). Ce goût serait-il en train de se perdre ? On le craint. Mais on espère toujours le sursaut.

**Alexandre Penasse**

1. Bernays, E., *Propaganda*, comment manipuler l'opinion en démocratie, La Découverte, Paris, 2007, p. 60.
2. Bernays, E., *Propaganda*, comment manipuler l'opinion en démocratie, *Ibid.*, p. 31.
3. Commentaires sur la société du spectacle, Guy Debord, Gallimard, 1992, pp. 66-67 et 69.

**ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS\***

\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24  
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,  
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)  
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,  
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)  
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs  
de presse et libraires en Belgique

**NE PAS JETER!  
PARTAGER!**

Kairos – Journal antiproductiviste  
pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de  
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril,  
juin, septembre, novembre + un n° spécial à  
parution aléatoire/ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Imprimeries Havaux s.a.,  
Rue de l'Artisanat, 1  
B - 1400 NIVELLES

Tirage: ce numéro a été  
tiré à 2.000 exemplaires

Routage: Cambier

Editeur responsable  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
Rue Théophile Vander Elst, 89,  
1170 Watermael-Boitsfort,  
Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be  
T. (00 32) 2/880 21 17  
M. (00 32) 485/057 744

Pour commander des numéros :  
commande@kairospresse.be

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Relecteurs  
Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain, Patrick

Gestion : Guillaume D.



Notre publication bénéficie de l'aide à la  
presse périodique de la Communauté  
Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs  
Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.),  
Jean-Pierre Léon Collignon, Alain Adriaens  
(A.A.), Robin Delobel, Jean-Christophe  
Giuliani, David Tong (D.T.)

Ont contribué à ce numéro  
Jean-Guy Divers, Martin Collette, François  
Brouyaux, Olivier Rouzet, Jacqueline Kelen

Stagiaire  
Pauline De Wael

Les articles n'engagent que la responsabilité  
de leurs auteurs, mais on ne les laissera  
jamais tomber!

**Illustrations**

Léa Viana Ferreira, Laura Kientzler, Chanic,  
Giorgio Pratalongo, Olivier Spinewine, Barbara  
Lemarchal, Priscilla Beccari, Maud Romera  
Tomad, Louise Hendrickx, Cécile Mirande  
Broucas, Théodora Jacobs, Sophie le Grelle,  
Giulia Gallino, Titom, Noelia Diaz, Philippe  
Debonnie, Julie Dall'Arche

# PESTICIDES : DÉSINFORMATIONS ET MENSONGES D'ÉTAT

Les *fake news* ou désinformations visant à manipuler l'opinion publique sont de plus en plus dénoncées par les responsables politiques, les journalistes et intellectuels soucieux d'un bon fonctionnement des institutions démocratiques. Les réseaux sociaux sont largement mis en cause pour leur capacité de diffusion quasi instantanée d'informations qui s'avèrent après coup comme totalement fausses. L'Histoire nous apprend que les désinformations qui se sont révélées les plus dommageables ne se limitent pas aux âneries répercutées sans retenue par les réseaux sociaux. Elles proviennent aussi de responsables politiques eux-mêmes.

Lorsque George W. Bush et Colin Powell ont brandi l'argument de la détention par l'Irak de Saddam Hussein, d'armes de destruction massive, il est rapidement devenu évident qu'il s'agissait d'une fausse information visant à justifier l'invasion de l'Irak. Les conséquences de cette désinformation volontaire se sont révélées désastreuses pour tout le Moyen-Orient, complètement déstabilisé depuis lors. Les mensonges grossiers de Boris Johnson et de Donald Trump ne les empêchent pas non plus d'exercer le pouvoir dans leur pays en toute impunité.

Ayant consacré les mois d'été à écrire un livre sur la problématique des pesticides<sup>1</sup> et notamment sur l'évolution de la politique qui a permis leur utilisation massive depuis les années 1950, j'ai été à nouveau confronté à la désinformation systématique et même à un mensonge d'État particulièrement scandaleux. L'affaire du syndrome de l'huile toxique, qui a secoué l'Espagne au cours des années 1980, a été une véritable tragédie pour les nombreuses victimes d'un empoisonnement alimentaire sans précédent. Un millier de morts et plus de 25.000 personnes gravement atteintes, un grand nombre d'entre elles handicapées à vie, tel est le bilan de cette dramatique intoxication.

Alors que le premier cas d'empoisonnement se manifeste le 1er mai 1981 à Madrid (un jeune garçon de 8 ans décède en quelques heures dans les bras de sa mère), il est rapidement suivi de nombreux autres et c'est une véritable flambée de cas du même type qui s'ensuit. Le corps médical est impuissant ; aucun traitement ne s'avère efficace et les décès s'accumulent. Plus d'un mois après l'apparition de la maladie, un médecin, directeur de l'hôpital pour enfants de Madrid annonce qu'il a identifié la cause de la maladie. Le gouvernement, rapidement convaincu de la validité du diagnostic informé, le 10 juin, l'opinion publique affolée que l'épidémie est due à une huile frelatée.

Cette thèse de l'huile frelatée apparaît convaincante. En fait, des entreprises commerciales importaient de l'huile de colza, nettement moins chère que l'huile d'olive locale. Pour éviter une concurrence jugée dommageable pour la commercialisation de l'huile d'olive nationale, l'huile de colza était réservée à des usages industriels. Pour ce faire, elle était rendue impropre à la consommation par l'adjonction d'aniline. Certains industriels, peu scrupuleux, la commer-

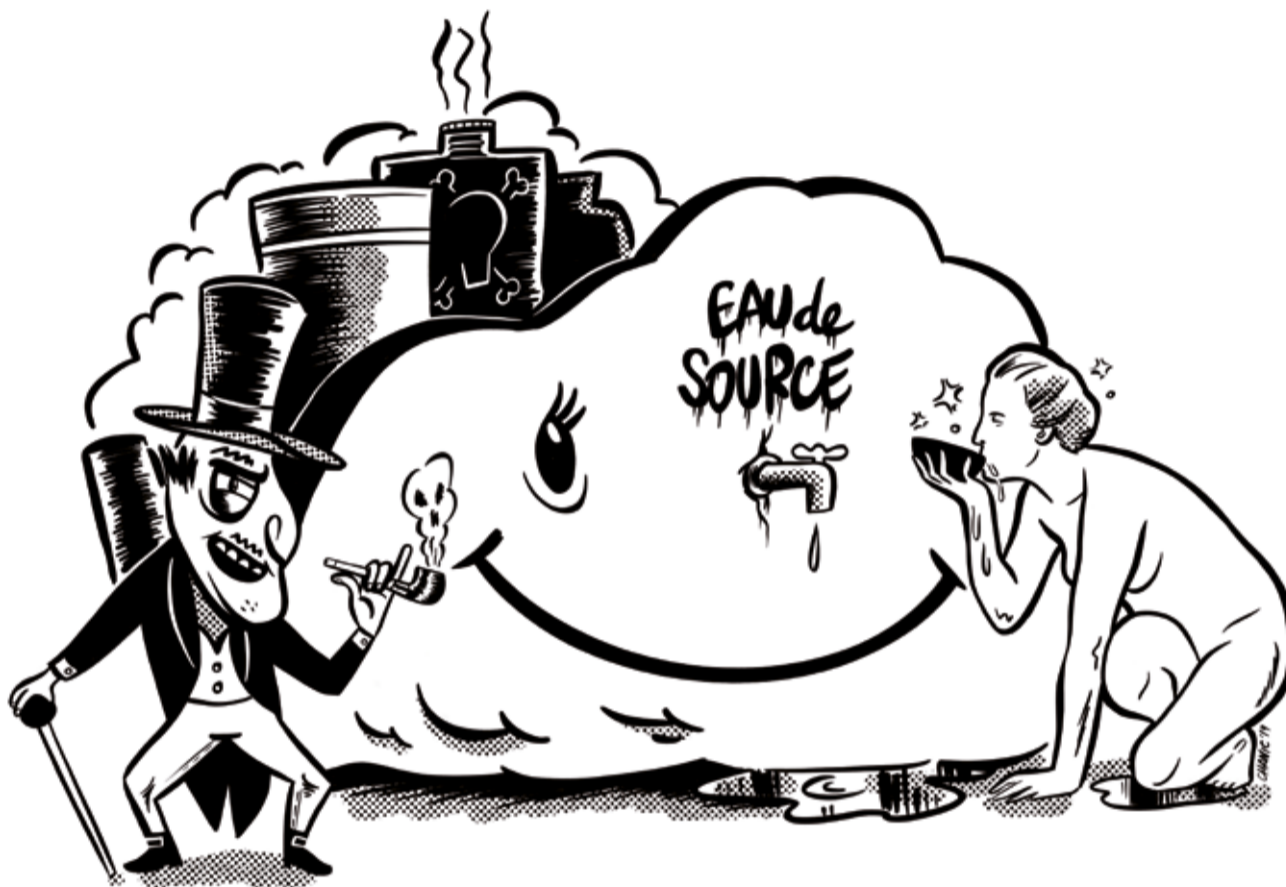


Illustration: Chanic

Il est devenu évident pour tout observateur critique, que la vérité a été délibérément étouffée par les autorités espagnoles pour des raisons à la fois économiques et politiques. Pour les multinationales de l'agrochimie, la révélation d'un empoisonnement de masse par un pesticide aurait été un désastre commercial. Pour les autorités espagnoles, Almeria représentait un miracle économique, puisqu'on y produisait des fruits et des légumes à exporter dans toute l'Europe. Détruire cette image aux yeux du monde était impensable. Mieux valait accréditer la fable d'une escroquerie menée par de petits industriels peu influents et oublier les milliers de victimes abandonnées à leur sort.

On pourrait croire qu'un tel drame et un tel travestissement des faits ne seraient plus possibles 30 ans plus tard dans un pays européen. Sans doute un mensonge d'État aussi grossier

cialisaient quand même. Les résidus d'aniline, toxiques, sont considérés comme la cause du syndrome. Treize dirigeants d'entreprises sont impliqués, arrêtés et emprisonnés, à la mi-juillet. Tout le monde n'est cependant pas convaincu par le diagnostic officiel, d'autant plus que l'huile frelatée était commercialisée depuis des années. On ne s'explique pas les raisons qui l'ont soudainement rendue toxique au point de provoquer une centaine de décès en 4 mois. La thèse officielle est cependant confirmée en 1983 lors d'une conférence internationale organisée à Madrid, sous les auspices de l'OMS. En dépit des réserves exprimées par de nombreux scientifiques, l'épidémie est officiellement désignée sous le nom de syndrome de l'huile toxique (SHT).

En 1989, après 2 ans d'audience, le procès des producteurs d'huile toxique se clôture par une condamnation des prévenus à de lourdes peines. Et cela, bien que les juges aient souligné que l'agent toxique responsable était toujours inconnu : les taux d'aniline présents dans les huiles étaient trop faibles pour expliquer les dommages à la santé. Entre-temps, les recherches effectuées par des épidémiologistes barcelonais avaient montré que la consommation de très grandes quantités d'huile frelatée en Catalogne n'avait pas provoqué un seul cas de maladie. Par contre, de nombreuses personnes qui n'avaient jamais consommé d'huile frelatée étaient mortes du syndrome. Ces faits ont été délibérément ignorés.

De même, les travaux d'enquête de terrain menés par l'ancien directeur de l'Hôpital de Madrid et son équipe leur permirent de conclure, avec certitude, que la cause de l'empoisonnement était l'ingestion de tomates traitées avec des pesticides organophosphorés. Tous les symptômes observés concordaient parfaitement. Les tomates étaient originaires de la région d'Almeria à l'extrême sud-est de l'Espagne, qui était devenue un haut lieu de la production intensive de fruits et légumes. Cette production avait lieu avec l'apport massif de pesticides et notamment d'un produit Bayer, le Namacur, dont la substance active est un organophosphoré, le fénamiphos, reconnu dans la suite comme particulièrement dangereux. À forte dose, il peut provoquer une paralysie respiratoire et la mort.

est-il moins concevable aujourd'hui. Cela n'empêche pas cependant la désinformation systématique, avec la complicité d'experts dont la proximité intellectuelle est avérée. Les rapports de PAN Europe à ce propos sont édifiants, en particulier celui d'Hans Muilerman publié en 2018<sup>2</sup>. Il y démontre l'emprise d'experts de cet acabit sur l'application et même la rédaction des textes réglementaires européens relatifs aux pesticides. Ainsi les responsables politiques peuvent se réfugier à l'abri de textes prétendument inspirés par l'objectivité scientifique pour clamer la non-toxicité de substances suspectes maintenues sur le marché et disséminées dans les campagnes.

Les mêmes experts, stipendiés directement ou indirectement par les multinationales productives de pesticides, ont l'oreille des médias et apportent leur caution aux propos de ceux qu'ils ont inspirés. La désinformation consiste notamment à déclarer une substance écologiquement acceptable alors que ses produits de dégradation (métabolites) ne sont pas étudiés. Elle consiste aussi à ne pas mesurer la concentration de substances dangereuses dans les eaux, ni celle de leurs métabolites, et ainsi les critères légaux de potabilité sont respectés.

En clair, il suffit de ne pas rechercher la présence d'une substance dangereuse pour pouvoir affirmer que le milieu concerné est d'une qualité irréprochable ou que les dommages à la santé constatés sur le terrain n'ont rien à voir avec cette substance.

Ne dire qu'une partie de la vérité, c'est aussi désinformer. Ne pas vouloir savoir alors qu'on dispose des moyens scientifiques et techniques adéquats est une autre méthode de désinformation, certes plus subtile, mais largement utilisée pour innocenter des pesticides destructeurs.

Paul Lannoye, président du Grappe

1. Maria Denil-Keil et Paul Lannoye : *En finir avec les pesticides*, La Boîte à Pandore, novembre 2019.

2. Hans Muilerman : *Industry writing its own rules*, report for Pesticide Action Network-Europe, janvier 2018.

# COLÈRE NOIRE



Illustration: Giorgio Pratolongo

Comme à chaque fois, quand l'Histoire, soudainement, se met à faire naître de l'inédit et frappe les imaginations, nous sommes surpris, pris de court, en manque de repères. Et, en même temps, s'agissant des secousses qui ont – et risquent fort, encore – de frapper de plein fouet quantité de pays un peu partout et sur tous les continents, nous voici confortés dans les rêves que nous faisons et les espoirs fous que nous entretenons de voir enfin se lever cette vague gigantesque qu'en vérité, comme beaucoup d'autres, du reste, nous n'attendions pas. Toujours est-il que cela est arrivé, provoquant ici la stupeur, là l'indignation et la peur, ailleurs encore l'enthousiasme et l'approbation. Pour nous, ici, à *Kairos*, on ne surprendra personne en disant que le surgissement de ces mouvements insurrectionnels sont vus comme preuve de ce que nos analyses et prospectives se réalisaient là de la plus belle et radicale manière. Certes nous ne sommes pas les seuls à nous réjouir : un peu partout dans le monde, des yeux par millions voient dans ces vastes mouvements de colère, dans ces violences, même, la preuve de ce que, entre autres manifestations, les traditionnelles et soporifiques démonstrations menées par les organisations de travailleurs ne débouchent jamais sur rien et ne risquent jamais, non plus, de faire plier les gouvernements et les milieux de l'industrie et de la finance.

**Ces vastes mouvements de colère sont la preuve de ce que, entre autres manifestations, les traditionnelles et soporifiques démonstrations menées par les organisations de travailleurs ne débouchent jamais sur rien**

## RÉVOLUTION !

Ce qui est frappant, c'est de voir que les mesures prises par les responsables politiques, et qui ont provoqué les troubles ici et là, sont pour la plupart généralement acceptées, bon gré, mal gré par les populations. La hausse des prix des transports en commun ici, celle des carburants ou celle du coût des affiliations aux réseaux sociaux ailleurs, d'infimes mesures à bien y regarder, sont les étincelles minuscules qui ont provoqué partout un même violent incendie auquel les États, leurs policiers et leurs militaires ont répondu avec une égale unanimité par une répression féroce. Mais au moins, une chose est sûre : les peuples savent maintenant où sont leurs ennemis, comment ils élaborent leurs stratégies et comment ils les appliquent. Les pauvres savent que leur misère n'est en rien naturelle ou fatale, que tout est fait pour la rendre de plus en plus insupportable et infamante et que seules les actions violentes, l'insurrection et l'émeute, sont la voie vers l'émancipation et la délivrance. Pour le dire autrement, le mot révolution ne fait plus peur à ces populations jusqu'ici prostrées dans l'acceptation coupable de leur condition. Elles savent désormais qu'il y a une infinité de murs à abattre et que cela exige des armes à la hauteur de leur colère.

Mais le plus important est peut-être que cette fois, le néo-hyper-libéralisme, le monde qu'il continue de bâtir frénétiquement – avec ses industries bradées, ses privatisations de pans essentiels des services publics, la mise à l'écart de millions de gens par la promulgation de lois et de décrets, la pauvreté, le manque de ce qui est essentiel à une vie au moins décente – tout cela est battu en brèche seulement parce que la conscience de la réalité des causes de leur condition est venue à ces millions de gens. Longtemps, la caste oligarchique s'est crue à l'abri de toute forme de contestation ; elle avait – et elle a encore – pour elle une part importante et même majoritaire d'une presse aux ordres de ses propriétaires, de ses actionnaires et de ses journalistes-courtisans. Les mensonges propagés par ces gens, les manipulations les plus grossières, la soumission aux ordres des propriétaires d'un pouvoir qui est devenu une caricature de l'ancien régime ont été vus pour ce qu'ils étaient : une vaste et sordide farce. Au reste, si la caste dominante se voit ainsi

démasquée – le roi est nu – c'est aussi bien *la totalité* qui est maintenant ébranlée dans ses fondements. C'est tout un projet, porté jusqu'ici par une caste politico-économique qui se reproduit par le truchement des Hautes Écoles et la vertu des héritages dans la haute bourgeoisie et les milieux bancaires depuis les commencements de l'ère industrielle. C'est ce projet et la réalisation de ses objectifs qui doit nécessairement et absolument être maintenant combattu. Ces gens, présidents, roitelets, tout là haut dans leurs bureaux cossus, baignant dans la douce euphorie que procure l'autosatisfaction béate, ces gens sont mis maintenant au pied du mur. Les sornettes, les grossièretés sémantiques, les mensonges et les retournements de veste dans les sphères de la partocratie, tout cela est maintenant visible partout et les foules savent au plus profond d'elles-mêmes que c'en est fini de cette mascarade. Dès lors, cette conscience se répand comme une traînée de poudre et cette poudre fait exploser les citadelles des pouvoirs aux quatre coins de l'univers.

Certes, si, à l'heure de la rédaction de cette chronique, le feu continue de se répandre, on peut aussi penser – et craindre – qu'au moment où vous lirez ces lignes, tout – et le pire – aura peut-être été mis en œuvre pour faire taire les millions de voix qui se seront fait entendre pendant ces journées proprement historiques. Mais quelle qu'ait pu être la nature des événements et la manière dont peut-être, pour un temps, elles auront évolué, ce qui est certain c'est que cette conscience enfin venue n'en restera pas là. Elle est désormais inscrite dans la tête des multitudes et quoi que l'on puisse lui opposer, elle y restera. Il y aura un temps pour panser les blessures et pleurer les morts et un autre, reviendra, qui verra les foules, innombrables et plus déterminées encore, aller à l'assaut du vieux monde.

Jean-Pierre L. Collignon

# TRAVAILLER 5 JOURS, LE PILIER DE L'ORDRE ÉCONOMIQUE

*Au début des années 1930, pour en finir avec le chômage technologique, John Maynard Keynes avait envisagé la perspective que ses petits enfants travailleraient 15 heures<sup>1</sup>, soit 2 jours par semaine. De 1840 à 1940, tandis que la productivité horaire du travail avait progressé de 260%<sup>2</sup>, la durée légale du temps de travail annuel avait diminué de 61,5%. En comparaison, de 1950 à 2017, tandis que la productivité progressait de 707%<sup>3</sup>, la durée légale diminuait seulement de 18%. En 2019, malgré la hausse du chômage et des gains de productivité, la durée légale hebdomadaire des arrières-arrières-arrières-petits-enfants de Keynes est de 35 heures. Mais surtout, les cadres et les classes moyennes travaillent toujours 5 jours par semaine.*

Depuis le milieu des années 1970, la relance de la croissance du PIB apparaît comme la seule solution envisageable pour inverser la courbe du chômage. Les ressources de la planète étant limitées, une croissance illimitée du PIB n'est donc pas viable à court, moyen et long terme. L'imminence d'un effondrement, qui est révélée par la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, des inondations, des sécheresses, des pics de pollution, etc., impose d'envisager à nouveau la réduction du temps de travail. Il me semble donc nécessaire de s'interroger sur les motivations qui inciteraient les élites économiques et politiques à s'opposer avec autant d'acharnement à la réduction de la durée légale du temps de travail et au temps libre. Indépendamment du fait que la croissance génère des profits, les causes de cette opposition acharnée semblent être davantage sociétales qu'économiques.

En considérant l'horloge, le calendrier et l'emploi du temps comme des moyens d'organiser le rythme des pratiques individuelles et collectives, le sociologue Roger Sue fait apparaître le temps comme un instrument de contrôle et de domination sociaux<sup>4</sup>. Les temps sociaux<sup>5</sup> correspondent à des blocs de temps auxquels une société accorde une importance particulière. Même s'ils donnent une approche réductrice de la réalité sociale, l'activité qui domine nous renseigne sur le système de valeurs, le mode de production et la catégorie sociale dominante d'une société donnée. Sue caractérise un temps social dominant à partir de cinq critères<sup>6</sup>, dont je n'utiliserai que les quatre premiers.

Le premier critère est quantitatif. Le temps social d'une activité est dominant lorsque la durée qui lui est consacrée est la plus importante. En 2013, tandis qu'un employé, qui travaille 35 heures, consacre 39,6% de sa durée de vie active éveillée à travailler, un cadre, qui travaille 50 heures, y consacre 54%<sup>7</sup>. Puisqu'un individu consacre entre 39,6% et 54% de sa durée de vie active éveillée à travailler, le temps de travail est le temps social dominant. Autrement dit, la société s'organise autour de l'activité professionnelle. Le second s'applique au mode de production. Malgré le fait que les modes de production soient abondants (religieux, femme au foyer, bénévole, associatif, etc.), la forme considérée comme dominante est celle qui est pratiquée durant le temps social dominant. Même si la production économique représente une infime partie de la production sociale, le temps social du travail étant dominant, la notion de production se confond avec la forme économique. Le troisième



ils auraient beaucoup de difficultés à légitimer leur autorité et à se maintenir au pouvoir.

À partir du milieu des années 1970, pour éviter la hausse du chômage, les élites économiques et politiques auraient pu choisir d'utiliser les gains de productivité pour réduire progressivement la durée légale du temps de travail hebdomadaire à 35, à 32, à 24 et à 16 heures. Si elles avaient fait ce choix, elles auraient provoqué l'effondrement du temps social, des valeurs, des modes de production liés au travail au profit de ceux liés au temps libre. En faisant ce choix, la légitimité de l'autorité de l'ordre économique se serait effondrée au profit des tenants de l'ordre social issus du temps libre. Pour que l'ordre économique conserve son pouvoir, le nombre de journées de repos hebdomadaire des cadres et des classes moyennes ne doit donc pas dépasser 2 jours. En imposant la semaine de 5 jours, en bloquant les salaires, en dérégulant les prix, en précarisant les trajectoires sociales et en entretenant un climat d'insécurité avec la peur du chômage, l'élite économique tente de préserver la légitimité de son autorité. Pour se maintenir au pouvoir, elle met en œuvre une

politique économique et sociale, inspirée par la doctrine idéologique ultralibérale, qui entretient un climat de crise systémique : un taux de chômage endémique, la montée de l'extrême droite, un risque de guerres, le réchauffement climatique, l'épuisement des matières premières, la pollution de l'air, de l'eau et des sols et la disparition de la biodiversité. Par conséquent, le choix de la réduction de la durée légale du temps de travail n'est pas un choix économique, mais un choix de société dont dépend la survie et l'avenir de l'humanité.

Jean-Christophe Giuliani

1. Keynes John Maynard, *Essais de persuasion*, [En ligne], 2e édition, Gallimard, 1933, p. 176, (consulté le 1 avril 2019), [http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes\\_john\\_maynard/essais\\_de\\_persuasion/keynes\\_essais\\_persuasion.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/essais_de_persuasion/keynes_essais_persuasion.pdf).
2. Marchand Olivier, Thélot Claude, *Deux siècles de productivité en France in Economie et statistique*, n°237-238, novembre-décembre 1990, pp. 11-25.
3. Insee, 6.202 Valeur ajoutée brute par branche en volume aux prix de l'année précédente chaînés / 6.213 Volume total d'heures travaillées par branche, [En ligne], (consulté le 25 août 2019), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3547399?sommaire=3547646>
4. Sue Roger, *Temps et ordre social*, PUF, 1994.
5. *Ibidem*, p. 29.
6. *Ibidem*, p. 126.
7. Jean-Christophe Giuliani (2017), *Courir après le temps*, Mouvement pour un développement humain, [En ligne], (consulté le 25 octobre 2019), <http://www.mouvementpourundevloppementhumain.fr/courir-apres-le-temps/>

# ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS, ON L'ACCÉLÈRE

*Ou comment à partir d'une observation quotidienne – prendre l'ascenseur ou l'escalier – il est possible de philosopher simplement, penser notre époque et critiquer le Progrès. La technologie pose aujourd'hui plus de problèmes qu'elle n'en résout, elle nous incite à consommer toujours plus en excluant les plus fragiles, et s'impose comme une religion... qui ne relie pas. Nous sommes tous « isolés ensemble ».*  
*Marcher et éviter les ascenseurs est un exemple parmi d'autres pour ralentir et dépenser moins, pour une meilleure santé corporelle, culturelle et spirituelle.*

Connaissez-vous l'histoire du fou qui repeint son plafond ? Un autre fou arrive et lui dit : « Accroche-toi au pinceau, je retire l'échelle. » « Ça tombe bien, se dit le premier, j'ai justement utilisé ma peinture spéciale Colorama, qui fait aussi « colle express » dès qu'on tire sur le pinceau ». Puis il se ravise et dit : « Je vais d'abord descendre... et tu pourras la retirer quand tu veux. » « Tu es fou ? », lui répond l'autre.

J'ai écrit cet essai<sup>1</sup> pour penser le monde confus dans lequel nous vivons... et pour tenter de sortir de cette confusion qui peut rendre fou, violent ou désespéré. J'ai écrit ce livre pour les gens de ma génération – je suis né en 1963 –, des gens qui ont parfois de la difficulté à percevoir que les bases conceptuelles qu'ils ont connues ne sont plus valables, ce qui oblitère d'autant leur vision de l'avenir et ce qu'ils transmettent à leurs enfants. Je l'ai donc écrit pour faciliter le dialogue entre ma génération et celle de nos enfants, qui sont les jeunes adultes d'aujourd'hui.

Ce livre comporte trois parties : une enquête policière, un comparatif ascenseur/escalier, et une réflexion plus large à propos du Progrès et de notre société. La première partie correspond au titre : *Panne d'ascenseur dans le social*. Un accident mortel causé par un ascenseur en panne, dans un quartier ouvrier de Strasbourg : l'affaire Bilal, en 2002. Dans la deuxième partie, j'oppose deux paradigmes de sociétés. D'une part, le paradigme de l'ascenseur, issu de l'économie moderne – une économie obèse – qui suppose une industrie (les ascensoristes) et son lobby (la Fédération des Ascenseurs) pour protéger ses intérêts et « communiquer », c'est-à-dire enjoliver, travestir, mentir et abuser de notre ignorance. D'autre part, le paradigme de l'escalier – issu d'une économie svelte – qui nécessite peu de dépense, une fois construit. Et qui est l'occasion d'une dépense physique, cette dépense quotidienne recommandée par l'OMS pour rester en bonne santé, tandis que dans un ascenseur, on se déplace... en restant immobile. Évidemment, mon titre suggère fortement la troisième partie : « L'ascenseur social est en panne ». La mobilité sociale, qui était encore possible il y a 30 ans, n'est plus de mise aujourd'hui et nous oblige à reconsidérer l'éducation, la formation, le travail, et le salariat... Nos enfants passent plus de temps sur des écrans qu'à jouer et imaginer par eux-mêmes. Une fois adultes, la société leur propose des petits jobs humiliants, au lieu d'un métier qui procure fierté et reconnaissance. L'humiliation, c'est la source de la violence et c'est un thème central concernant les gilets jaunes. Blanche Gardin, humoriste française, parle aussi d'humiliation lorsqu'elle aborde la question de la technologie.

À l'origine, je me suis inspiré de plusieurs thèmes qui ont fini par se rejoindre. La thématique des ascenseurs revenait souvent dans le très poétique et philosophique essai *La vie sur terre* de Baudouin de Bodinat, qui montre à quel point la modernité nous dépossède de notre corps et nous prive d'une certaine poésie du quotidien. Je me disais que les ascenseurs – en comparaison avec les escaliers –

avaient du mal à se justifier. Autant sur de longues distances, tout le monde comprend qu'on arrive plus vite en voiture ou en avion... qu'à pied ou à vélo. Autant sur quelques étages, la marche semble toujours avoir son intérêt. À 56 ans, je monte quotidiennement les 4 étages de mon immeuble sans ascenseur, et ça me maintient en forme. Mes invités arrivent essoufflés parce qu'ils n'ont pas l'habitude, leurs enfants arrivent en courant de joie, et les livreurs, des trentenaires, pestent qu'on n'ait pas encore installé d'ascenseur. Puis, un jour de printemps 2015, je roulais tranquillement à vélo dans Lyon quand je suis tombé nez à nez avec une publicité pour la fibre optique SFR : « On n'arrête pas le progrès, on l'accélère. » Trop, c'était trop. Il fallait répondre. Une réflexion de Bodinat m'avait accroché, comme une évidence : un escalier ne tombe jamais en panne. J'ai fait quelques calculs, et j'ai abouti au résultat que l'ascenseur n'avait aucun intérêt sur 1 à 2 étages. Je me suis intéressé à la disponibilité et aux pannes et je me suis rendu compte que les ascenseurs subissaient les mêmes lois que la plupart des flux, dans le tourisme, les transports, l'approvisionnement en eau ou en énergie : une notion de débit admissible, un seuil au-delà duquel le débit s'effondre. J'en suis arrivé à la conclusion que les ascenseurs n'avaient aucun intérêt en période de pointe sur 5 à 8 étages, ce qui représente la majorité des immeubles. Ce qui veut dire que les ascenseurs n'ont aucun intérêt, en général. Si les gens les utilisent encore, c'est essentiellement par confort ou par paresse.

L'argumentaire de la Fédération des ascenseurs est bien rodé. Sécurité, disponibilité, rapidité, confort : des thèmes prosaïques qui n'intéressent personne. La Fédération les enrobe avec des thèmes très en vogue, des cautions positives auxquelles nous devons absolument adhérer : la caution écologique (les économies d'énergie), la caution sociale (la convivialité), la caution de la modernité et du sport (la mobilité) et la caution solidaire (l'accessibilité et le vieillissement de la population). La Fédération des ascenseurs profite de notre ignorance du sujet pour nous rouler dans la farine. Ce constat, on peut le faire pour presque tout : les ascenseurs, les compteurs « intelligents », l'immobilier, la banque, l'internet, notre travail, et là... ça devient politique et c'est beaucoup moins drôle, parce que des milliers de Français exclus du Progrès (les gilets jaunes) le font savoir depuis des mois. Ils ne demandent qu'à y participer mais constatent que le Progrès ne fonctionne plus.

En l'an 2000, la prédiction futuriste des années 1970 – se déplacer en soucoupe volante – ne s'était malheureusement pas réalisée. Au lieu de cela, on comptait environ 2.000 accidents d'ascenseurs chaque année. On a considéré que c'était dû à la vétusté des appareils, construits pour l'essentiel dans les années 1970. Une loi de « modernisation des ascenseurs », la loi de Robien, a été votée. Ces accidents ont très fortement diminué, mais il en reste toujours... et sur des ascenseurs flambant neuf. J'ai découvert que cette loi de Robien avait été motivée par un accident très médiatisé à l'époque, l'affaire Bilal. J'ai décidé de développer un chapitre entier sur cette affaire, parce que j'ai senti qu'il se cachait là toute la misère humaine.

La misère de cette famille, touchée de plein fouet par un drame terrible... La misère du quartier de la Meinau qui fut le terrain d'expérimentation des GIR<sup>2</sup>, l'outil répressif du ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy... La misère des banlieues françaises, sous-entretenu et laissées à elles-mêmes, la misère politique avec la supercherie de Chirac en 2002, la misère médiatique (avec un Pujadas en pleine forme à l'époque) qui préfigurait la révolte des banlieues de 2005... Et de façon plus discrète, la misère industrielle des ascensoristes, tentant de profiter de la loi de Robien comme d'une manne, dans un marché en déclin, dans un contexte de désindustrialisation de l'Europe, allant jusqu'à cacher les morts dans les statistiques d'accidentologie.

Depuis plusieurs décennies, deux conceptions de la société s'opposent. Les objecteurs de croissance ont très bien résumé cette opposition avec leur slogan « moins de biens, plus de liens ». D'une part l'idéologie du Progrès et de l'économie, la-recherche-et-les-investissements-pour-crée-des-emplois-et-relancer-la-croissance, les guerres de nos démocraties contre la barbarie (mais chut... surtout pour notre pétrole), les gaz à effet de serre et le réchauffement climatique (mais surtout... laissez-moi mon droit à polluer). Bref, la religion du Progrès : une religion que ne relie pas et laisse chacun « isolé ensemble », selon la célèbre expression de Guy Debord<sup>3</sup>. D'autre part, un besoin de retrouver du lien, du sens, de la proximité, de reprendre contact avec la nature, avec son corps, avec son alimentation et sa santé. Donc, finalement, de bricoler du religieux qui relie vraiment, une forme de spiritualité athée, avec des croyances nouvelles, des valeurs réellement humanistes et des chemins de traverse. Une vision poétique de la vie, avec de la saveur, des surprises, de l'intensité, des rencontres, des aventures. Quelque chose qu'on pourrait appeler la « décence commune », ou la « vie bonne », faite de permaculture urbaine ou rurale, de jardins partagés, de Slow Food, de Fab Lab et de DIY (*Do It Yourself*), de débrouille et d'entre-aide. Bref, une simplicité enthousiaste, qui passe par une forte réduction de sa consommation et une réorientation de son emploi du temps personnel. En somme : « Moins de télé, plus d'ateliers ». Un mode de vie qui met en défaut et menace l'économie toute puissante et dont la répression ne se fait pas attendre... sur les objecteurs de croissance, qu'on traite de marginaux passésistes, de nostalgiques réactionnaires... ou sur les gilets jaunes, qui se font copieusement tabasser et gazer, et que les médias conservateurs stigmatisent comme violents et antisémites. Et à y réfléchir, la décence commune est sans doute plus facile pour les bobos des centres-villes que pour les ruraux de nos campagnes dévastées.

D'un côté, la culture du « toujours plus », de l'avoir, du chiffre et de la quantité. D'un autre, la culture du « moins » (c'est le titre d'une revue décroissante suisse<sup>4</sup>), de l'être, de la lettre et de la qualité. D'un côté les riches, l'argent, la finance, le discours. De l'autre, les pauvres, l'humain, le travail, et la réalité. D'un côté, l'idéologie de la domination et de la violence. De l'autre, le constat de « la fin de la domination formelle<sup>5</sup> », et la construction patiente d'une société

# ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS, ON L'ACCÉLÈRE

Olivier Rouzet



Illustration: Barbara Lemarchal

de partage et de non-violence. Le « moins » qui était minoritaire commence à entamer sérieusement le « plus ». À force de *Fakir*, de *Merci Patron* et de « *Nuit Debout* », l'ancien journaliste François Ruffin a réussi à fatiguer copieusement Bernard Arnault, magnat de la presse et plus grosse fortune française. Pour ainsi dire, le fakir a charmé le serpent. Cette opposition n'est pas nouvelle. On peut voir là le symbole du *tao* : le plein et le vide, le *yin* et le *yang*, la construction et la destruction. Si nous sommes tentés de prendre parti pour François Ruffin, faut-il pour autant blâmer Bernard Arnault ? Celui-ci protège ses entreprises comme une mère poule veille sur ses poussins. Je garde en tête cette idée singulière : il est vain de chercher des coupables. C'est toute l'humanité qui coule ensemble et, comme le dit Bodinat, cette « *épouvantable tyrannie ne profite à personne* ».

Mon livre ne va sans doute pas plaire à notre président Emmanuel Macron, lui qui a repris le thème du Progrès dans son slogan pour les élections européennes : « *Liberté, Protection, Progrès* ». Qu'est-ce que signifie ce slogan ? La fraternité est remplacée par le Progrès. Plus besoin de se préoccuper des autres : il suffit de consommer. La liberté... laquelle ? La liberté d'expression ? Non. La liberté d'entreprendre. L'économie ne veut plus avoir affaire avec des salariés, qui sont des charges. La protection remplace l'égalité... pourquoi ? Insécuriser les individus pour mieux pouvoir les protéger. Les attentats successifs sous l'ère Hollande ont servi la cause politique : ils ont permis d'effrayer la population, pour que celle-ci réclame une protection policière. C'est exactement ce qu'a fait Bush junior avec son Patriot Act. C'est une façon de gouverner. C'est immoral, c'est très

moche, ça ne cadre pas avec les valeurs républicaines, mais c'est bien pratique pour avoir la paix. Il suffit de mettre des flics partout et les gens sont heureux. Ils n'ont plus aucune velléité de contestation.

Le vieux système rigide se défend. Il lutte pour sa survie. Mais il s'effondre par tranches, comme la banquise. Et l'effondrement n'est pas à venir : il est en cours. Depuis des décennies. Sous nos yeux. Les premières guerres pour le pétrole, par les pétroliers américains (le clan Bush). Les catastrophes nucléaires, toujours hors de France (cocorico). L'effondrement démographique de la Russie sous Eltsine. L'effondrement économique de l'Argentine. L'effondrement des Twin Towers. Puis la destruction de pays présentés comme barbares, dirigés par d'affreux dictateurs, mais qui étaient en réalité des forces d'opposition à la toute-puissance américaine et au dollar imposé comme monnaie mondiale (Irak, Lybie, Syrie...). Les catastrophes et les réfugiés climatiques, qu'on appelle avec condescendance des « migrants »... Les catastrophes sont en cours, et il n'y en aura pas forcément de pire. Il n'y aura pas forcément une guerre nucléaire et des hordes de barbares à la *Mad Max*. L'effondrement démographique aura sûrement lieu : par une baisse de la natalité, une probable augmentation de la mortalité naturelle et une réduction de la longévité. Et il y aura très certainement un effondrement de l'économie occidentale. Un effondrement ou une reconversion, une réorientation, une diversification.

Pendant longtemps, j'ai considéré que c'était une catastrophe, un mal redoutable. Aujourd'hui, je considère que nous avons beaucoup

de chance de traverser cette époque. Il y a des enjeux très beaux à saisir, des opportunités merveilleuses. Comme vous pourriez dire ici en Belgique, autour d'une bonne bière : « *Kairos* ! »

Olivier Rouzet

1. *Panne d'ascenseur dans le social, Le progrès contre les citoyens*, Libre & Solidaire, 2019, cf. note de lecture in *Kairos* n°42.
2. Groupements d'intervention régionaux.
3. Guy Debord, *La Société du spectacle*, Gallimard, 1967.
4. Journal romand d'écologie politique, cf. [www.achetezmoins.ch](http://www.achetezmoins.ch).
5. Peter Wagner, *Sauver le progrès, comment rendre l'avenir à nouveau désirable*, La Découverte, p.131.
6. Baudouin de Bodinat, *La Vie sur terre*, L'Encyclopédie des Nuisances, 2008, pp.196-197.

# EST-IL INTERDIT DE PENSER ?

À *Kairos*, au fil des numéros, nous essayons de rester fidèles à notre raison sociale : « *Journal antiproduktiviste pour une société décente* ». De l'indécence, notre société en regorge, que ce soit dans les domaines économiques, sociaux ou politiques. Nous avons dénoncé vertement. Nous nous sommes aussi quelque peu « spécialisés » dans l'analyse et la critique des dérives scientistes et technocratiques que génère le dogme du productivisme sous la forme du capitalisme spéculatif actuel. Mais nous dénonçons aussi parfois ce que nous jugeons être des excès sur le plan sociétal et, là, contrairement aux thèmes précédents, cela ne nous vaut pas que des amis.

Ainsi, nous avons commis des articles qui s'inquiétaient de ce que nous considérons comme des écarts par rapport à une façon équilibrée de vivre en société, une conception du vivre ensemble qui soit conforme à un idéal de mesure. Ainsi, avec Tülay Umay, nous nous sommes posé la question « *Pourquoi deux sexes ?* ». Avec Sandy de Orges, nous avons osé nous interroger sur les possibles excès des mouvements *Metoo#* et *Balance ton porc*. Dans le numéro spécial *Illimitations*, Alexandre Penasse a argumenté sur « *La différenciation sexuelle comme fondement* ». De tels articles nous ont valu des critiques sévères, parfois insultantes.

Si nous étions les seuls à avoir subi des dénonciations virulentes, nous aurions pu croire à un malheureux concours de circonstances. Mais, suite à un excellent numéro d'été sur le confusionnisme (plus de différence entre les sexes, les humains et les animaux, le vivant et le mort, le naturel et l'artificiel...), nos confrères français de *La Décroissance* ont subi, eux, des attaques encore bien plus violentes, allant jusqu'aux chahuts de conférences, aux agressions physiques et aux autodafés. En 2019, oser prendre des positions nuancées sur certains sujets semble provoquer la colère de certain·e·s...

Dans le dossier de ce numéro, nous précisons encore notre approche prudente d'évolutions que nous jugeons potentiellement dangereuses. L'accueil enthousiaste par les médias dominants des « nouveautés » transhumanistes, de « fluidité » des sexes et des genres, d'intersectionnalité excluante..., transforme des expériences minoritaires en modes sur lesquelles se ruent des générations en quête d'une « distinction » que l'hyperconsommation ne semble plus offrir. Les lecteurs (on espère qu'ils ne se limiteront pas aux titres) pourront juger que nos analyses se basent sur des raisonnements étayés, argumentés, et que nous fuyons les jugements à l'emporte-pièce animés plus par des émotions que par une réflexion posée.

Nous sommes bien conscients que ces dernières années connaissent un bouillonnement militant qui n'est pas sans rappeler celui des années 1960-1970 quand « le camp du progrès » a sérieusement ébranlé les anciennes dominations. Mais l'on sait aussi que les espoirs nés alors ont été déçus, notamment à cause des divisions qui ont traversé ceux qui remettaient en cause le capitalisme qui allait renaître sous sa forme néo-libérale. En ces temps-là, c'étaient les multiples chapelles marxistes qui s'entre-déchiraient et dont les logiques sectaires ont empêché une évolution favorable au sein des sociétés occidentales. Nous aimerions beaucoup que de telles dérives ne renaissent pas aujourd'hui quand, à nouveau, des désirs et espoirs de changement animent une jeunesse consciente des menaces qui pèsent sur son avenir et sur l'urgence à agir vite et radicalement. Nous sommes persuadés que les excès que nous dénonçons parfois sont le fait d'une petite minorité et nous disons à cette minorité que la colère et l'impatience sont souvent mauvaises conseillères et que classer ceux qui sont parfois les plus proches de vous dans le camp du Mal (narcissisme des petites différences<sup>1</sup>) a pour seul résultat de négliger « l'ennemi principal ». Les excès constatés renforcent même le camp conservateur qui peut s'appuyer sur la peur de la majorité de la population effrayée par la volonté d'imposer à l'ensemble de la société des pratiques fantaisistes plaisant à certaines minorités. En effet, beaucoup sont inquiets de constater que, plutôt que de supprimer des normes obsolètes venues du passé, ce qui se prépare est l'imposition de nouvelles normes, encore plus contraignantes et lourdement dés-tabilisantes pour la majorité de nos contemporains.



Illustration: Priscilla Beccari

Dans le dossier de ce numéro, même si nous n'obligeons personne à partager nos analyses, nous continuerons dès lors à préciser nos conceptions des limites à ne pas dépasser, à les exprimer avec nuance, mais nous confirmons que les invectives et les menaces n'altéreront pas notre liberté de pensée.

**Alain Adriaens**  
Dossier Coordonné par la rédaction

1. Le narcissisme des petites différences, un opérateur du lien social, Saïd Bellakhdar, *Topique* 2012/4 (n°121) - <https://www.cairn.info/revue-topique-2012-4-page-59.htm#>.

# LE MILITANTISME SECTAIRE

Le militantisme, j'y ai cru, j'y crois toujours mais avec une lucidité nouvelle apportée par l'expérience et l'actualité. Selon les individus, militer peut signifier : trouver un sens à sa vie, faire du lien social, exprimer son côté altruiste, résister à l'ignominie et à la barbarie, pour le versant positif ; mais cela peut aussi correspondre à une façon de passer le temps « en attendant mieux » (le couple, le mariage, les enfants, la situation professionnelle ou le grand voyage de ses rêves), de sublimer sa libido, de répandre sa frustration et sa colère, de soigner ses complexes et blessures d'enfance, de manipuler ses camarades, de leur faire la leçon, et même de les agresser sans craindre un retour de bâton social, professionnel, juridique, ou physique (puisque nous sommes par essence non violents). Quant à l'activisme vu comme un exutoire pour un trop plein d'énergie, ce n'est ni négatif ni positif en soi, mais neutre. Tout dépend de ce à quoi l'énergie est utilisée. Rosa Luxemburg, Augusto Pinochet, Nelson Mandela, Nicolas Sarkozy, Giovanni Falcone, Bart De Wever, l'abbé Pierre, Bob Denard, etc., autant d'individus aux parcours divers qui ont ou avaient en commun de disposer d'une énorme réserve d'énergie au service de leur cause. Comme ailleurs, le militantisme attire donc des profils psychologiques divers, pour le meilleur et pour le pire. Il n'est cependant pas rare qu'il porte atteinte à la socio-diversité pour se métamorphoser en mouvement quasi sectaire, même en l'absence de gourou et de motivation financière. Il suffit de se persuader que l'on appartient au camp du Bien et qu'il faut éradiquer celui du Mal par tous les moyens, ou presque<sup>1</sup>. On entre ainsi en religion, ou pire, dans une croisade.

Dans les années 1990, à Liège, j'ai fait partie du Front antifasciste (FAF), séduit par la noblesse de la cause. AGIR, un groupe d'extrême droite, se présentait aux élections communales de 1994. Il fallait réagir (sans mauvais jeu de mot). Le FAF partit donc chahuter leurs réunions privées et organisa une grande manifestation jusqu'à leur local dans le quartier d'Outremeuse, pour les conspuer. Un peu plus tard, nous avons rejoint les antifascistes français de Ras l'Front à Strasbourg, tous ensemble contre le Front national de Jean-Marie Le Pen qui promettait de faire une percée aux élections européennes. Le tout avec une efficacité certaine sur le plan local – la disparition d'AGIR après une déculottée électorale – mais moins sur le plan européen puisque le FN obtint quand même 11 députés. Déjà, à l'époque, je n'étais pas partisan des charivaris devant le local des néo-fascistes, intuitivement convaincu, comme Voltaire, que la meilleure façon de les combattre n'est pas de les empêcher systématiquement de s'exprimer, ni de les humilier, mais de contrecarrer leurs idées avec d'autres idées dans l'espace public<sup>2</sup>. Nous tombions ainsi inconsciemment dans ce que nous dénoncions, les agissements anti-démocratiques. Je me souviens aussi d'avoir participé à une réunion où un « antifa » chevronné de nationalité française nous harangua avec des formules à l'emporte-pièce, exprima des points de vue dogmatiques et prit des postures politiquement correctes. Ainsi, « par antiracisme », disait-il, nous étions priés de « toujours prendre la défense d'un immigré ou d'un autochtone, quelle que soit la situation, sous peine de faire le jeu des fachos » [je souligne]. Tout électeur ayant voté pour l'extrême droite, même pour la première et peut-être seule fois, était assimilé à un vrai fasciste et par conséquent était diabolisé. Les nuances n'étaient pas de mise, car certainement faisaient-elles aussi « le jeu des fachos ».

En toute logique, le FAF soutenait inconditionnellement le personnel politique institutionnel, car la stratégie pour contrer le « *retour de la bête immonde* » l'exigeait. Ces antifas feignaient d'ignorer que ces mêmes politiques appliquaient avec zèle les recettes néolibérales qui fabriquaient de l'électeur d'extrême droite à la chaîne. Pragmatiques, presque cyniques ! Et sur un plan micro-politique, certains supérieurs hiérarchiques pouvaient par ailleurs se comporter en fascistes ordinaires avec leurs subordonnés, le triangle rouge apposé sur le revers du veston. Une telle hypocrisie m'avait dégoûté au point que je quittai finalement le FAF sur la pointe des pieds. Je pensais que, d'une part, le combat contre la nébuleuse néo-fasciste devait changer de méthodes. D'autre part, qu'il fallait lucidement et courageusement repérer toutes les formes d'extrémisme : les mouvements et partis d'extrême droite – les plus visibles, mais qui



Illustration: Maud Romera Tomad

n'avaient pas encore de pouvoir politique à l'époque –, et toutes les politiques de l'extrême centre détenant, elles, le pouvoir depuis 1979 avec l'arrivée de la « sorcière » Margaret Thatcher à la tête de l'exécutif du Royaume-Uni<sup>4</sup>.

Une vingtaine d'années plus tard, les choses ont évolué et même dégénéré, en ce qui concerne le sectarisme. Est apparu entre-temps le concept d'« intersectionnalité », qui fait un tabac chez les jeunes (mais pas seulement). Il ne s'agit pas uniquement de faire converger toutes les luttes pour abattre le capitalisme, sans faire de distinctions oiseuses. Ainsi, l'attaque d'une boucherie par des vegans, la revendication de la PMA et de la GPA pour tou-te-s, une *flash mob* pour la justice climatique et l'occupation d'une usine en grève pour s'opposer à une délocalisation seraient toutes tactiques payantes pour miner le système d'oppression. Bientôt un autre pas allait être franchi : maintenant, c'est comme si les luttes identitaires étaient devenues *prioritaires* dans le plan d'attaque global, le capitalisme ayant pris le visage détesté du patriarcat, considéré comme la cause des souffrances de l'humanité depuis l'apparition de l'*homo sapiens sapiens*. L'anarchiste Murray Bookchin reconnaissait le rôle du patriarcat, mais ne lui donnait pas plus d'importance que

l'exploitation de classe, l'étatisme, l'avarice, le militarisme et la croisance<sup>5</sup>. L'anthropologue Gérard Mendel remarquait à la fin de sa vie que si la structure patriarcale existait toujours, elle n'était cependant plus capable d'être la source de l'autorité<sup>6</sup>. L'agiter alors comme un croque-mitaine équivaut à s'en prendre vainement et sans risque à une institution aujourd'hui affaiblie, comme l'est aussi l'Église<sup>7</sup> (autant de « spectres », aurait dit Max Stirner). Comme l'ont bien vu Pièces et main d'œuvre et Neil Postman avant eux<sup>8</sup>, de nos jours la source de l'autorité provient des technocrates qui contrôlent la mégamachine, qui peuvent clamer *sincèrement* leurs penchants pour le féminisme, la théorie du genre, le véganisme, l'anti-spécisme... et le transhumanisme. À l'été 2018, un lecteur de *La décroissance* s'était offusqué que je rapproche, dans mon article « Notre catastrophe, un fardeau indispensable » (n°131), les causes des LGBTQI+ et des transhumanistes, arguant que la seconde était d'essence totalitaire, contrairement à la première. Pourtant, il n'y avait de ma part aucun fantasme ou amalgame douteux. Il suffit de se renseigner. Par exemple, Randy Wicker (né en 1938), le principal militant pro-clonage aux États-Unis et fondateur du site *humancloning.org*, est également un vétéran de la lutte pour les droits des homosexuels. « *Pour ce qui est de la communauté transgenre, que serait plus transhumain que de vouloir*

changer de sexe ou, encore plus radical, de choisir un nouveau genre biologique ?<sup>9</sup> », avance le transhumaniste « démocratique radical » James Hughes, qui voit effectivement les transsexuels comme les « troupes de choc du transhumanisme<sup>10</sup> ». Autre exemple ? FM-2030<sup>11</sup> considérait l'androgénie comme un des aspects du transhumanisme. Après cette très brève enquête, nous pouvons déjà conclure que la frontière entre les deux mouvements est bel et bien poreuse. Toutefois, il suffirait que le milieu LGBTQI+ prenne officiellement ses distances avec les transhumanistes, si du moins il en a la volonté... La mise à mort définitive du patriarcat et les droits des minorités sexuelles discriminées, cela vaut-il de mordre dans ce fruit vénéneux, et d'ainsi faire le jeu des fascistes transhumanistes<sup>12</sup> ?

Les résistants authentiques sont aujourd'hui coincés entre deux candidats en compétition pour la tyrannie : l'extrême droite politique<sup>13</sup> et le techno-progressisme. Par-delà la défense de sa spécificité, chacun voudrait idéalement imposer son modèle de société, le premier par le truchement des élections pour conquérir le pouvoir ;

le second par un lobbying politique, juridique et médiatique dont la première étape est de faire taire les voix discordantes<sup>14</sup>, et donc d'empêcher la liberté d'expression, cette liberté d'expression que les progressistes associent maintenant pernicieusement à l'*alt-right*<sup>15</sup>. Quel que soit le gagnant, le résultat sera le même : le totalitarisme,

ou la seule liberté restante sera celle de consommer. En voilà une sacrée ruse de l'Histoire, n'est-ce pas, amis marxistes ?

Bernard Legros

1. Comme cet appel à l'autodafé visant le journal *La décroissance* lancé sur le site Rebellyon.info en août 2019, mis en application à Bure peu après. Cf. « La peste brune de retour sous un nouveau masque », in *La décroissance*, n° 162.
2. Cf. Raoul Vaneigem, *Rien n'est sacré, tout peut se dire. Réflexions sur la liberté d'expression*, La Découverte, 2003.
3. Ceci ou cela va « faire le jeu des fachos » était le principal mantra au FAF.
4. Cf. Alain Deneault, *Politiques de l'extrême centre*, Lux, 2016.
5. Cf. Murray Bookchin, *Une société à refaire. Écosociété*, 1989/1993.
6. Cf. Gérard Mendel, *Une histoire de l'autorité. Permanences et variations*, La Découverte, 2002.
7. Du moins en Europe. Il est tout aussi grotesque d'entendre des militants laïques d'arrière-garde affirmer que l'ennemi principal, en 2020, est toujours et invariablement le curé.
8. Cf. Neil Postman, *Technopoly. Comment la technologie détruit la culture*, L'Echappée, 2019.

9. <https://iatranshumanisme.com/transhumanisme/politique-transhumanisme-james-hughes>. James Hughes aux États-Unis, Marc Roux en France et Didier Cœurnelle en Belgique s'opposent à leurs pairs transhumanistes d'obédience libertarienne (Kevin Warwick, Peter Thiel, Ray Kurzweil, Max More, Dmitry Itskov, etc.) en souhaitant démocratiser les avancées biotechnologiques.
10. Cité in Olivier Rey, *Leurre et malheur du transhumanisme*, Desclée de Brouwer, 2018, p. 28.
11. De son vrai nom Fereidoun M. Esfandiary, écrivain et philosophe américain (1930-2000).
12. Cf. Michel Weber, *Contre le totalitarisme transhumaniste. Les enseignements philosophiques du sens commun*, Fyp, 2018.
13. Faussement appelé populisme. Je ne parle même pas ici de l'extrême droite religieuse, chrétienne, juive ou islamiste, moins hautes sur l'échelle de la dangerosité.
14. Y compris par des campagnes de calomnies sur les réseaux sociaux. *Iels* se disent « radicaux », mais *iels* sont avant tout lâches, fourbes et de surcroît *addicts* aux technologies de ce capitalisme qu'*iels* prétendent honnir.
15. Qu'en aurait pensé Simone Weil, femme juive, proche du milieu ouvrier, qui a toujours défendu la liberté d'expression ?

# LA REPRODUCTION HUMAINE TECHNOLOGISÉE

*Dans leur logique de « déconstruction » de tous les éléments culturels issus de plusieurs millénaires de civilisations, les jusqu'au-boutistes de l'artificialisation de la vie humaine ne pouvaient négliger la manière dont les hommes et les femmes se sont, jusqu'ici, reproduit·e·s. En France, un récent débat sur « la PMA pour tous » illustre les tensions sociétales que suscitent les nouveautés voulues par les technophiles. Entre le « tout est permis » et le « tout est interdit », il y a un juste milieu à déterminer collectivement et des limites qu'il convient de ne pas franchir au risque d'une déshumanisation progressive de nos sociétés.*

Jusqu'il y a une quarantaine d'années, la manière de se reproduire pour les humains était invariablement la même: un homme et une femme s'aimaient ou s'attiraient sexuellement, ils se rapprochaient et faisaient un enfant (pas besoin de vous faire un dessin...). Mais des progrès médicaux se sont fait jour et, pour pallier des stérilités, des techniques de plus en plus complexes ont été développées. Dans un second temps, l'emploi de ces techniques a été revendiqué par des personnes ayant opté pour des modes de vie autres que le couple hétérosexuel. Il existe trois types de procréation médicalement assistée (PMA): l'insémination artificielle (IAD), la fécondation *in vitro* (FIV) et la gestation pour autrui (GPA). La description biomédicale de ces trois techniques est résumée dans les encadrés ci-dessous.

## DES QUESTIONS DE SOCIÉTÉ

Cette récente « disruption » dans la reproduction de l'espèce humaine suscite évidemment des questions éthiques très profondes et provoque des débats sociétaux. Il convient donc de déterminer ce que les lois de chaque nation autorisent ou pas. On peut constater que, sauf pour la GPA, pour réparer, pour soigner des cas d'infertilité, l'acceptation de ces techniques est généralisée en Occident. Mais, comme cela a déjà été dénoncé ici, des partisans d'une libération totale des contraintes liées à la nature humaine, comme les transhumanistes, souhaitent employer ces techniques à d'autres fins que médicales.

En synergie, consciente ou pas, avec les transhumanistes défenseurs de la création d'« hommes augmentés », des groupes aux choix sexuels non conventionnels veulent s'appuyer sur les techniques de PMA pour satisfaire leurs désirs. Il convient dès lors d'insister sur le fait que réfléchir aux conséquences sociétales de cette extension ne fait pas de nous des -phobes de quelque variété qui soit. Les homo-

sexuels, les divers trans, doivent avoir le droit de vivre leur différence sans rejet ni harcèlement. La question posée est « Est-il pertinent de leur appliquer des technologies aux conséquences sociétales inconscientes ? » Dans le domaine environnemental, on appelle cela le principe de précaution. Les conséquences problématiques de la généralisation des techniques procréatiques sont au moins au nombre de quatre : tentation de l'eugénisme, déstabilisation des repères sociétaux essentiels, évolution vers la déshumanisation de l'humanité et fin du sexe.

## INSÉMINATION ARTIFICIELLE

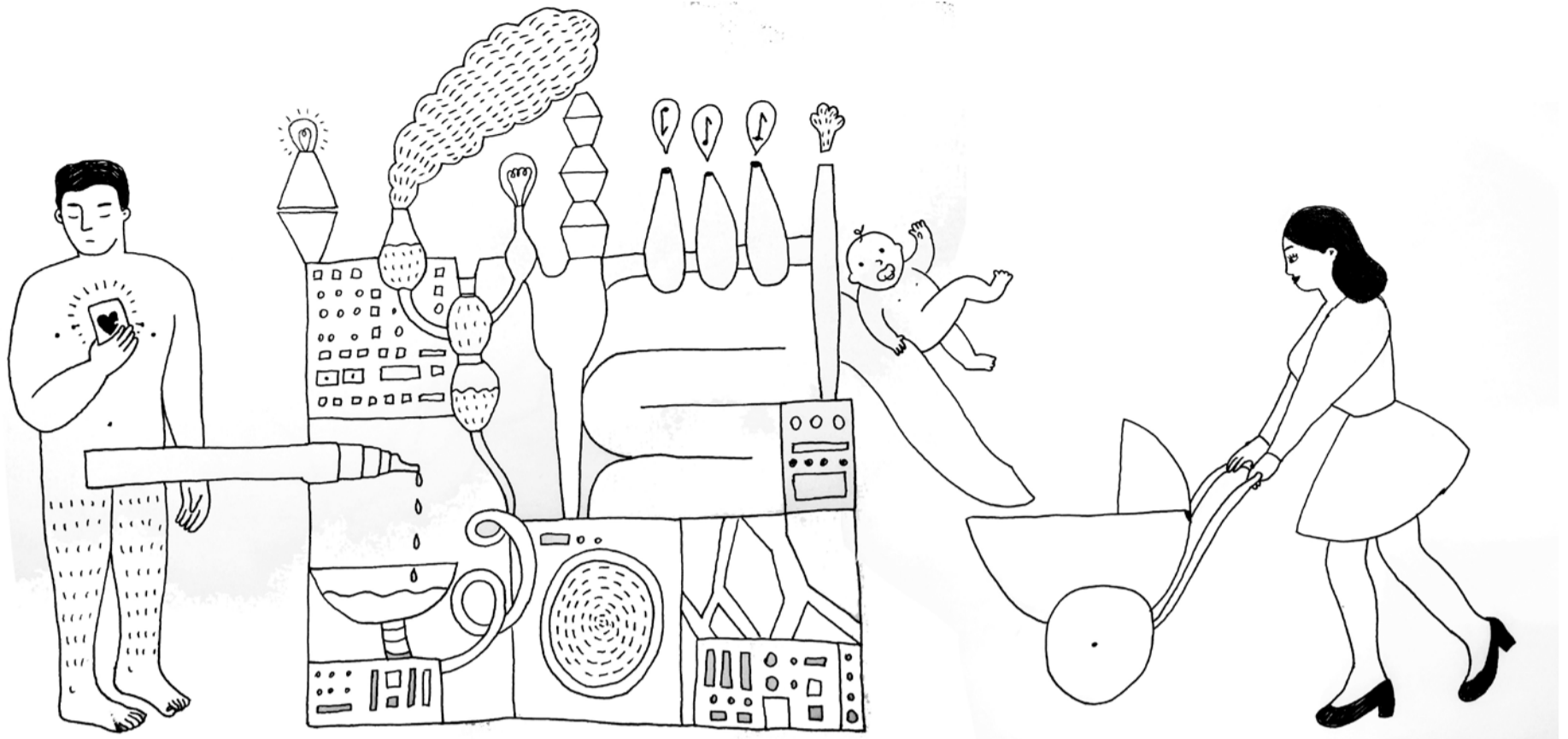
L'insémination artificielle consiste à placer des spermatozoïdes dans un utérus sans qu'il y ait de rapport sexuel. L'insémination artificielle était déjà pratiquée par les Arabes au XIV<sup>e</sup> siècle sur les juments. En 1870, un prêtre italien, L. Spallanzani a expliqué scientifiquement la fécondation des ovules par le sperme. La technique a été perfectionnée au XX<sup>e</sup> siècle par des vétérinaires et a été utilisée couramment à partir des années 1940. Utilisée pour l'amélioration des races bovines, son champ d'application fut étendu à d'autres espèces, dont l'espèce humaine en vue de remédier à certains cas d'infertilité.

De nos jours, l'insémination artificielle avec don de sperme (IAD) est légalement autorisée dans la plupart des pays pour les couples dont l'homme est stérile. Des banques de spermés avec donneurs anonymes ont été développées. Dans certains pays elle n'est autorisée que pour les couples de genres différents. Toutefois, la technique étant fort simple, elle peut être réalisée de manière artisanale et est alors souvent employée dans les communautés LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) dans des pays où la législation réserve la PMA aux couples hétérosexuels.

## INÉVITABLE EUGÉNISME

À partir du moment où les enfants ne sont plus le fruit des charnelles amours humaines, se pose la question du choix des gamètes utilisés. On ne va évidemment pas inséminer une femme blanche dont le mari est secrètement stérile avec le sperme d'un homme noir, sinon le pot aux roses artificielles sera inévitablement découvert. On utilise donc le diagnostic pré-implantatoire (DPI) : que ce soit pour les ovules ou les spermatozoïdes, les techniques permettront de choisir couleur des yeux, des cheveux mais aussi sexe et surtout absence de défauts chez l'enfant à venir (qui voudrait d'un enfant handicapé ?). On ira donc vers un eugénisme positif (le négatif des nazis et consorts, lui, éliminait les déficients). Mais quand la science permettra d'éviter les ratés de la reproduction naturelle, autorisera-t-on encore certains « passésistes » à prendre le risque de se reproduire naturellement et de générer des mal-foutus qui seraient improductifs et coûteraient cher à la société ? On imagine la stigmatisation croissante des « erreurs de la nature », nées en dehors de la société du contrôle total. Comment accepter les risques d'une procréation aléatoire quand la technologie garantit la qualité du produit ?

Hier, l'eugénisme était le fait d'États totalitaires. Demain, avec la PMA sans freins, ce sera le marché, via les parents-consommateurs, qui déterminera ce que seront les « bons » enfants acceptables (beaux, intelligents et en bonne santé, évidemment...). On sait qu'en Europe les parents choisissent en majorité de commander des filles et dans le sud plutôt des garçons... Et sans règles strictes, n'imaginons pas que les consommateurs se responsabiliseront. Suivant en cela la sacro-sainte liberté de choix (orienté) néolibérale, le président du Comité national d'éthique français prévient : « La technologie est là, et à partir du moment où il y a une offre, il va y avoir des consommateurs. »



## PERTES DES REPÈRES

Chaque société a patiemment élaboré au long des siècles des repères qui permettent le fameux « vivre-ensemble ». Un invariant est tout naturellement le rapport hommes-femmes dans lequel leur mode de reproduction est central. Même si nos sociétés sont en cours de révision des stéréotypes de genre, croire que nous pourrions sortir indemnes d'un brutal basculement des rôles masculins et féminins est illusoire. Les attaques parfois virulentes dont notre journal a fait l'objet suite à la parution de l'article « La différenciation sexuelle comme fondement » dans le hors-série *Illimitations*, montre bien que certain-e-s ne veulent pas dépasser des normes venues d'un passé patriarcal mais veulent imposer, de gré ou de force, de nouvelles normes basées sur la négation de tout ce qui est fait de nature<sup>2</sup>. Logique perverse de ceux qui ne rêvent que d'artificialisation du monde...

## FÉCONDATION IN VITRO

La fécondation *in vitro* (FIV) est une PMA qui consiste à féconder un ovule par un spermatozoïde hors du corps de la femme (*in vitro* et pas *in vivo*) et, par la suite, réimplanter l'embryon formé dans la matrice de la mère. La technique fut développée au Royaume uni et le premier « bébé-éprouvette », Louise Brown, est né en 1978.

Prélever les ovules dans l'utérus féminin, les mettre en contact avec des spermatozoïdes et réimplanter l'embryon éventuellement produit est une opération délicate qui, accompagnée de lourds traitements hormonaux même de nos jours, réussit rarement lors de la première tentative. Pour accroître les chances de succès, on réimplante plusieurs embryons, ce qui fait que 18% des naissances issues de FIV donnent des jumeaux (contre 2% pour l'ensemble des naissances). Au bout de 6 cycles, 50 à 70% des parents réussissent à obtenir une progéniture. Dans les pays riches, près de 2% des bébés sont issus de FIV et, en 2012, de par le monde, déjà 4 millions d'enfants étaient nés suivant cette technique. L'origine des ovules, du sperme et le corps dans lequel l'embryon est replanté étant multiples, différentes combinaisons sont imaginables. Les embryons fécondés pouvant être congelés et remis en vie dans leur stade précoce, des naissances différées sont possibles.

## LA MAIN (IN)VISIBLE DU TRANSHUMANISME

Les naïfs se disent qu'on peut accorder à « tous-é-toutes » le droit d'accéder à des technologies procréatiques de plus en plus déliantes et croient qu'ils défendent des minorités persécutées. Ils ne réalisent pas que derrière ces motivations généreuses se cache le projet transhumaniste d'une société littéralement « déshumanisée ». Il faut entendre les déclarations, lire les livres de ceux qui défendent intellectuellement le développement sans limites de la procréatique. La lecture de *L'Homme artefact* de Fabien Ollier<sup>3</sup> où sont compilées ces professions de foi, laisse une profonde impression de malaise. La volonté de dépasser ce qui a toujours été le mode de reproduc-

tion de l'humanité n'est qu'une première étape vers le remplacement des actuels humains par des êtres mi-organiques, mi-machines (cyborg). Le prétexte est la nécessité d'artificialisation pour tenir tête à l'avènement de robots à l'intelligence artificielle, autre fantasme des adorateurs des technologies.

Puisque tout le transhumanisme est basé sur le mépris, voire la haine de nos corps réels, le « dépassement de l'animalité » qu'est la reproduction sexuée est une étape essentielle. Écoutons un « artiste transhumaniste australien : « *Il n'est plus question de perpétuer l'espèce humaine par la reproduction, mais d'élever les relations sexuelles grâce à l'interface être humain-machine. Le corps est obsolète.* »

## LA FIN DE LA SEXUALITÉ

La volonté de satisfaire immédiatement (et aux frais de la collectivité)<sup>5</sup> les désirs (parfois surprenants) de minorités très agissantes (se moquant bien des dégâts collatéraux, politiques et anthropologiques) est la motivation avancée par les partisans de la PMA pour tous<sup>4</sup>. Mais derrière ce paravent se cachent d'autres mobiles. Le directeur du Center for Law and the Biosciences de Stanford est moins hypocrite : « *La reproduction non sexuée deviendrait la norme d'ici 20 à 40 ans, chacun choisissant sa progéniture parmi 100 ou 200 embryons fabriqués à partir de ses gamètes artificiels et testés pour éviter maladies, risque de maladies et risque de risque. Il y a de gros marchés, assez pour pousser le développement [de la technologie]* »<sup>5</sup>. C'est vrai quoi, laisser des gens copuler et engendrer en échappant au marché et aux énormes profits potentiels que ce secteur représente, ce n'est plus acceptable en régime hyper-libéral...

Parfois, des féministes de choc se réjouissent : à l'avenir, les couples de femmes pourront se reproduire et transmettre leur ADN en apparant les ovocytes de l'une et les gènes issus des cellules souches de l'autre. Elles ne pourront faire que des filles (mais est-ce un problème ou un avantage ?). Le biologiste Henri Atlan les appâte en vantant l'éctogenèse : « *Très vite, la gestation extracorporelle deviendra la norme. Les pratiques de « mères porteuses » et de PMA en dehors des structures familiales reconnues par la société ont déjà rompu le lien immémorial entre un bébé et la femme qui l'a porté. [...] L'utérus artificiel achèvera la libération sociale des femmes en les rendant égales aux hommes devant les contraintes physiologiques inhérentes à la procréation.* »<sup>6</sup> Machines à faire des bébés, élevés en usines, programmés pour leur rang futur dans la société... cela ne vous rappelle rien ?

## LA QUÊTE DE LA « DISTINCTION »

Il y a peu, lorsque les homosexuels peinaient encore à se faire accepter dans nos sociétés aux normes figées, ils entendaient marquer leur différence par rapport au modèle dominant, papa-maman-enfants. C'était leur choix et la loi l'a aujourd'hui avalisé. Mais depuis que le politiquement correct s'est majoritairement inversé, on est parfois étonné de constater que des couples gays ou lesbiens veulent revenir à un modèle qu'ils semblaient vouloir dépasser et

souhaitent copier les anciennes familles. On en arrive à une confusion des genres (c'est le cas de le dire) qui, on l'a vu, ouvre, hélas, la porte à de dangereuses dérives sociétales. Vouloir le beurre, l'argent du beurre et le sourire des législateurs, n'est-ce pas trop demander ?

Bien plus, il est difficile de ne pas s'interroger sur la multiplication, ces derniers temps, des sexualités tordues (*queer*), des hésitations identitaires-sexuelles qui semblent s'emparer de tant de nos contemporains. Serions-nous là face à un nouveau symptôme de la quête de la différence (la distinction<sup>8</sup>) qui est un marqueur de nos sociétés pseudo-libres ? Puisqu'on a du mal à se distinguer par sa consommation ostentatoire (de plus, c'est mal vu par les écolos...), on se différencie autrement (parfois même pas l'indifférenciation : volonté de rejeter la différence sexuelle naturelle et de forcer les enfants à s'inscrire dans un modèle unisexe ou unigenre).

## GESTATION POUR AUTRUI<sup>8</sup>

La gestation pour autrui (GPA) est une technique lors de laquelle une femme, appelée mère porteuse, voit implanter dans son utérus un embryon étranger (produit *in vitro*), poursuit une grossesse et accouche d'un enfant qui est remis à la naissance au(x) commanditaire(s) qui a(ont) payé pour ce « service ». Cette pratique peut répondre à une infertilité féminine ou à des désirs d'enfant d'hommes célibataires ou en couple homosexuel.

Il est temps de réfléchir aux conséquences collectives de l'obligation de satisfaire les désirs les plus fous de toutes petites minorités. Certains excès commencent d'ailleurs à provoquer des réactions de rejet : le masculinisme vient de naître et les réactionnaires ont le vent en poupe en s'appuyant sur le malaise compréhensible de la majorité, bêtement cisgénérée hétéro-binaire, qui ne pige rien aux subtilités sémantiques des chercheurs de distinction.

On se calme, on pèse le pour et le contre, on évolue à un rythme soutenable par toutes et tous et ça ne sera pas nécessairement triste. Et aussi (plaidoyer *pro domo*), on arrête de faire de l'homme blanc, hétérosexuel, cisgénéré, binaire, un peu âgé... l'incarnation diabolique du mal suprême.

Alain Adriaens

1. Les cas de stérilités sont de plus en plus nombreux, aussi bien du côté masculin que du côté féminin. Nous n'en parlerons pas ici mais l'on a déjà abordé dans *Kairos* les graves menaces que font peser sur la possibilité d'avoir des enfants, la présence dans notre environnement de toujours plus de substances chimiques (pesticides, perturbateurs endocriniens...) et de facteurs physiques (radioactivité, ondes électromagnétiques...).
2. Cet aspect hélas conflictuel de la question sera abordé ailleurs dans ces pages. Voir page 12 de ce dossier.
3. Fabien Ollier, *L'Homme artefact : Indistinction des sexes et fabrication des enfants*, QS<sup>2</sup> éditions, collection Horizon critique.
4. Est-il acceptable d'exiger le remboursement par la sécurité sociale des coûteuses techniques procréatiques pour des individus non malades alors qu'on rogne sur le remboursement des lunettes et autres prothèses indispensables et que des médecins doivent choisir, faute de moyens, les aînés que l'on soignera et ceux qu'on laissera mourir ?
5. Henry Greeley, *The End of Sex and the Future of Human Reproduction*, Harvard University Press, 2016.
6. H. Atlan, *L'utérus artificiel*, Seuil, 2005.
7. Aldous Huxley, *Le Meilleur des mondes (Brave New World)*, Poche Pocket, [1931] 2002.
8. Pierre Bourdieu, *La Distinction : Critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, 1979.

# LA NATURE DE L'HUMAIN

« Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ».

George Orwell<sup>1</sup>.

« Quiconque promettra à l'humanité de la libérer des difficultés du sexe sera acclamé comme un héros, quelles que soient les absurdités qu'il puisse proférer ».

Sigmund Freud<sup>2</sup>.

Le mouvement idéologique qui se voit aujourd'hui imposé dans le débat par une minorité active se présentant comme porteuse de la bonne parole et condamnant au bûcher les hérétiques qui s'écarteraient de la voie sacrée – aussitôt associés à des « conservateurs », « réactionnaires » ou « phobiques »<sup>3</sup> – n'est pas la manifestation d'un accès lucide d'individus qui auraient enfin compris les ressorts réels de la domination. L'obsession identitaire au fondement de ce mouvement se révèle être au contraire la traduction parfaite de valeurs du modèle néo-libéral, qui a œuvré à ce que toute question de limites soit assimilée au fascisme. Désormais, « recodifier les corps, reconfigurer les sexes, particulariser les langues, ré-assigner les identités, redessiner les affects, faire proliférer les genres, les faire reconnaître comme fluides et bousculer par-là toutes les frontières connues sont autant d'impératifs d'une sorte de mouvement transidentitariste auquel tout un chacun est désormais confronté dans quasiment toutes les institutions »<sup>4</sup>. Se faisant les porte-voix d'un productivisme investissant à présent les sanctuaires les plus intimes que sont le corps et la maternité, les thuriféraires du laissez-faire ne réalisent par ailleurs pas que sous couvert de combattre la domination masculine, ils ne font que consacrer son nouvel avatar, oubliant aussi bien opportunément le totalitarisme technologique et son emprise sur nos vies. Plus que tolérés dans les médias de masse, ces nouveaux libertariens démontrent paradoxalement comment toute possibilité de penser librement est devenue extrêmement difficile. Bienvenue dans le meilleur des mondes.

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que l'impératif d'égalité se mue, dans nos sociétés post-68 où il était à présent « interdit d'interdire », en revendication identitaire concrétisée sous forme d'une carte de visite continuellement déployée dans des contextes sociaux divers, où plus grand était le nombre de traits « dominés » (femme, noir, homosexuel, handicapé...), plus l'avantage comparatif semblait devenir important. Les dérives étaient évidentes dans une société compétitive, inégalitaire et où régnait la loi illusoire du *self-made-man* : le caractère minoritaire se muait paradoxalement en trait identitaire dominant, la lutte des classes cédant le pas à la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle ou l'apparence. Formidable erreur, car comme disait Hannah Arendt, « [...] l'existence d'un monde commun ne demande aucune identité, seulement la capacité de dialoguer<sup>5</sup> ». Pour paraphraser l'intelligentsia gauchiste française de l'époque, qui pensait qu'il valait mieux « avoir tort avec Sartre plutôt que raison avec Raymond Aron », il semble qu'aujourd'hui il vaille mieux avoir tort avec les minorités plutôt que de défendre une éthique universelle, surtout quand elle « ferait le jeu des fachos »<sup>6</sup>.

Si la protection des plus faibles doit en effet demeurer un principe qui dicte nos conduites, cela ne signifie pas automatiquement que le désir de quelques individus fait d'eux une catégorie minoritaire dominée dont il faudrait prendre la défense en faisant fi de toute éthique<sup>7</sup>. Pour faire ici une digression essentielle, il est nécessaire d'ajouter qu'il serait erroné d'associer automatiquement la minorité à l'assujettissement. Si les expériences de Ash démontrent que les individus se conforment au groupe le plus grand, l'influence des minorités n'en est pas moins une réalité. « Dans cette perspective, les minorités sont une force envers l'innovation parce qu'elles défendent leur

position de façon constante, avec confiance et conviction, ce qui fait qu'elles dérangent les normes existantes et génèrent de l'incertitude. Parce qu'elles ne bougeront pas, elles exigent de l'attention pour leur position alternative, et la majorité est forcée de s'en accommoder et de considérer leur point de vue face à un certain nombre de points voire de problèmes. Les minorités influencent l'information (...) »<sup>8</sup>. Ce statut de la minorité est essentiel, et pour revenir donc à ce qui nous préoccupe, il serait dangereux de défendre automatiquement ces « minorités désirantes », car dans un monde où la domination de la nature vivante est devenue un impératif pour assurer la croissance du capital, la maîtrise de ce qui nous est le plus intime, le corps, offre des segments lucratifs que la logique productiviste ne pouvait laisser en jachère et dont il faut, pour qu'ils deviennent rentables, qu'ils soient portés par des sujets désirants indépendamment de toute éthique. Le corps, surtout celui de la femme, devenue progressivement un objet de présentation de soi à investir, améliorer, réparer, allait rapporter gros à une industrie de la mode qui avait poussé à son faite la transformation de celle-ci « en objet visuel, c'est-à-dire en image », soumise intrinsèquement au regard de l'homme.<sup>9</sup>

Rien d'étonnant, dès lors, que cette réification ait abouti sous le lobbying d'un secteur « féministe » libéral relayé par la propagande médiatique, l'industrie et, nous le verrons, la peur de la majorité de « mal penser », à la remise en question de la différence sexuelle et de la procréation. Comme le constate Fabien Ollier, « de toutes les obsessions identitaires qui provoquent désormais une fragmentation violente de la société en d'incalculables groupes, formations ou sectes communautaristes rivales – chacun d'entre eux réclamant la priorité des droits nouveaux à sa différence, des témoignages institutionnels de reconnaissance et des postes de pouvoir dans tous les secteurs clés de la vie publique –, celle qui se rapporte au modèle sexuel de soi prend une ampleur aussi inattendue qu'inquiétante »<sup>10</sup>. Ce qui jusqu'ici semblait aller de soi ne va plus de soi et, selon la logique dominante que tout changement serait nécessairement un progrès, on inaugure celui-ci comme un renversement d'un ordre ancien patriarcal, alors que, nous le verrons, ce mouvement n'est qu'un « putsch permanent »<sup>11</sup>, le signe extérieur d'un système productiviste ayant atteint son apothéose. Avant sa chute ?

## L'ENFANT POUR TOU-TE-S

S'il nous devenait loisible de « réaffecter » l'assignation naturelle d'un sexe à la naissance, réparant ce que certains considéraient comme une erreur, cette nouvelle capacité – illusoire, nous le verrons – à changer de sexe ouvrirait automatiquement le « droit » à l'enfant pour tous·toutes, dès lors que le sexe deviendrait la seule résultante d'un choix individuel et que certaines combinaisons, ou le fait d'être seul, ne permettraient pas la procréation. De cette marchandisation des corps et de la procréation découlait logiquement la marchandisation de l'enfant : « Dans ces circonstances, l'enfant est calculé, simulé, objet d'une commande. Avant de le prendre en main, on veut le choisir sur catalogue, se garantir des contrefaçons et de

toutes surprises ». Dans ce cadre inédit, « l'enfant est dissocié de la sexualité, du désir du couple (le désir est devenu volonté), et du corps de la femme (devenue véhicule plus ou moins réticent de la venue au monde de l'enfant) »<sup>12</sup>.

La grossesse réduite à une fonction d'incubation, il n'en fallait pas plus pour que certaines féministes revendiquent la fin de cette « histoire immémoriale d'inégalité et d'injustice », de cette « différence entre les hommes et les femmes à l'égard de cet acte à chaque fois extravagant de faire naître »<sup>13</sup> dont seraient victimes les femmes : « Les femmes ne pourront pas connaître de véritable autonomie tant qu'elles n'auront pas la possibilité de s'en débarrasser [NdA : « de la grossesse et de l'élevage des enfants »]. »<sup>14</sup> Nancy Huston, écrivaine, romancière et dramaturge canadienne, questionne opportunément : « Quelle puissance divine, décidément, en nous êtres humains : chez toutes les autres espèces mammifères, les femelles fabriquent tranquillement dans leur giron les rejetons des deux sexes ; chez nous, sans doute parce que nous parlons, il est besoin de "forger" "l'idée" qu'elles "doivent" le faire. »<sup>15</sup> Au prétexte de réduire les inégalités et de libérer de ce « carcan », il fallait donc abolir toute différence. Souhaitant que, de tout temps, on n'a jamais accueilli le bébé en criant « c'est un enfant », mais toujours en précisant en premier lieu son sexe, Nancy Huston ajoute à ce qui s'avère une « dure » réalité pour certains, que cette différence, qu'on le veuille ou non, apporte des informations cruciales, encore aujourd'hui : « Par exemple : si le corps du bébé est doté d'un utérus, il sera susceptible plus tard de fabriquer en son sein d'autres corps, tant masculins que féminins ; s'il est doté d'un pénis, non. Même si tout le monde de nos jours (moi la première) admet comme valable pour une femme de ne pas vouloir engendrer, cela n'atténue en rien ce fait massif : les hommes ne peuvent le faire<sup>16</sup> ».

La différence des sexes est une réalité qui s'impose à nous, et le délire psychotique de notre époque se mesure à ce qu'il faille préciser une telle évidence et « insister sur des vérités aussi triviales<sup>17</sup> ». Enfonçons le clou, au sujet de la différence biologique des sexes : « Ce sont des différences réelles : non résorbables, incontournables, intemporelles »<sup>18</sup>, « aucune autre espèce de primate n'a éprouvé le besoin d'inventer des mythes, contes, récits, racontars, légendes et religions pour expliquer la différence des sexes, alors que toutes les cultures humaines l'ont fait. Attribuer un sens à cette différence est l'un des traits fondamentaux pour ne pas dire fondateurs de l'humanité »<sup>19</sup>; « n'en déplaît aux tenants queer, le fait de naître garçon ou fille continue d'être perçu et vécu, partout dans le monde, comme significatif. Par les sociétés. Par les garçons. Par les filles. Et ce, à juste titre »<sup>20</sup> Ceux qui ont cru voir dans l'œuvre de Simone de Beauvoir les prémices aux délires post-modernes de négation de la différence sexuelle se trompent tout à fait, elle qui disait : « Il est clair qu'aucune femme [ni aucun homme] ne peut prétendre sans mauvaise foi se situer par-delà son sexe. »<sup>21</sup>

Rappeler ainsi à la réalité ceux qui défendent des thèses d'indistinction totale, vaut pour les intrépides qui osent l'exprimer le risque d'attaques physiques et verbales. Nos amis de *La Décroissance* ont pu le constater alors qu'ils tenaient un stand au festival Les

Burellesques où se réunissent les opposants au site d'enfouissement de déchets radioactifs : « À peine arrivé le samedi matin, j'ai été pris à partie par une dizaine de personnes qui se sont opposées à la vente de journaux, les ont volés et détruits. Ces individus étaient très remontés, se revendiquaient transgenres ou amis de, n'avaient pas lu le journal, mais la mise à l'index qui circulait sur le festival en format papier. »<sup>22</sup> Sylviane Agacinski, qui a récemment publié *L'homme désincarné. Du corps charnel au corps fabriqué*, a pu éviter les agressions que l'auteur de *La reproduction artificielle de l'humain*<sup>23</sup>, Alexis Escudero, ou encore Tomjo<sup>24</sup>, ont, eux, directement subies dans le passé. Alors qu'elle était invitée à l'université Bordeaux Montaigne pour une conférence dont le thème portait sur « l'être humain à l'époque de sa reproductibilité technique », face aux menaces des associations (GRRR, Riposte trans, Mauvais Genre-s et WakeUp...), le syndicat « Solidaires étudiant-e-s Bordeaux » qualifiant les positions de la philosophe de « réactionnaires, transphobes et homophobes », l'université a décidé d'annuler l'événement, « ne pouvant assurer pleinement la sécurité des biens et des personnes », ou se résignant pour ne pas entacher l'image de l'institution...

## INTERDICTION DE PARLER...

« Je sais qu'il y en a qui sont probablement horrifiés par ce que nous faisons, mais s'il y avait un groupe de nazis là-dedans, qui essaieraient d'organiser une "discussion à propos des 'juifs'", le toléreraient-ils ? Je ne crois pas ! Aucune personne décente ne le tolérerait ».

**Propos d'un membre d'un groupe empêchant la tenue d'un débat sur la transsexualité.**

Les nazis brûlaient les livres dont le contenu ne correspondait pas à la doxa totalitaire. Les milices fascistes « antifascistes » transidentitaires, minoritaires en nombre, s'en inspirent parfois. Mais leur aura dépasse le cercle de leurs actions, appuyé par des médias « qui ont compris depuis fort longtemps déjà que le sexe et tout ce qui tourne autour de ce sujet rendu par leurs soins "scabreux et oiseux" font vendre »<sup>25</sup>, et soutenu tacitement par une partie de la population craignant d'être accusée du crime de « mal-penser » et affublée de divers qualificatifs dressant la caricature d'un soldat du IIIe Reich.

« Déjà à l'époque [année 70], alors que la "théorie du genre" tenait bien moins qu'aujourd'hui le haut pavé, Symons<sup>26</sup> savait que les résultats de ses travaux sur les différences sexuelles innées seraient interprétés comme insultant pour les femmes, tant est enracinée notre habitude de percevoir toute différence comme une hiérarchie et toute description comme une prescription »<sup>27</sup>. Ceux qui interdisent le débat, donc le risque de rencontre d'une parole autre, sont pris dans une toute-puissance de la pensée, tout en étant à la fois incapables de reconnaître certaines évidences. Sont-ils par exemple susceptibles d'accepter qu'on puisse « admettre l'existence de différences innées sans être nazi, parce qu'on peut en tirer des conséquences différentes des nazis : non pas opprimer/extermier les faibles, mais, tout au contraire, les aider et les protéger. Les femmes doivent être protégées contre les hommes non parce qu'elles leur sont "inférieures", mais parce qu'ils peuvent les violer, et les engrosser contre leur gré ; c'est un fait tout simple, qu'ont compris (et interprété, chacune à leur manière) toutes les sociétés humaines jusqu'à la nôtre »<sup>28</sup>. Mais les nouveaux soldats de ces luttes post-modernes inscrites dans le système capitaliste, qui le plus souvent font fi de la dimension de classe, sont incapables d'admettre qu'on puisse tenir les mêmes constats que des groupes extrémistes, sans avoir les mêmes intentions ni en tirer les mêmes conséquences. Impossible pour eux, lorsque par exemple vous énoncez que l'immigration massive est une arme uti-

lisée par le patronat pour déstabiliser les travailleurs nationaux et assurer la « modération salariale », de ne pas vous taxer de suite de « raciste anti-immigration ». Ils n'entendent pas que vous n'êtes pas « contre » les immigrés mais pensez la société dans une vision systémique et radicale, avec le dessein de juguler les causes.

En ce sens, ils ont parfaitement intégré le logiciel néo-libéral qui évoque la société uniquement en termes d'individus (« la société n'existe pas », disait Margaret Thatcher en 1987... Enfin, elle reconnaissait encore qu'il y avait des « hommes et femmes, et des familles »...). Se focalisant uniquement sur le ressenti subjectif, ces combattants inoffensifs pour l'ordre capitaliste ne peuvent se détacher du sujet et de ses émotions sans avoir le sentiment de le juger. Le manque de perspective globale et leur silence et absence de positions claires contre les véritables maux de nos sociétés, leur confère par ailleurs ce plaisir individuel de toujours pouvoir jouer les bons samaritains. Divisant constamment le monde en catégories, ils sont à mille lieues de ce qui faisait l'humanisme d'un George Orwell : « Ce refus des catégories abstraites et des masques idéologiques, cette volonté de retrouver le visage de notre commune humanité, même dans ses incarnations les plus singulières, les plus déconcertantes ou les plus odieuses »<sup>29</sup>. Mais peut-être que nos héros post-modernes auraient aujourd'hui refusé à Orwell de s'exprimer, s'il avait osé critiquer la nouvelle idéologie où, de nos jours, « on peut ainsi être bigender, trigender, pangender, genderfluid ou même agender. [...] Cette fluidification serait censée ouvrir à de nouvelles expériences émotionnelles et mettrait sur la voie d'une émancipation humaine totale. Ou d'un effondrement humain terminal »<sup>30</sup>. Nous reviendrons sur cette boîte de Pandore qu'ouvre l'homme avec ses nouveaux délires, malvenus, mais « logiques ».

Là où les uns prônent la défense des libertés individuelles, les institutions œuvrent à ne pas révéler les informations qui permettraient de se faire un jugement impartial. Il est de ces moments où la recherche doit s'arrêter, lorsqu'elle met en danger le profit des multinationales notamment, et ce à tous les niveaux de la recherche<sup>31</sup>. James Caspian, psychothérapeute anglais, l'a remarqué à ses dépens, lui qui a travaillé pendant 10 ans dans une clinique de genre et a étudié les effets sur le long terme de la transition. Lorsqu'il a voulu se pencher sur ce petit groupe de la communauté trans, appelé les « détransitionneurs »<sup>32</sup>, il explique : « Je me suis inscrit à l'université de Bath Spa, pour faire des recherches sur l'expérience de ceux qui avaient inversé leur chirurgie de ré-assignement de genre, au départ. Par la suite, mes recherches incluent également ceux qui avaient inversé leur transition de genre sans forcément inverser la chirurgie, et à ce moment-là, l'université m'a dit que je ne pouvais pas continuer cette étude ». L'université lui expliquera que sa recherche « risquait de leur attirer des critiques sur les réseaux sociaux, ce qui nuirait à l'image de l'université et qu'il valait mieux chercher à n'offenser personne ». Le psychothérapeute dira : « Cette raison m'a stupéfait. J'ai passé plus d'une décennie à travailler pour et avec des gens qui effectuaient des transitions de genre. Il s'agit manifestement d'une discussion qui est censurée. Et pourtant c'est une discussion que nous devons avoir ».

La réalisatrice, qui interviewe James Caspian dans son documentaire sur les enfants trans, a tenté d'avoir des réponses et de comprendre la censure autour de questions comme la médication à vie et ses effets sur les jeunes, a contacté énormément de groupes différents, « des organisations caritatives qui soutiennent des enfants qui transitionnent, des groupes de lobbying, des médecins privés et de la NHS<sup>33</sup>, et pourtant pas un seul de ces groupes n'a accepté de participer à ce documentaire. Ils invoquent de nombreuses raisons, y compris l'allégation très lourde selon laquelle j'essaie de remettre en question les droits des trans, ou l'existence d'enfants trans, ce que je n'essaie pas de faire. Bien sûr que les personnes trans existent et qu'elles ont besoin de droits, mais c'est aussi un droit de poser des questions légitimes sur les personnes qui risqueraient de regretter leur transition, ou sur le manque de recherches sur les effets des

médicaments, afin que nous soyons sûrs que nous ne faisons pas de mal aux enfants. Au bout du compte, je ne peux pas m'empêcher de penser qu'ils n'apprécient pas le fait que j'existe. Ils n'apprécient pas le fait que je souffrais de dysphorie de genre, que j'ai été cet enfant, et que j'ai fini par devenir une femme. Et, d'une certaine manière, c'est effrayant ». Heather Brunskell Evans, qui a écrit un livre sur les « enfants trans » estime également que « Nous devons avoir un débat public sur certains problèmes liés à la médicalisation des enfants. Mais nous ne pouvons jamais en parler, parce que les transactivistes empêchent toute discussion ».<sup>34</sup>

Il n'est au fond pas étonnant que les transactivistes réprimant toutes paroles contredisant leur idéologie, car le verbe prend pour eux une forme totalitaire et ceci de deux façons : primo, cette toute puissance de la parole prend corps dans la négation de la préséance de la vie sur la pensée, à savoir que nous sommes des êtres de chair, dotés d'un sexe masculin ou féminin, avant même de pouvoir parler et nous dire et même nous représenter fille ou garçon. Nous sommes à ce niveau biologique déterminés par la nature ; secundo, leurs énoncés seraient performatifs, réalisant par le simple dire l'action que le verbe exprime. Seuls leurs mots révéleraient la vérité et, c'est essentiel, sans qu'ils doivent le prouver, la stigmatisation se suffisant à elle-même. La célèbre trans anglaise Miranda Yardley, exprime clairement cette folie : « L'auto-déclaration réduit le fait d'être une femme à un sentiment dans la tête d'un homme. »<sup>35</sup>

## ...POUR EMPÊCHER DE PENSER

Derrière l'interdiction de parler se dissimule celle de penser, et donc de comprendre. Quand on empêche le débat en France de Sylviane Agacinski, ou de Heather Brunskell Evans en Angleterre, on prive les gens d'entendre des choses qui pourraient les déranger. Cette dernière rejette par exemple l'idée selon laquelle un enfant pourrait être né « dans le mauvais corps », et aurait donc besoin de médication : « Il est désormais quasiment accepté qu'il existe bel et bien des "enfants trans", pourtant aucune preuve médicale ne permet d'affirmer qu'un enfant pourrait être "né dans le mauvais corps". Les enfants ne devraient pas être contraints par le genre. Engager l'enfant dans une voie qui le place en conflit avec son corps, alors que la chose la plus émancipatrice, plus libérale, plus progressive, que l'on devrait faire, serait de l'encourager à se sentir bien dans son corps, de faire que le corps ne soit pas une contrainte pour un petit garçon qui voudrait s'identifier à des choses considérées comme "féminines", cela ne devrait absolument pas poser problème. »

La négation dogmatique de la différence des sexes, sous la spéieuse défense de l'égalité, empêche également d'énoncer l'existence de distinctions fondamentales entre homme et femme, comme ose Nancy Huston quand elle dit que « l'orgasme féminin est une expérience merveilleuse, ce n'est pas moi qui dirai le contraire, mais il n'est pas requis pour la conception d'un enfant et les femmes supportent relativement bien l'abstinence sexuelle, alors que l'éjaculation des hommes est nécessaire pour la fécondation et, surtout quand ils sont jeunes, l'abstinence les fait physiquement souffrir. De tels propos sont choquants à notre époque. On n'en veut rien savoir. Parce qu'on a prononcé le divorce entre érotisme et enfantement, parce qu'on a décidé de promouvoir cette absurdité selon laquelle hommes et femmes sont "au fond" pareils, on ne relève pas ces différences pourtant remarquables. »<sup>36</sup>

Mais à l'ère de la « post-vérité », plus rien ne semble intelligible : « Voilà ce qu'est l'âge de la post-vérité : le brouillage des frontières entre vrai et faux, honnêteté et malhonnêteté, fiction et non-fiction (...) Le Monde fictif qui se dessine avec l'émergence de la post-vérité travaille à la ruine de la faculté de juger, cette faculté qui nous permet à la fois de différencier et d'organiser le réel et de configurer le commun

1. Tels, tels étaient nos plaisirs, Ivrea, Encyclopédie des nuisances, 2005, p.102.  
2. Lettre du 17 mai 1914, in « The complete correspondence of Sigmund Freud and Ernest Jones », 1908-1939, cité dans *Leurre et malheur du transhumanisme*, Olivier Rey, Desclée de Brouwer, 2018, p.28.  
3. Voir Jean-Claude Michéa, *Le loup dans la Bergerie*, Climats, 2018, p.28 et suivantes.  
4. Fabien Ollier, *L'homme artefact. Indistinction des sexes et fabrication des enfants*, QS ? Éditions, 2019, pp.48-49.  
5. Cité dans Guillaume de Vaulx, « Apprendre à philosopher avec Arendt », Ellipses, 2012, p.224.  
6. Voir dans ce dossier, « Le Militantisme sectaire », p.9.  
7. Voir à ce sujet les propos éclairants de Jean-Claude Michéa, sur l'impossibilité de débattre et de prendre en compte toute éthique de progrès dès lors que les « problèmes de société » se réduisent à une approche exclusivement juridique. Jean-Claude Michéa, *Le Loup dans la bergerie*, Climats, 2018, Chapitre III, notamment p.32.  
8. Susan T. Fiske, *Psychologie sociale*, De Boeck, 2008, p.603. Souligné par nous.  
9. Nancy Huston, *Reflets dans un œil d'homme*, Actes Sud, 2012, p.43. John Berger évoque ce sentiment de dédoublement propre aux femmes dans nos sociétés : « Les hommes regardent les femmes. Les femmes se regardent en train d'être regardées. Cela détermine non seulement la plupart des rapports entre hommes et femmes, mais aussi le rapport des femmes à elles-mêmes. L'observateur à l'intérieur de la femme est masculin, l'observée, féminine. Ainsi la femme se transforme-t-elle en objet visuel, c'est-à-dire en image ».  
10. Fabien Ollier, *L'homme artefact. Indistinction des sexes et fabrication des enfants*, Ibid., p.31. Souligné par l'auteur.

11. Pièces et Main d'œuvre, *Manifeste des chimpanzés du futur, contre le transhumanisme*, Service compris, 2017, p.119.  
12. David Le Breton, *Anthropologie du corps et modernité*, PUF, 1990/2008, pp.296 et 298.  
13. Ibid., p.300, citant Marcela Iacub, pour la première citation, tirée de l'ouvrage de J. Chasseguet-Smirgel, « Le corps comme miroir du monde », PUF, 2003 ; la seconde extraite d'un article d'un hors-série du *Nouvel Observateur*, « L'utopie de l'utérus artificiel », juillet-août 2005.  
14. Propos de Peggy Sastré, dans « L'utérus artificiel et l'avenir de la femme », entretien avec *Causeur*, juin 2017, cité dans *Manifeste des chimpanzés du futur*, Ibid., p.217.  
15. Nancy Huston, *Reflets dans un œil d'homme*, Ibid., p.75.  
16. Ibid., p.18. Souligné par l'auteure.  
17. Sylviane Agacinski, *L'homme désincarné, du corps charnel au corps fabriqué*, Tracts Gallimard, 2019, p.37.  
18. *Reflets dans un œil d'homme*, Ibid., p.57.  
19. Ibid., p. 8  
20. Ibid., p. 81.  
21. Fabien Ollier, *L'homme artefact. Indistinction des sexes et fabrication des enfants*, Ibid., p.42, citant Simone de Beauvoir, « Le deuxième sexe, tome 1 : les faits et les mythes », p.106.  
22. « La peste brune de retour sous un nouveau masque », *La Décroissance*, septembre 2019.  
23. *Le Monde* à l'envers, 2014.  
24. Voir son témoignage sur le site de Kairos, www.

25. Fabien Ollier, *L'homme artefact. Indistinction des sexes et fabrication des enfants*, Ibid., p.31. Il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer le rôle des médias dans la propagation de ces idées minoritaires, dont le résultat est de donner l'impression qu'elles sont majoritaires et ainsi de susciter le conformisme et la crainte de « mal penser ».  
26. Donald Symons, l'auteur de *Du sexe à la séduction*.  
27. Nancy Huston, *Reflets dans un œil d'homme*, Ibid., p.78.  
28. Ibid., p.92.  
29. Simon Leys, *Orwell ou l'horreur de la politique*, Plon, 2006, pp.62-63.  
30. Fabien Ollier, *L'homme artefact. Indistinction des sexes et fabrication des enfants*, Ibid., p.50. Citant Jean-François Braunstein, « La philosophie devenue folle. Le genre, l'animal, la mort », Paris, Grasset, 2018, p.112.  
31. Voir, notamment, « La recherche sur les ondes électromagnétiques censurée par les Universités », *Kairos* avril-mai 2019.  
32. Ceux qui ont fait l'opération pour changer de sexe et le regrettent, voulant refaire l'opération inverse.  
33. National Health Service, service de santé publique au Royaume-Uni.  
34. « Les enfants trans, il est temps d'en parler », de Stella Omalley. [https://www.partage-le.com/2018/11/les-enfants-trans-il-est-temps-den-parler-documentaire-realise-par-stella-omalley/?fbclid=IwAR2f61zhZTzY-FDo2-jnSTu1\\_uCN7M3vQGaS-ZavLkng-gp7r7zRNeWAE2xw](https://www.partage-le.com/2018/11/les-enfants-trans-il-est-temps-den-parler-documentaire-realise-par-stella-omalley/?fbclid=IwAR2f61zhZTzY-FDo2-jnSTu1_uCN7M3vQGaS-ZavLkng-gp7r7zRNeWAE2xw)  
35. « Les enfants trans, il est temps d'en parler », de Stella Omalley, Ibid.  
36. Nancy Huston, *Reflets dans un œil d'homme*, Ibid., p.32.



en partageant nos expériences sensibles. »<sup>37</sup> Là se situe le drame de la situation actuelle, dont les médias de masse sont les principaux protagonistes. Cette difficulté de jugement est par ailleurs alimentée par la pauvreté intellectuelle d'un sujet peu au fait des rapports de pouvoir, souvent pétri d'un occidental-centrisme condescendant et charitable (les deux allant souvent de pair), ignorant tout de la construction psychique de l'enfant (qui contient cette part d'animalité de l'être humain en devenir, blessure narcissique insupportable pour certains), nourri au biberon de « la théorie du genre [qui] nie la découverte darwinienne et refuse de placer l'humain dans une continuité biologique avec le monde animal. »<sup>38</sup> Ce cocktail parfait pour la grande confusion, fait du socio-constructivisme l'idéologie privilégiée de ce type de sujets qui se pensent auto-construits et seuls maîtres de ce qu'ils sont devenus. Ils sont comme ces jeunes enfants qui croient que de leur désir fait naître l'objet de satisfaction, assurés de leur toute-puissance et ignorant tout des forces inconscientes qui les meuvent ; pourtant, « bien que nous adorions croire notre volonté toute-puissante, nous sommes loin d'être le « nous » que nous pensons être, et ne comprenons qu'imparfaitement les mobiles de nos propres actes. »<sup>39</sup> Cette humilité est difficile pour les nouveaux inquisiteurs de la société sans limites : peu capables de percevoir que nous sommes mus par des forces inconscientes, ils identifient dans toute expression d'une volonté, un « je veux » preuve systématique d'un affranchissement, sans même imaginer que cette volonté n'est peut-être que le signe d'un assujettissement aux forces pulsionnelles. Croyant libérer le sujet, ils confirment au fait sa soumission.

Tous ne tombent heureusement pas dans ce conformisme inepte,

cet abêtissement dont sont devenus fidèles représentants et propagandistes certains mouvements se revendiquant du féminisme<sup>40</sup>, « l'esprit réduit à l'état de gramophone (Orwell). » « Annie Le Brun refuse la pétrification bureaucratique dans laquelle le féminisme s'est refermé au nom de la libération féminine et de la "guérilla vaginale". Non seulement elle montre, textes à l'appui, les fondements totalitaires du néo-féminisme qui veut bâtir de nouveaux empires à partir "d'un point de vue de femme", mais elle élucide tout ce qui se cache derrière les sophistications, retournements, modifications, légitimations du mode de pensée néo-féministe. "Il est, en effet, dans la nature totalitaire du néo-féminisme de jouer sur les deux tableaux complémentaires de la bêtise spontanée et de la bêtise concertée, si l'on peut dire. À tel point même que la mauvaise foi des unes semble le disputer assez à l'étroitesse de vue des autres pour qu'on soit aujourd'hui en mesure de voir dans la prise de conscience néo-féministe l'équivalent d'une gigantesque entreprise de crétinisation. Pour ce faire, rien de bien nouveau encore : à l'arbitraire des positions injustifiables, on s'emploie à donner une justification d'allure scientifique" »<sup>41</sup>.

## TOTALITARISME TECHNOLOGIQUE ET DÉNI DE LA NATURE

Drôle d'époque qui s'apparente à de la folie pure. Alors que cette idéologie de fluidité des identités s'impose dans les débats, notre perte d'autonomie n'a jamais été aussi grande. La majorité d'entre nous, occidentaux, n'est pas capable de subvenir à ses moyens, créer et inventer des outils, faire pousser fruits et légumes, élever son cochon, réparer sa voiture ou son vélo, alors que le sens de l'orientation, l'attention soutenue, la lecture, la force physique, l'endurance..., sont en pleine déperdition avec les GPS, smartphones et divers écrans, jeux vidéo, électrification de tous les moyens de transport auparavant mécanique et sédentarité télévisuelle.

D'aucuns se diraient peut-être qu'il faut sauver ce qui peut l'être, et que la négation des sexes sera au moins un moyen d'endiguer l'ancestrale domination de l'homme sur la femme. Ce ne sera pourtant pas le cas. Il faut d'abord dire que cette catégorisation en « femme » (ou homme) occulte de profondes disparités. Dans une société capitaliste de classes qui se dit égalitaire, il y en a toujours qui sont plus égaux que d'autres. Le rétablissement d'une forme d'égalité intra-classe sociale (par exemple, dans un couple, lorsqu'une femme de ménage) se fait toujours au détriment d'une inégalité inter-classes sociales (l'exploitation économique d'une femme de ménage)<sup>42</sup>. Cette réflexion faite, et revenant à cette revendication de négation des sexes, nous pensons que derrière le discours de libération de la



femme, c'est un tour de prestidigitation où la domination masculine et le patriarcat, virés par la porte, reviennent par la fenêtre sous la même ou une autre forme (Bernard Charbonneau évoque celle du « neutre »). Dany Robert Dufour<sup>37</sup> me fit part du récit qui lui fut relaté lors de l'une des conférences qu'il organisa dans des universités au Canada. Alors que le débat s'achevait, une étudiante vint le voir en lui expliquant qu'elle avait créé un groupe de femmes victimes d'agressions, et que ce groupe rencontrait un problème préoccupant dont il ne savait pas trop bien comment en sortir : un beau jour, un homme s'était présenté pour leur demander d'intégrer leur groupe, arguant qu'il était une femme et en avait le droit. Peu de temps après, un autre fit la même demande. Si les femmes du groupe répondirent à ces surprenantes requêtes en acceptant ces nouvelles recrues, leur décision se retourna vite à leur désavantage, les nouvelles « femmes » ayant par ailleurs une supériorité physique évidente et prenant le contrôle du groupe, jusqu'à énoncer qu'elles avaient plus de droits, étant plus femmes que les premières, car ces dernières étaient nées femmes là où les autres avaient dû « choisir ».

En vérité, derrière la volonté de déconstruire ce qui est au fondement même de l'humanité, se cache l'*hybris* (la démesure) qui est « la véritable quête des déconstructeurs et des transhumanistes. »<sup>44</sup> Car « le transhumanisme promet aussi de délivrer de la sexualité. Il ne connaît en effet ni hommes ni femmes, seulement des "personnes", libres de modifier à leur guise leur corps. »<sup>45</sup> « La créature postmoderne ne connaît de limites ni à son enveloppe corporelle ni à ses désirs de toute-puissance, qu'aucune réalité ne vient entraver – puisque le réel n'existe pas. »<sup>46</sup> Pour ce faire, il faut refuser le principe de réalité, se faire extérieur à la nature et la maîtriser. Dans leur combat pourtant, les transidentitaires semblent « plutôt obnubilés par leur quête narcissique de visibilité que par la destructivité grandissante du mode de production techno-capitaliste appliqué aux prétendus "corps cyborgs" »<sup>47</sup>. Est-ce un hasard ? Non, au contraire, la déconnexion s'inscrit dans une continuité cohérente, car tout en réfutant la part intrinsèquement naturelle de l'homme, on développe concomitamment les technologies pour maîtriser la nature. Cette focalisation des *transactivistes* sur les luttes identitaires et le désir individuel est loin d'être du domaine de l'accident, eux qui en « oublient » la critique et la lutte contre le totalitarisme technologique. Comme le dit Christopher Lasch, « une des façons de nier notre dépendance à la nature (aux mères) est d'inventer des technologies destinées à nous rendre maîtres de la nature. Envisagée de cette façon-là, la technologie incarne une attitude devant la nature qui est tout le contraire d'une attitude exploratrice, selon, l'expression

de Mélanie Klein. Elle exprime une révolte collective contre les limitations de la condition humaine. Elle fait appel à la croyance résiduelle selon laquelle nous pouvons façonner le monde en fonction de nos désirs, exploiter la nature pour nos propres fins et atteindre un état d'autonomie complète. Cette vision faustienne de la technologie a toujours représenté une force puissante dans l'histoire de l'Occident ; elle a atteint son apogée pendant la révolution industrielle, qui a permis d'étonnants gains en productivité, ainsi que dans les progrès encore plus étonnants promis par l'explosion de l'information de l'époque post-industrielle »<sup>48</sup>.

## DÉTRUIRE LA SINGULARITÉ

« On a éliminé de l'ensemble des imageries de l'Occident moderne l'unique singularité irréductible de la femme par rapport à l'homme. On y a tellement bien réussi qu'on n'est même pas conscient de l'avoir fait ».

Nancy Huston<sup>49</sup>

Pour aboutir à l'indifférenciation, il faut abolir un des traits singuliers de la femme : « La différence des sexes devant la procréation est annulée par la suppression de ce qui concernait avant tout la femme. »<sup>50</sup> Christopher Lasch rapproche à juste titre la nature des mères, dont on dépend. Cette similitude est essentielle pour comprendre où nous en sommes, car la destruction que la Terre subit depuis la révolution industrielle, particulièrement depuis les années 80, se perpétue dans la destruction de la femme et de ce qui faisait sa singularité, le fait naturel de donner la vie - rôle auquel on ne peut la réduire évidemment. Cette chimère délirante de la négation des sexes remonte donc à loin, portant en elle sous le signe moderne et trompeur de l'égalité, une haine ancestrale du corps de la femme comme donnant la vie. Désormais, « avec le fantasme médical de l'utérus artificiel que poursuivent de leurs vœux certains médecins, la femme est évincée d'un bout à l'autre du processus, de la conception à la grossesse. »

« Le dépit pour l'homme d'être né d'une femme vient de loin, mais il fallait attendre les technologies contemporaines pour supprimer la

« souillure » du corps maternel dans la naissance »<sup>51</sup>, nous dit David Le Breton. Mais il y a également quelque chose de contradictoire entre la maternité et une société qui voue un culte à l'image : « Dire que la maternité n'est plus, comme ce fut le cas au long de l'Histoire, la culmination de la féminité, c'est peu dire : elle est devenue son envers. Pourquoi ? Parce que l'accouchement est l'un des rares moments dans la vie d'une femme où elle cesse d'être une image. (...) Une femme qui accouche ne maîtrise plus rien de son image. (...) Or, sans miroir, sans caméra, sans écran où nous refléter, nous sommes paumées. Alors... vite, vite, effacer ce moment d'exception et revenons à la règle : regardez-moi ! »<sup>52</sup>

C'est également parce que la maternité « nous rappelle, aux hommes comme aux femmes (même si ce n'est vraiment pas la faute de celles-ci !), la finitude tragique de notre existence : c'est parce que nous sommes nés que nous allons mourir. C'est pourquoi la maternité fait peur, a de tout temps été traitée dans toutes les cultures comme une chose dangereuse : sacrée et profanée, adorée et détestée, vénérée et redoutée, associée à la mort. (...) Nos sociétés laïques et cybernétiques sont les premières à l'exclure radicalement de la représentation. »<sup>53</sup>

## RÉSISTER À LA PRESSION

Dans un délit de réalité patent, les pourfendeurs de la différence des sexes ne perçoivent pas leurs contradictions. Comme le dit Nancy Huston, « aucune société humaine, sans doute, ne s'est trouvée empêtrée dans une contradiction aussi inextricable que la nôtre, qui nie tranquillement la différence des sexes tout en l'exacerbant follement à travers les industries de la beauté et de la pornographie. Nous montrons du doigt les femmes qui se couvrent les cheveux ; nous, on préfère se bander les yeux. »<sup>54</sup>

Comme nous le rappelle Jean-Claude Michéa, citant la féministe américaine Nancy Frazer, « il est donc temps que la gauche, ou ce qu'il en reste, prenne enfin conscience du fait que les progrès du capitalisme "néolibéral" trouvent aujourd'hui leur condition privilégiée – et, à coup sûr, la plus cohérente idéologiquement – dans l'alliance de nouveaux mouvements sociaux (féminisme, antiracisme, multiculturalisme, défense des droits LGBT) et des secteurs de pointe à forte valeur ajoutée des industriels de la finance et des services (Wall Street, Silicon Valley et Hollywood) ». <sup>55</sup> Il serait également temps de réaliser que « la nature existe et, même si nous avons énormément de liberté et de talent pour la retravailler, jusqu'à nouvel ordre nous en faisons partie. Bien au-delà de la différence sexuelle, cette attitude anti-écologique – qui postule une disparité radicale entre l'être humain et le monde matériel qui l'entoure, c'est-à-dire en réalité une supériorité de l'être humain sur le monde – est en train de nous tuer. »<sup>56</sup>

Il s'agit donc impérativement de ne pas jouer ce jeu et de résister aux pressions.

Alexandre Penasse



37. Myriam Revault D'Allonnes, *La faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun*, Paris, Éditions du Seuil, pp.29, 131, cité dans « L'homme artefact », Fabien Ollier, *Ibid.*, p.28.

38. Nancy Huston, *Reflets dans un œil d'homme*, *ibid.*, p.77.

39. *ibid.*, p.26.

40. Pour une illustration de cette entreprise d'abrutissement, écouter à 1 h 21 min 21 s, l'émission *Faire Genres I*, de Radio Panik, 18/01/19, <http://www.radiopanik.org/emissions/les-promesses-de-l-aube/faire-genres-5/>.

41. Annie Le Brun, *Vagit-prop, lâchez tout et autres textes*, Paris, Éditions Ramsay-J. J. Pauvert, 1990, p.11, cité dans *L'homme artefact. Indistinction des sexes et fabrique des enfants*, Fabien Ollier, *ibid.*, p.69.

42. Si vous n'êtes pas d'accord sur ce dernier point, posez-vous la question si vous avez déjà vu une bourgeoise faire le ménage chez des gens issus de catégories populaires...

43. Philosophe, auteur notamment, du *Divin Marché*, Folio essai, 2007, et *Le Délire occidental*, Les Liens qui Libèrent, 2014.

44. Pièces et Main d'œuvre, *Manifeste des chimpanzés du futur*, contre le transhumanisme, *Ibid.*, p.210.

45. Olivier Rey, *Leurre et malheur du transhumanisme*, *ibid.*, p.27.

46. Pièces et Main d'œuvre, *Manifeste des chimpanzés du futur*, contre le transhumanisme, *op.cit.*

47. Fabien Ollier, *L'homme artefact. Indistinction des sexes et fabrique des enfants*, *ibid.*, p.58.

48. Christopher Lasch, *La culture du narcissisme*, Flammarion, 1979/2006, p.301. C'est nous qui soulignons.

49. Nancy Huston, *Reflets dans un œil d'homme*, *ibid.*, p.292.

50. David Le Breton, *Anthropologie du corps et modernité*, *ibid.*, p.301.

51. *Ibid.*, p.299.

52. Nancy Huston, *Reflets dans un œil d'homme*, *ibid.*, p.238.

53. *Ibid.*

54. Nancy Huston, *ibid.*, p.13.

55. *La Décroissance*, décembre 2018-janvier 2019.

56. Nancy Huston, *ibid.* pp.209-291. Souligné par l'auteur.

# LE BIEN / LE MAL

ENTRETIEN AVEC JACQUELINE KELEN



La société technicienne veut-elle encore du bien et du mal ?  
Pour elle, il ne s'agit que de fonctionner avec toujours davantage d'efficacité,  
pas de discerner, juger, différencier.  
L'écrivain Jacqueline Kelen, qui vient de publier *Le Jardin des vertus* (Salvador),  
s'insurge contre cette vision mécaniste de la condition humaine.



**La Décroissance** : Bernard Charbonneau (1910-1996), ce grand précurseur de la décroissance, nous demandait ironiquement s'il y avait encore un « problème du mal », « dans une société profane qui perd de vue le bien et le mal en croyant les dépasser ». Dans votre nouveau livre *Le Jardin des vertus*, vous interrogez à sa suite : « Serions-nous aujourd'hui à ce point libérés de tout, depuis la mort de Dieu, qu'il n'y aurait plus à faire cette distinction dite manichéenne, qu'il n'y aurait même ni bien ni mal ? » Quelle est votre réponse ?

**Jacqueline Kelen** : Elle remonte à plusieurs millénaires, à l'aube des civilisations, et se trouve inscrite dans les premiers textes de l'humanité qui s'appuient sur la distinction entre le bien et le mal et invitent l'être humain à se conduire avec honnêteté, justesse et générosité, à faire le bien et à se garder du mal. On peut la lire sur les tablettes d'argile de Sumer, il y a 6.000 ans, sur les murs des pyramides et des tombes de l'Égypte ancienne, dès Saqqarah aux alentours de 2600 avant J.-C., ou encore dans les Tables de la Loi dictées à Moïse sur le mont Sinaï (XV<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles avant l'ère chrétienne). Au musée du Louvre, chaque visiteur peut contempler la stèle en diorite noire, datant des années 1780 avant J.-C., qui est le célèbre Code d'Hammurabi. Ce Code fixe une règle morale à l'usage de tous qui, en discernant les bonnes et les mauvaises conduites, permet non seulement d'assurer sur terre ordre et harmonie, mais à chacun de s'élever. Au sommet de la stèle se tient le Dieu-Soleil, garant de la Justice, auquel fait face le Roi qui représente son peuple. Ainsi est clairement montrée la référence à une transcendance qui oriente la vie morale et confère de la valeur à l'existence humaine. Enfin, dans la tradition hébraïque, le prophète Isaïe (VII<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) lance un avertissement qui résonne jusqu'à nous : « Malheur à ceux qui appellent le mal bien et le bien mal, qui changent les ténèbres en lumière et la lumière en ténèbres ! [...] Malheur à ceux qui se croient des sages et se trouvent très malins ! »

On pourrait multiplier les exemples en puisant dans toutes les civilisations, de l'Inde à la Chine, de la Perse à la Grèce antique. Or, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle où sévissent encore guerres, crimes et horreurs, l'homme se proclame libéré de toute contrainte, agissant selon son seul plaisir, puisqu'il n'aurait plus aucun compte à rendre à un Dieu (déchu ou inexistant) et serait dégrisé de l'opium de la religion.

De fait, cette proclamation d'émancipation relève à la fois de l'arrogance et de la complaisance : rien ne doit limiter l'individu qui va profiter de tout et faire tourner au mieux la machine économique. Il s'agit donc de le flatter et de le rassurer en permanence, de l'inciter à étendre son empire sans autre considération – ce qu'on dénomme sa liberté. L'ombre menaçante d'un Dieu de Justice ne saurait l'effrayer, ni un Jugement dernier après le trépas. Dès lors, le combat des Vices et des Vertus qui est au cœur de la philosophie antique et de toute démarche spirituelle n'a plus de raison d'être. Seuls comptent désormais son bonheur, son bien-être, sa sécurité et son développement personnel.

Sans référence à une instance supérieure (qu'on l'appelle Dieu, Absolu, Être, Principe suprême, Un), tout devient relatif et s'éparille dans la multiplicité mouvante ; la vérité, le bien, le beau varient selon les uns et les autres, les pays et les époques, au grand dam de Platon et de ses Idées immuables et éternelles. Exemple caractéristique, le recueil de chroniques d'un philosophe en vogue intitulé *Morales provisoires*. Ainsi, libre cours est laissé à l'individu narcissique de dire et faire ce qu'il veut, sauf à contrevenir aux lois du pays. Désormais la morale se réduit au légal (ce qui est permis et ce qui est défendu), alors qu'elle concerne en premier lieu la conscience et la responsabilité de chacun, alors qu'elle témoigne de la dignité de l'être humain.

Que gagne-t-on à cette arrogance d'homme-dieu, à cette autosuffisance ? Un affreux rétrécissement au plan matériel, au terrestre et à l'instant présent. Est éradiqué le questionnement métaphysique qui stimule l'intelligence et la ferveur de connaître, est renvoyée à la platitude voire au sordide la création artistique qui, durant des millénaires, cherchait à s'approcher des dieux... Plus l'homme s'érige en maître et en finalité de tout, plus le monde devient inhumain et idiot. Aristote rappelait, dans son *Traité dédié à son fils Nicomaque*, que « vivre, c'est être utile », autant dire que chacun doit contribuer à l'évolution et à l'élévation de tous. De nos jours, il est supplanté par les slogans de « solidarité » et de « vivre-ensemble ». Et le philosophe concluait son ouvrage par des propos bons à s'attirer les foudres du laïcisme contemporain en affirmant que l'homme doit se conformer à son principe divin, l'esprit, et en énonçant avec fermeté : « Il ne faut donc pas écouter les gens qui nous conseillent, sous prétexte que nous sommes des hommes, de ne songer qu'aux choses humaines, et, sous prétexte que nous sommes mortels, de renoncer aux choses immortelles. »

Ce qui de nos jours est étouffé ou piétiné en l'être humain, c'est le sens de l'Absolu, la soif de l'Absolu. Comme si ce qui dépasse infiniment l'homme l'écrasait ou le niait, alors qu'il l'élève et l'ennoblit. De là, la perte du sacré avec ses conséquences redoutables à l'encontre même de l'humain. Les lieux, civils ou religieux, ressentis naguère comme sacrés, intouchables – lieux de savoir et de soin, de culte, de refuge, de repos –, sont livrés au saccage et à la violence meurtrière : écoles, églises, hôpitaux, cimetières... Le corps humain lui-même est traité comme un objet manipulable, trafiquable et jetable. Ainsi de la récente proposition de « compost humain » pour enrichir les sols après le trépas (non, ce n'est pas une blague des écologistes). Que dirait Antigone, elle qui a risqué sa jeune vie afin de donner sépulture à son frère malgré l'édit de Créon ?

Ainsi, nous récoltons les fruits empoisonnés de notre reniement du sacré, de notre oubli mortifère de la « part éternelle de l'homme » qu'invoque sans cesse André Malraux. Dans son magnifique ouvrage paru en 1951, *Les Voix du silence*, où il discerne le sens profond et universel de l'Art, il écrit : « Le sacré n'implique pas seulement un absolu, il implique encore que la vie de la société dans laquelle il paraît soit orientée par cet absolu. » Sous couleur d'égalité et de diversité, on se retrouve dans un monde plat et conforme, et surtout

sans grandeur. À rejeter le bien et le mal comme vieilles lunes, à bricoler sa petite morale provisoire, l'heureux habitant du XXI<sup>e</sup> siècle a perdu son honneur et sa dignité – mais ce sont là encore des notions obsolètes et propos de grincheux...

**Vous observez que « bonheur, bien-être, guérir, lâcher prise, méditation, développement personnel et amour de soi, tels sont les articles les plus vendus au magasin des illusions. Les contemporains sont prêts à tout pour s'aménager un paradis sur terre. Il ne reste plus qu'à vaincre la mort, on s'y emploie ».**

Afin de ne pas brusquer le cher Narcisse, au lieu d'éducation morale incitant à se connaître, à se corriger et à s'améliorer en pratiquant les vertus léguées par la philosophie antique (Force, Prudence, Tempérance et Justice), on le berce avec de mièvres concepts tels que la bienveillance, la confiance, l'estime et l'amour de soi. Il n'a pas à faire d'efforts, à s'évertuer (verbe forgé sur le mot « vertu »), il doit avant tout être rassuré, câliné. Et les techniques de développement personnel ne concernent étrangement ni l'intelligence ni l'esprit critique, mais visent au bien-être corporel, à la tranquillité du mental voire à l'absence de pensée. Déjà Confucius (551-479) énonçait lors de ses Entretiens : « Le sage attend tout de ses propres efforts ; l'homme vulgaire attend tout de la faveur des autres. » Et aussi : « L'homme sage aspire à la perfection, l'homme vulgaire, au bien-être. »

La vulgate thérapeutique qui envahit tous les champs de la pensée et de l'action m'apparaît comme l'ennemi principal de la Morale éternelle. Là où celle-ci donne des repères et des règles de conduite intangibles, et surtout éveille à la responsabilité personnelle et communique le goût du perfectionnement, une certaine psychologie bienveillante et flagorneuse relativise et sème le flou, elle entreprend d'excuser le pauvre et fragile individu, d'invoquer son enfance, son environnement social, bref, de le dessaisir de son libre-arbitre et de sa volonté. La morale fortifie et redresse l'être humain, là où le suave discours thérapeutique le débilite.

Ce qui importe, ce n'est pas d'avoir des idées larges, mais d'avoir des idées justes. Et seuls la réflexion, le silence recueilli, le discernement, et d'abord l'orientation vers la Vérité offrent à une personne d'agir avec rectitude et de prononcer de justes propos, à la fois clairs, équilibrés et sans compromission.

Actuellement, il s'agit de fabriquer à tout prix du consentement et la manière la plus simple consiste à aplanir les distinctions et les aspirations et à rassembler les hommes par le niveau le plus commun, le plus grossier, celui des instincts et des passions dont regorge le moi. Ce dernier est avide et, bien sûr, égocentrique, il a besoin d'être flatté et approuvé en permanence, il réclame protection et sécurité et tient à se maintenir sans jamais être atteint ni souffrir. Ainsi, par les mots et les recettes magiques de bonheur, guérison, jeunesse, pardon et amour de soi, on parvient au consensus par le bas et du même coup on favorise largement la consommation puisque tous ces produits, stages et livres sont cher payés. Et pendant que le

citoyen s'occupe à temps plein de son gros moi, il n'exerce pas son intelligence et il ne regimbe pas. De nos jours, ce n'est plus la sagesse du gouvernant ou l'amitié entre citoyens qui assurent l'ordre et la concorde dans la cité, comme le pensaient Socrate et Aristote, c'est la recherche généralisée de bien-être et de festivités qui prétendent les garantir.

Et puis, le moi avide veut durer et ne veut surtout pas disparaître. Alors, on va le flatter encore en lui faisant miroiter une existence terrestre de centaines d'années. De celle-ci comment usera-t-il ? La question n'est pas posée. Dans la folie du transhumanisme on retrouve conjuguées l'arrogance sans frein et la démagogie qui méprise l'humain. En réalité, ce qui chez l'homme a la vie dure, c'est sa capacité de s'illusionner.

**Il est frappant d'observer que des personnes qui renvoient toute volonté de discerner le Bien et le Mal à la pensée de George Bush (« Une bataille du bien contre le mal »), avait-il dit pour défendre sa guerre en Afghanistan) sont régulièrement les mêmes qui se dressent dans des postures moralisatrices frénétiques. Comment expliquer ce paradoxe ?**

De tels comportements montrent bien ce qui distingue la morale de l'idéologie, et les hommes de réflexion des donneurs de leçons. Il faut rappeler que la vie morale requiert un engagement personnel, une responsabilité personnelle (le président Bush, lui, entraîna à sa suite un immense pays), tandis que les mouvements collectifs qui soutiennent des « valeurs » (politiques, écologiques, humanitaires, etc.) courent toujours le risque du prosélytisme, du fanatisme, de l'aveuglement et de l'endoctrinement.

L'exercice des vertus vise à la maîtrise de soi, au gouvernement des instincts et des passions, afin de s'orienter vers le souverain Bien. Une conduite vertueuse est exemplaire, elle peut être contagieuse, mais elle n'enrôle ni n'exclut personne. La morale singularise, alors que l'idéologie et le militantisme cherchent, au nom de leurs « valeurs », à rassembler le plus grand nombre, au risque d'insulter ou d'écraser ceux qui ne s'y joignent pas. Enfin, une vie morale s'avère dynamique, elle est toujours à parfaire, là où une idéologie, un système de pensée se croient définitifs.

**Le discours médiatique contemporain tend à développer l'idée que « le mâle c'est le mal ». Ainsi, l'homme devrait « trouver la femme qui est en lui » pour en chasser la « masculinité toxique ». Qu'est-ce que cela vous inspire ?**

Ce discours actuel m'apparaît à la fois effrayant et grotesque, mais il remonte à plusieurs décennies, lorsque certaines féministes faisaient déjà l'équivalent entre virilité et violence voire viol, entre masculinité et brutalité, et lorsque des hommes se mettaient à cultiver leur « part féminine », nouveaux pères et gentils copains, hommes doux, mous et flous...

Un tel rejet haineux de la masculinité témoigne d'un refus de la loi et de l'autorité, il veut abolir la figure du Père qui distingue et sépare, au seul profit de la Mère qui rassure et englobe. Ce discours ignore aussi ce que représente la vertu de Force. Celle-ci se décline en courage et vaillance, en patience et résistance, en détermination et persévérance. Elle n'est pas l'apanage de l'individu masculin, mais à travers les Mythes et l'Histoire, c'est cette vertu cardinale qui fait les héros, les sages et les saints, d'Ulysse à Gandhi, d'Héraclès à Martin Luther King, de Don Quichotte à Thomas More. Elle est le contraire même de la fuite, de la faiblesse, de la lâcheté et de la démission. Et il me plaît qu'en grec ancien *andreia*, le courage, soit forgé sur le terme qui désigne l'individu masculin, *aner*.

Dans ces propos qui parlent de « toxicité » et de « femme intérieure », on remarque une fois de plus que le langage psy et le conseil thérapeutique se substituent à la saine et ferme morale : on incite l'homme actuel à se regarder le nombril plutôt que d'exercer sa volonté et son courage. Du reste, je ne vois pas en quoi sa « femme intérieure » serait plus intéressante que son identité masculine.

Enfin, les femmes qui dénoncent à tout va cette peste virile se focalisent sur les plans corporel et sexuel, sur la chair, et omettent le plan intellectuel. De nos jours, qui ose dire que la parole est toujours détenue par les hommes, avec le pouvoir qui attache ? Je pense en particulier à tous ces sages autoproclamés, à ces philosophes médiatiques et autres gourous qui occupent tout l'espace du savoir, de la culture, du domaine religieux et spirituel. Pour ma part, c'est sur le plan de la connaissance morale et spirituelle et de la parole qui la promet que les femmes ont d'abord et encore à gagner leur autorité et à se faire entendre.



Illustration: Sophie Le Grelle

**Tout semble mis en œuvre pour nous distraire, notamment avec l'entreprise terrifiante du numérique, pour exciter nos pulsions de toute-puissance, et nous éloigner de la quête du bien, du beau, du vrai. Comment retrouver les conditions pour faire de sa vie quelque chose de bon ?**

La vaste entreprise de distraction généralisée a été mise en évidence par Philippe Murray à notre époque, mais il y a des prédécesseurs, en particulier Aldous Huxley qui en 1931, dans *Contrepoint*, écrivait : « Les industriels qui fournissent aux masses des amusements standardisés et fabriqués en série, s'appliquent de leur mieux à faire de vous le même imbécile mécanisé dans vos loisirs que pendant vos heures de travail. » Comme on a sapé en chacun le désir de s'améliorer, de s'élever, donc de faire de sa vie quelque chose de bon et d'utile, il reste l'ennui, un ennui mortel. On va donc occuper à temps plein l'individu par les écrans et les images, le décentrer et l'éparpiller par un bruit et une agitation permanents, l'empêcher de réfléchir et d'exercer son esprit critique par un déferlement de publicités et d'informations. Les tranquillisants et euphorisants feront le reste... Oui, tout est fait afin que l'individu ne pense pas, ne s'interroge pas, mais trouve tout prêts réponses, explications et remèdes de bonheur. Par exemple, ceux qui aujourd'hui militent en faveur de la légalisation du cannabis invoquent son usage thérapeutique, mais également « récréatif ».

Il n'y a pas à attendre des conditions particulières pour conférer à son existence une valeur morale et spirituelle, un caractère unique. En prenant conscience de la précarité de la vie et de son prix inestimable, un désir impérieux soulève l'être humain : désir de s'aventurer, de risquer, d'étudier, de connaître, d'aimer, de créer, désir de laisser après soi des semences de beauté, de justice, de bonté. Sans nul doute faut-il à la plupart des contemporains retrouver l'amour de la vie, avec sa douceur et son amertume, avec ses joies et ses périls, avec sa tragique grandeur. Notre société n'invite pas au désir, mais à

l'excitation des sens et des instincts, elle n'invite pas à aimer la vie, mais à profiter et à se gaver. Et aucune sorte d'amour ne peut fleurir dans un climat d'envie et d'avidité.

J'aime beaucoup le bel avertissement donné par Thérèse d'Avila : « Souviens-toi que tu n'as qu'une âme, que tu ne mourras qu'une fois, que tu n'as qu'une vie qui est courte et dont tu as seul la responsabilité, qu'il n'y a qu'une gloire qui est éternelle, et tu te détacheras de bien des choses. »

La seule possibilité de ne pas se laisser engluier et laminer consiste à résister, c'est-à-dire à refuser tous ces écrans, machins connectés et autres boulets qui empêchent de voir autrui, de contempler le monde, de savourer la vie et de sentir les caresses du vent. On peut très bien vivre sans ces gadgets prétendument indispensables, j'en témoigne, et surtout on vit tellement mieux. C'est alors que peuvent se rencontrer, converser, s'écrire et lier amitié ceux qui, libérés de ces chaînes, vont bientôt apparaître comme les derniers vivants.

Jacqueline Kelen est une écrivaine française, diplômée de lettre classique, auteure de nombreux ouvrages. Entretien paru dans le n°161 de *La Décroissance*, juillet-août 2019, « Contre la grande confusion ».

1. NDLR Selon nous, l'humusation ne peut se réduire à l'idée de « compost humain », mais s'inscrit dans une philosophie de « retour à la nature », loin des pratiques commerciales entourant la mort. Elle ne s'oppose donc pas non plus à l'idée de sépulture. Il faut évidemment se méfier de la récupération capitaliste, qui ne trouverait en effet aucun mal à industrialiser le compost humain.

# TRIBUNES OUVERTES AUX TRANSHUMANISTES

## LE CLIMAT APRÈS LE PROGRÈS

Illustration : Giulia Gallino

**L'**Obs, hebdomadaire français anciennement réputé, affichait en Une du 17 octobre « L'intelligence artificielle bouleverse nos vies<sup>1</sup>. » En couverture, le portrait de Yann Le Cun en tournée pour présenter son livre *Quand la machine apprend*. Ce chercheur et lauréat du prix Turing (le Nobel de l'informatique), est présenté comme une des figures majeures de l'intelligence artificielle.

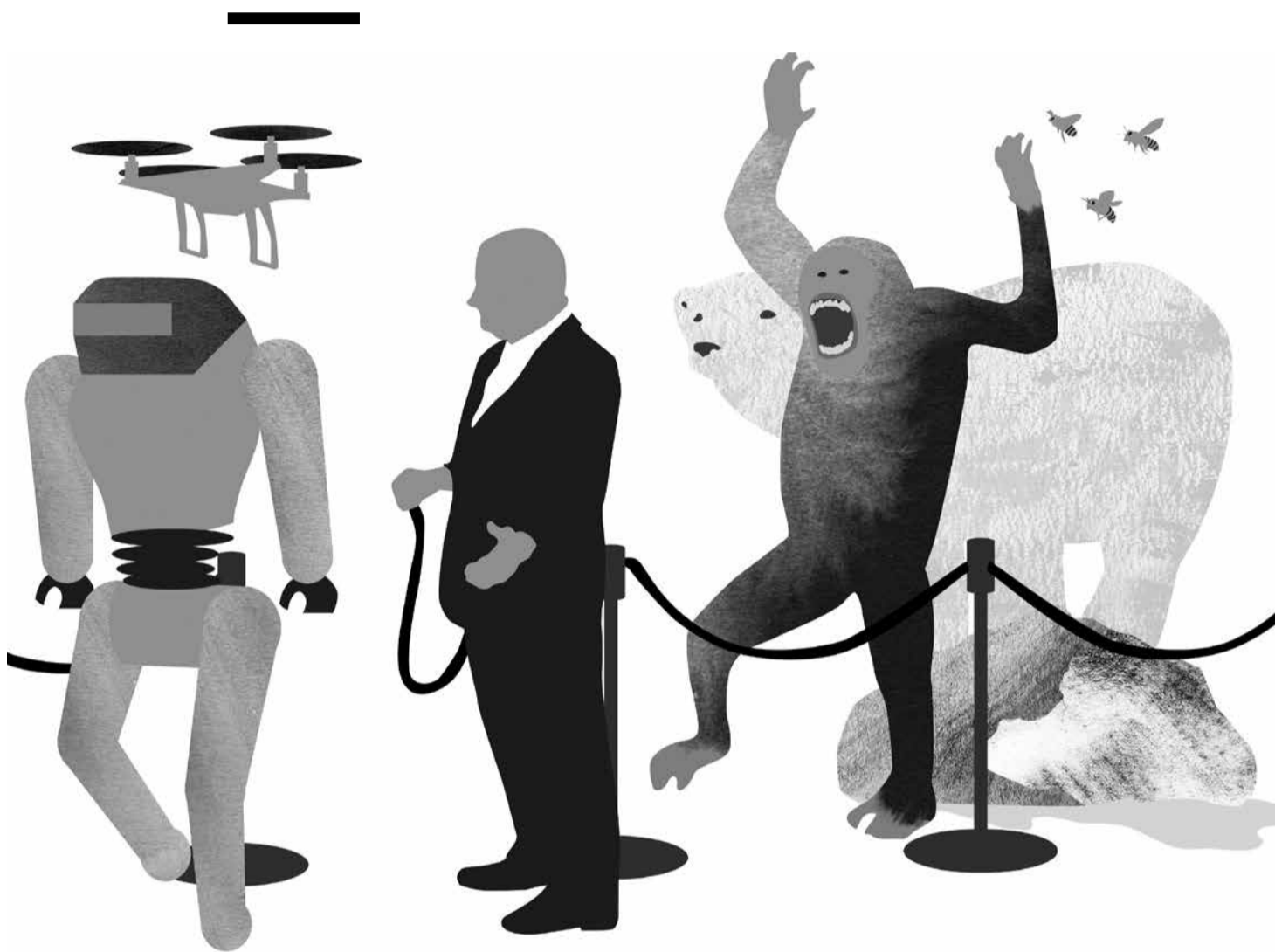
*L'Obs* offre gentiment ses pages à ce cadre de Facebook et la trame de questions laisse déceler une fascination pour ce scientifique, à la pointe de la technoscience, expatrié aux États-Unis. À lire l'entretien accordé par *L'Obs* et la manière dont il est invité sur les plateaux téléés (même les plus relevés comme France 5 par exemple), l'intelligence artificielle (IA) et l'informatisation du monde qui lui est associée ne semblent poser aucun problème tant démocratique, qu'écologique. La question politique et la question sociale n'existent pas et la voix du progrès coûte que coûte est inarrêtable.

### INDÉPENDANCE DES MÉDIAS...?

Dès ses premiers propos Yann Le Cun annonce la couleur : « *L'intelligence artificielle est omniprésente dans notre vie quotidienne et s'apprête à transformer notre économie* ». La question posée consistait à savoir comment lui est venue l'envie d'écrire ce livre. L'IA, expression trompeuse qui consiste avant tout dans le développement exponentiel des algorithmes, serait apparue comme par magie dans nos vies. Son caractère semble déjà autonome dans le sens où tous les secteurs de l'économie et de la vie quotidienne ont pour obligation de se soumettre aux impératifs de calculs et de prévision afin de tirer un maximum de profit possible et imaginable de chaque activité humaine. Les journalistes qui menaient l'entretien auraient pu questionner ce grand scientifique sur les lobbys tels Digital Europe qui pèsent de tout leur poids sur les États et institutions européennes afin que les niveaux de numérisation soient toujours plus élevés et favorisent un environnement et un marché optimal pour les multinationales du secteur. De ce fait, Le Cun en profite plutôt pour annoncer que son livre est l'occasion d'expliquer la réalité des capacités de l'IA et ses limites.

Nous sommes encore loin des machines intelligentes rassure-t-il ensuite. Le jeu des transhumanistes consiste souvent à se distancier de leur travail en déclarant que telle ou telle invention est inaccessible ou irréalisable à moyen terme. Parallèlement, dans le but de ne pas effrayer avec leurs projets ou simplement par leurs discours, ils vont brouiller les cartes en précisant que tout cela ce n'est pas neuf et que cela a toujours existé. À une question gentiment posée sur les inquiétudes que peut susciter l'IA, il répond : « *Cette révolution n'a rien de nouveau, on utilise bien des calculatrices, des ordinateurs, ou même du papier et des crayons pour augmenter notre mémoire* ».

Le nom de Yann Le Cun serait associé aux réseaux convolutifs. En quoi consiste cette spécialité qui semble bien compliquée ? En résumé, apprendre à des algorithmes à imiter le cerveau humain et plus précisément les neurones. Ce travail permettra d'aboutir un jour à la production d'assistants personnels pouvant facilement tenir une conversation, comme dans le film *Her* où Joaquin Phoenix tombe amoureux de la machine qui l'accompagne. Pas un instant n'est posée la question de l'utilité réelle de ces technologies, dans



*L'Obs* comme dans l'immense majorité des articles qui traitent de ces « innovations ». L'idéologie régnante tient dans la logique « *si c'est possible faisons-le* ».

À la question de la reconnaissance faciale et des libertés individuelles une fois de plus Le Cun a la possibilité de développer sa propagande sans le moindre obstacle. Il impose sans souci cette comparaison hasardeuse : selon lui, si les personnes n'ont pas eu peur de l'imprimerie car ce n'était pas un danger, pourquoi auraient-elles peur des excès de l'IA ? Le débat est ainsi clos. Par ailleurs, il nous rassure en ajoutant qu'il a participé à la création d'une association qui s'interroge sur l'éthique dit-il dans *L'Obs*. D'autres médias spécialisés annoncent pourtant que Partnership on AI fut créée dans le but de « *garantir que les technologies d'IA bénéficient au plus grand nombre* », cette « association » est le résultat d'une alliance entre Facebook, Google, Amazon, IBM et Microsoft.

Après 6 pages, nous arrivons à la fin de l'interview et *L'Obs* informe enfin que Yann Le Cun occupe un poste important chez Facebook, qui est « *souvent critiqué pour ses fuites de données* » dicit les journalistes qui assurent l'entretien. À l'évocation des critiques sur l'usage des données personnelles (l'affaire Cambridge Analytica) par la multinationale dirigée par Marc Zukerberg, la star de la Silicon Valley Le Cun répond sans scrupule : « *Cette entreprise a une qualité que j'apprécie énormément : quand les problèmes se révèlent, elle se mobilise pour les corriger* ». Il ajoute ne pas avoir la légitimité de décider pour la société ce qui est bon ou non pour elle. Mais pour conclure, il précise que « *si une technologie limite la liberté des gens, ils la refuseront* ».

Dans son rôle de cadre chez Facebook, entreprise ultra-dominante qui s'insère dans l'intimité de la majorité de la population de la planète, sans contrainte et sans élément extérieur, chaque individu aurait le droit de refuser une technologie gênante. Belle manière une fois de plus de dépolitiser la question.

Le Cun aura pu déployer son catéchisme tant sur le service public que sur les chaînes privées françaises : le 20 octobre sur Europe 1, le 22 octobre sur France culture, le 2 novembre sur France Inter, France 5...

Nous pourrions continuer longuement à illustrer les connivences idéologiques en France qui aboutissent à la promotion d'un fervent défenseur du transhumanisme réel. Ces discours révèlent une fascination viscérale pour le progrès technoscientifique et ses nombreux avatars. Quand il s'agit d'évoquer les alternatives et solutions pour tenter d'amoindrir le désastre écologique en cours, médias et mouvements dits de gauche (écologues inclus) critiquent le capitalisme vert et les technologies qui y sont associées. Pourtant à propos de sciences, technologies, prospectives et innovations (mots magiques contre lequel personne ne peut s'opposer sous peine d'être traité d'obscurantiste), les transhumanistes les plus zélés ont tribune ouverte et aucune contradiction ne leur est opposée.

En faisant abstraction des médias généralistes pour lesquels il ne faut plus attendre grand-chose, on découvre qu'en Belgique Laurent Alexandre, en plus de tribunes ouvertes dans les médias, est invité au Parlement fédéral par des élus Ecolo. Dans la proposition de résolution déposée le 29 mars 2019, « *visant à mettre en place un agenda robotique inclusif et durable en Belgique* » (déposée par M. Gilles Vanden Burre), la transition écologique apparaît clairement pour ce qu'elle signifie concrètement : c'est-à-dire subordonnée à la transition énergétique (déploiement de l'éolien et photovoltaïque, qui n'ont rien de renouvelables) et la transition numérique (imposition du numérique partout).

Robin Delobel

<sup>1</sup> Chaque citation est extraite du dossier de *L'Obs*, « L'intelligence artificielle bouleverse nos vies » 17-10-19.

# LA MÉTÉOROLOGIE : QUAND L'UNION EUROPÉENNE FRAGILISE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE



La science de l'atmosphère, la météorologie, a une très longue histoire. Dès l'Antiquité, l'observation du temps a dû faire partie des soucis quotidiens plus particulièrement dans les sociétés rurales. Aristote a même écrit un traité sur le sujet qui, bien que très éloigné des conceptions scientifiques modernes, témoigne de l'intérêt très ancien pour l'observation du ciel et plus précisément pour l'observation des intempéries.

Ce n'est pourtant qu'à partir du XVII<sup>e</sup> siècle que les scientifiques ont compris que prévoir le temps ne serait jamais possible si on se limitait à n'observer le ciel que d'un seul lieu. Il était donc devenu évident à partir de cette époque que ce serait à partir de l'observation simultanée et partout en même temps (c'est-à-dire ce que l'on appelle aujourd'hui « l'observation synoptique ») que l'on pourrait espérer un jour être capable de comprendre, voire d'anticiper, les mouvements de l'atmosphère et surtout les phénomènes météorologiques dangereux, tels que les orages, les tempêtes, etc. Encore fallait-il au moins que les moyens de communications permettent la transmission rapide de ces informations. C'est donc bien plus tard que l'observation synoptique a été progressivement mise sur pied, s'appuyant sur des moyens d'observation et de communication de plus en plus performants en précision et en rapidité. Ce qui dès lors allait rendre possibles les progrès réels dans la compréhension du comportement global de l'atmosphère.

Cet article n'a pas la prétention de décrire tous les aspects de l'histoire de cette discipline, devenue si populaire qu'elle peut sembler banale (alors qu'elle est le résultat d'efforts scientifiques et techniques s'étalant sur plusieurs générations), mais de retracer certains aspects institutionnels récents et méconnus, non seulement du grand public, mais même parmi certains acteurs de métier.

Si on fait abstraction de quelques tentatives éphémères d'organiser à l'échelle mondiale des réseaux d'observations du ciel dans l'Ancien Régime<sup>1</sup>, on peut fixer à l'année 1853 le début de la météorologie et de la climatologie modernes. C'est en effet cette année-là à Bruxelles que furent adoptés par une dizaine de pays les deux principes suivants : d'une part, s'accorder sur les méthodes d'observation et d'autre part sur leur mise en commun. Cette première Conférence Mondiale fut suivie par d'autres<sup>2</sup> qui aboutirent successivement à la coopération internationale entre de plus en plus de pays jusqu'à l'époque contemporaine qui voit se rassembler aujourd'hui près de 200 pays au sein de l'Organisation Météorologique Mondiale<sup>3</sup> gérant le transfert opérationnel partagé de certaines de leurs données d'observation.

## UNE COOPÉRATION EXEMPLAIRE DÉGRADÉE

À partir des années 1990 et suivantes, la Commission Européenne a imposé la « libéralisation » de certains services publics c'est-à-dire en fait leur ouverture à la concurrence. Ce fut le cas entre autres au sein des services météo nationaux (les SMNs) des pays membres. Les directives visaient à installer de fait une concurrence entre ces services publics nationaux et entre des sociétés de services météorologiques privées (SMPs) qui commençaient à voir le jour (celles-ci, à peine naissantes en Europe, se pressaient au portillon, flairant la bonne affaire en cherchant à arracher au service public un nouveau marché prometteur en pleine expansion).

Ce nouveau marché était (et est toujours) en pleine expansion grâce entre autres :

- a) À l'avènement des satellites opérationnels qui se sont succédé après les premiers lancements dans les années 1960<sup>4</sup> et qui permettent désormais une couverture quasi complète dans l'observation du Globe (y compris au-dessus des océans). Leur financement ne devait à l'époque rien à l'UE mais provenait directement des accords de coopération entre États contributeurs.
- b) Aux modèles de prévisions numériques, intégrant de plus en plus de données et résolvant de plus en plus rapidement leur gestion qu'impliquent les équations de la dynamique de l'atmosphère. Aujourd'hui les ordinateurs sur lesquels tournent ces modèles ont une puissance de calcul dont l'ordre de grandeur est de 10 milliards d'opérations par seconde.

Ces modèles, eux aussi, sont le résultat de recherches scientifiques financées par les contribuables de différents pays. Un des plus utilisés au monde est le modèle dit « européen » mis en œuvre dès 1975 à une échelle globale et continuellement actualisé aujourd'hui par des recherches auxquelles participent des chercheurs de plus de 30 pays. Il existe d'autres modèles numériques à grande échelle qui sont le fruit de recherches nationales (en France, le modèle Arpège, aux USA le modèle ETA, etc.).

Les sorties de ces modèles (on les appelle les *runs*) selon certaines conditions négociées, peuvent être mises à la disposition d'utilisateurs d'autres pays que celui ou ceux qui les ont financés. Il existe enfin des modèles numériques dits « à mailles fines » et à plus petite échelle que l'échelle globale auxquels participent plusieurs SMNs dont certains ne font pas partie de l'Union Européenne (le consortium Aladin qui développe le modèle homonyme à mailles fines intègre par exemple la contribution du Service météorologique du Maroc<sup>5</sup>).

Les progrès dans les pronostics météo étant devenus significatifs, dès les années 1980, les prévisions avaient de fait acquis une valeur économique indéniable permettant une aide à la décision dans certains domaines particulièrement sensibles aux aléas de temps (production et offre en énergie, offre et demande en gaz ou en électricité, gestion des cours d'eau, production d'eau potable, agriculture, tourisme..., toutes activités utiles à la collectivité et qui dépendent fortement des caprices de la météo). D'autre part, les médias, principalement audio-visuels, offrant traditionnellement des bulletins météo très suivis par le grand public, étaient de plus en plus courtisés par les agences de publicité. Cette présence de la publicité aux heures de grande écoute incita les médias à renouveler la présentation de leurs bulletins en y intégrant de plus en plus d'imagerie et en formatant leur contenu pour répondre à la demande supposée du public.

Misant sur la concurrence à partir des années 1990 et donc sur la suppression du monopole des SMNs, la Commission Européenne autorise cependant, mais sous des conditions assez strictes, le maintien de la coopération entre les SMNs, coopération traditionnelle qui, comme dit plus haut, existe d'une certaine façon depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Au sein des SMNs de l'UE, il a fallu donc à partir de la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, s'organiser selon cette nouvelle vision qui rompait avec la longue tradition de coopération entre les services

publics de l'ensemble des pays de la planète et intégrer une nouvelle culture commercialisant l'information. Les « usagers » traditionnels (y compris les États et leurs différents services de santé...), au nom de cette nouvelle vision qui s'imposait, devenaient « des clients » d'entreprises publiques ou privées (l'ancien Directeur de l'Institut Royal Météorologique de Belgique avait l'habitude de dire que le « client » principal de son institution, c'était précisément l'État).

Parfois artificiellement, il a fallu distinguer ce qui était de l'ordre du service public au sens strict (organiser 24h/24 une vigilance, alerter pour anticiper des phénomènes météorologiques fragilisant la sécurité des personnes et des biens, alertes pollutions, etc.) et ce qui pouvait s'apparenter à des activités commerciales susceptibles d'être soumises à la concurrence (vendre des données météorologiques à des fournisseurs de gaz et d'électricité par exemple qui, à l'époque de ces directives européennes, étaient encore dans plusieurs pays, dont la Belgique, des entreprises partiellement publiques) dans le cadre d'une « réutilisation » de données publiques.

En réalité, le premier résultat concret de cette libéralisation a été de compliquer (et parfois même de rendre impossible) la poursuite de certains accords de coopération entre les services publics européens (accords qui ont pourtant pu encore revoir le jour mais en obligeant les SMNs à s'accommoder bon gré mal gré de ces directives européennes et, en tout cas, plus difficilement qu'auparavant). Certains services publics météorologiques (en Belgique et ailleurs) opérèrent de véritables restructurations de leurs activités pour se conformer à leur nouvel environnement institutionnel (on ne partage pas ses données avec un concurrent...).

L'engagement, au sein des entités publiques, de juristes et d'agents commerciaux n'est qu'un des aspects de cette réorientation. De plus, en Belgique, certaines coopérations « naturelles » qui existaient entre différentes entités publiques pouvaient apparaître brusquement comme des entraves « à une concurrence libre et non faussée », désormais nouveau dogme prometteur de progrès. Ainsi, les services régionaux chargés de l'épandage des routes par exemple, traditionnellement alimentés en informations météorologiques principalement par les services de la défense nationale furent incités à s'alimenter à d'autres sources ou à créer des services « météo-routes » propres à leur région.

S'adaptant à cette nouvelle réalité institutionnelle, les SMNs européens cherchant contre vents et marées à défendre leur existence principalement justifiée par leurs missions de service public mais ne souhaitant pas priver la société en général de leur expérience et de leur savoir-faire avérés, créèrent entre autres choses un groupement d'intérêt économique, ECOMET<sup>6</sup>. Les prix de leurs services météorologiques réputés commerciaux allaient devoir désormais se calculer en intégrant une contribution à l'infrastructure qui permet à la météorologie d'exister un peu comme cela s'était fait lors de la libéralisation du rail au Royaume-Uni ou de la libéralisation des services de télécommunication. La météorologie était donc devenue au sein de l'UE un commerce comme un autre ou presque. Désormais, les services publics de météorologie sont concurrencés par des sociétés privées et parfois se concurrencent entre eux pour capter ou conserver leurs parts de marché.

Cette nouvelle politique imposée par les directives européennes aux SMN était présentée ouvertement comme une nouvelle vision d'avenir sur le monde et d'un nouvel ordre juridique de libéralisation qui prétendaient avoir comme finalité de « *soulager le contribuable* »

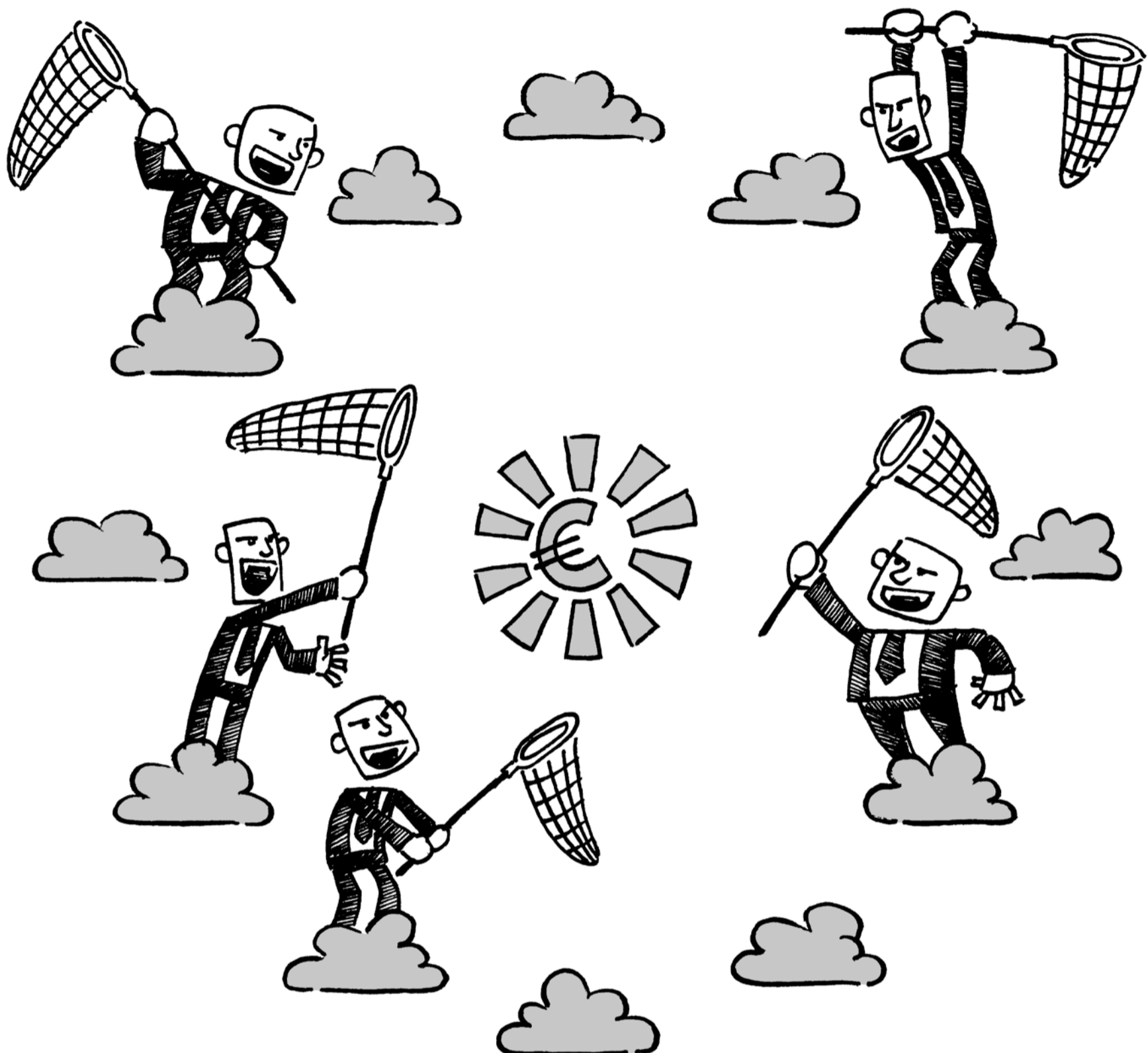


Illustration: Titom

et de « promouvoir l'innovation » et, certes moins ouvertement, avancée comme un moyen de résister à grande échelle à la capture du « marché météorologique » en Europe par des sociétés extérieures à l'Europe (USA, Canada entre autres).

## QUAND LE PRIVÉ PROFITE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Pour ce qui est de l'innovation récente ou passée en météorologie, on la doit à l'évidence surtout à de la coopération entre des scientifiques (la plupart du temps financés dans les pays européens par les contribuables nationaux et plus récemment par le biais des fonds européens, eux-mêmes alimentés par les membres de l'UE). Si incontestablement des sociétés privées ont contribué, elles aussi, à certaines innovations c'est quasi exclusivement pour ce qui concerne l'emballage des messages météorologiques (l'imagerie) ou encore à des développements informatiques sans doute utiles mais fort peu innovants sur le plan strictement scientifique. Par ailleurs, des techniciens engagés contractuellement par les services publics contribuent eux aussi à ces développements. Ces engagements, « ces coûts » ont été assurés partiellement en développant au sein des SMN des activités commerciales qui pouvaient concurrencer les services développés par les sociétés météorologiques privées. Cependant, dans certains pays de l'UE, en Belgique par exemple, chaque « victoire » commerciale des services publics qui ramenait un contrat convoité aussi par un concurrent privé entraînait quasi inéluctablement une justification d'une baisse de la dotation publique, transformant, de fait, certains SMNs en société « mixte » et en un service public... mis à la disette.

Pour ce qui est de soulager le contribuable cela reste difficile à évaluer. Les organisations inter-gouvernementales en lien avec la météorologie (le Centre Européen de Prévisions à Moyen Terme, créé au cours des années 1970, l'Agence de Météorologie Européenne Satellitaire, fondée en 1986) sont financées par les contribuables de chaque pays en général au prorata des PIB selon des règles de coopération convenues. Elles existaient et continuent d'exister selon des conventions inter-gouvernementales qui englobent d'ailleurs des pays qui ne font pas partie de l'UE. Certaines sociétés privées ont développé des activités sur le marché de la météo traditionnelle (médias essentiellement mais pas seulement) et, choses plus discutables dans le principe, dans le nouveau marché dit des « dérivés climatiques »<sup>7</sup>, en réalité un marché spéculatif. Certaines de ces sociétés sont devenues des multinationales ayant capté quasi tout le marché médiatique sur le territoire de l'UE.

Bref, contrairement à une idée très répandue (et entretenue par les communicants de l'UE), l'Union Européenne pour ce qui concerne l'organisation opérationnelle des services météorologiques et climatiques n'a pas été à la hauteur de ce qu'elle prétend être. La coopération internationale entre des pays souverains dans ces domaines a largement précédé les interventions de l'UE. Celles-ci, en revanche, ont plutôt eu tendance à compliquer qu'à accompagner les efforts de coopération qui, fort heureusement, ont pu se poursuivre malgré tout au-delà des frontières institutionnelles de l'UE. Ces efforts avaient eu bien avant elles quelques mérites et quelques succès. Gageons qu'ils pourront se poursuivre si d'aventure l'UE finissait par se déliter.

Aujourd'hui, des prévisions météorologiques sont sur toutes les chaînes de télévision, les réseaux « sociaux » et les applications des smartphones. Cela paraît aller de soi que l'on puisse avoir accès à ce type d'informations en temps réel, une météo personnalisée jusqu'à son domicile. On peut cependant repérer qu'il règne dans ce monde

une certaine cacophonie. En effet, en consultant des sources différentes, on peut s'apercevoir des différences non seulement dans la présentation mais aussi dans le contenu. L'usager ne s'y retrouve pas forcément, ignorant souvent à quel saint se vouer. Cette diversité est le fruit d'une disparition progressive de la rigueur au profit de l'immédiateté et souvent du sensationnalisme, en dépit des progrès réalisés dans la discipline. Combien de fois sur des plateformes privées annonce-t-on une dizaine de jours à l'avance et sans précaution des phénomènes extrêmes très spectaculaires qui ne se réalisent pas forcément mais dont l'annonce prématurée a des conséquences dans l'organisation de certains secteurs. Seule une équipe de spécialistes rompus à nuancer ces annonces prématurées est capable de prendre en compte des incertitudes en matière de météorologie numérique. Sans doute est-ce moins porteur médiatiquement parlant. C'est pourtant la tâche que s'efforcent de réaliser dans un environnement devenu très concurrentiel, les équipes de prévisionnistes des services publics.

François Brouyaux

1. <http://www.dcasidybooks.com/palatine.pdf>  
 2. <http://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=AV2012088119>  
 3. <https://public.wmo.int/en>  
 4. <http://www.umr-cnrm.fr/aladin/IMG/jpg/consortium-aladin-a3-mou5.jpg>  
 5. <http://www.umr-cnrm.fr/aladin/IMG/jpg/consortium-aladin-a3-mou5.jpg>  
 6. <https://www.ecomet.eu>  
 7. <http://docs.finance.free.fr/DOCS/X/D%E9riv%E9s%20climatiques.pdf>

# DELIVEROO-NOUS DU MAL

Illustration: Noelia Diaz



Il y a quelques années, transitant par Paris, j'avais été frappé par l'abondance de jeunes gens pédalant à grande vitesse dans le centre de Paris. Je m'installai à une terrasse et je comptai que, sur une heure passée à déguster un café-crème obtenu par une méthode vieillotte mais efficace (appeler le garçon, formuler oralement ma demande, recevoir le café crème – sans sourire – 5 minutes plus tard, régler directement – avec le sourire), une trentaine de jeunes coursiers étaient passés devant moi, l'air affairé, le nez moitié dans le guidon moitié sur leur smartphone. C'était ma première rencontre avec l'univers délicieux de l'uberisation.

Cet été 2019 a été marqué par les canicules, les frasques de Booba et Kaaris, les atterrissements emplis de suspense des un-e-s et des autres dans la formation des gouvernements et la proposition d'achat du Groenland par l'ami de Pluto (qui ferait mieux de se réfugier au fin fond du Texas ou de présenter, enfin, des vraies condoléances aux familles des victimes d'El Paso ou de Dayton – à moins que l'Ukraine...).

Un fait est passé plus inaperçu, et pour cause : il a mis en scène des êtres dont on ne perçoit l'existence que quand, au choix, ils arrivent douchés et en retard avec votre burger acheté dans un restaurant du coin, ils se ratatinent la fraise dans des envolées vélocipédiques ou quand ils bloquent des restaurants, mécontents d'un système qui – ô grande surprise ! – les a complètement bouffés.<sup>1</sup> La frange la plus visible des intermittents de l'économie est ces innombrables coureurs-livreurs, en file indienne le long des grandes artères ou en grappe au cœur des grands nœuds commerciaux.

Bienvenue au pays merveilleux de Deliveroo, Uber Eats (ou Take Away), Just Eats, ou le dernier né chez Carrefour, Ship to<sup>2</sup>, AirBnb, multiples avatars dont votre journal anti-productiviste préféré ne pouvait pas manquer de se faire l'écho<sup>3</sup> : l'uberisation. En vrac, on vous propose des logements chez le particulier, des livraisons de nourriture<sup>4</sup> en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, voire vos courses faites en un temps record. Merveilleux système ! On peut même voir, depuis quelques temps, une publicité vantant des capsules d'un café qui « arrivent directement chez vous »<sup>5</sup>, quand ce

qui se voulait économie collaborative, au premier stade. Sauf que vous n'êtes pas vraiment indépendant, puisque vous vous affiliez à une entreprise ou à une sorte de couple en Belgique qui gère le statut des travailleurs indépendants<sup>7</sup> à plein temps ou à temps partiel. Votre seule indépendance, c'est votre horaire de travail (et donc le volume de travail que vous pouvez accomplir). Pour le reste, du moins au départ, vous ne gérez rien : ni votre tarif horaire, ni la prise en considération de la part des personnes à qui vous rendez service, la concurrence immanente à votre condition, ni votre statut : mi employé, mi indépendant, mi larbin qui fait ce que d'autres n'ont pas le temps ou l'envie de faire. C'est un monde merveilleux : l'univers de Disney revu par Ken Loach<sup>8</sup>. Ce n'est pas le paradis du travailleur, soit, mais puisque cela se fait avec la dernière génération de technologies...

## BIEN OU BIEN ?

Si on lit les déclarations des dirigeants des sociétés susnommées, qui engagent à la pelle et mettent fin aux contrats au fusil de chasse, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. On peut manifester, on peut déclarer qu'on n'est pas d'accord, on peut gérer la durée de ses courses, on peut avoir une assurance contre les problèmes physiques... Pas d'exploitation, donc, au contraire : on permet à des jeunes étudiants qui n'ont pas de revenus pour assurer leurs formations, à des adultes, de se reconvertir, à des employés ou à des ouvriers, d'arrondir les fins du mois en cavallant, qui sur une moto, qui sur un vélo (électrique ou pas), qui en VTC, qui en trottinette. Un bien (celui des personnes qui pourraient gagner un peu d'argent) pour un autre bien (celui des clients qui mourraient sans doute de faim si leur plat de sushis ne leur était apporté immédiatement, sans doute). Vive la diversité, vive la société, vive la flexibilité !

n'est pas une publicité<sup>6</sup> mettant en scène un slow entre un sushi et une dame, rythmé par le son d'un téléphone indiquant qu'une commande arrivera tout bientôt.

## L'UBERISATION QUOI ?

Nous nous retrouvons de fait dans une atmosphère économique extrêmement fluide, liquide, volatile : il vaut mieux être indépendant (en étant bien payé) ou fonctionnaire (en garantissant ses fesses pour la pension). C'est dans ce contexte qu'apparaît l'uberisation, du nom de la première entreprise (Uber) qui permettait à tout un-e chacun-e de devenir patron-ne et employé-e à la fois, en un mot : indépendant-e. C'est cette uberisation

## OUI, MAIS...

Indépendamment du côté exploitateur de ce système, dont on ne dira rien, notre vision antiproduktiviste ne peut qu'émettre des réserves, formulées sans entrer dans le détail :

1. Environnement (véhicules électriques qui fonctionnent avec l'énergie nucléaire). En outre, une étude réalisée à Lyon dernièrement tendait à prouver que les livraisons de repas à domicile concernaient surtout des plats « internationaux »<sup>9</sup>. Nulle valorisation du patrimoine gastronomique lyonnais (un salut au passage à l'ami Olivier Rouzet). En outre, on n'insistera jamais assez sur la pollution multiple (air, son, spatiale) causée par ces non moins multiples moyens de transport qui, s'ils ne vous heurtent pas quand vous êtes en route, peuvent s'agglutiner, comme des coléoptères sur une plante, sur un trottoir en en accaparant l'espace et n'en laissant qu'une partie ridicule pour les piéton-ne-s.
2. Progrès et avancement quasi illimité (formations tout le temps). Plus on se forme, plus on est à la page, plus on peut gravir les échelons et gagner – largement – sa vie. Cela s'appelle une économie collaborative, mâtinée de *marketing* relationnel (où vous tirez profit de vos amitiés et des liens avec vos proches pour gagner de l'argent, avoir des personnes sous votre responsabilité, en en devenant le *coach*). Ce progrès introduit une notion carrément perverse : vous pouvez être le supérieur de quelqu'un qui, la plupart du temps, est votre égal. Votre situation potentiellement améliorable ne peut que vous pousser à en faire toujours plus : primes, promotions, et escalade dans la pyramide sociale<sup>10</sup>. Cela a aussi un revers : votre situation est encore plus liquide et instable. Chef aujourd'hui, vous pouvez devenir un sous-fifre demain. Mais tout peut toujours changer : le miracle n'étant jamais loin, l'espoir est toujours présent, puis souvent frustré. La religion du progrès a trouvé de nouveaux prophètes malgré eux.<sup>11</sup>
3. Utilisation abusive des technologies. Une application pour commander, une autre pour prester des services, la connection doit être permanente, inconditionnelle, sous peine de louper quelque bonne affaire ou un juteux marché. T'es pas à la page, coco, tu perds ton temps et tu ne gagnes pas d'argent ! Smartphone hautement recommandé, qui vous permettra (voyez la publicité de Ship to, très éclairante à ce sujet) de prendre un bain en commandant des courses que vous ne pouvez pas faire. Chienne de

1. Voir entre autres cet article édifiant : <http://www.leparisien.fr/economie/deliveroo-la-grogne-des-livreurs-contre-la-nouvelle-tarification-04-08-2019-8128707.php>. Plus récemment, à Perpignan : <https://www.lindependant.fr/2019/10/18/uber-eats-les-coursiers-de-perpignan-font-le-forcing-pour-se-faire-entendre,8489379.php>

2. <https://www.carrefour.eu/fr/services/shipto.html>

3. *Test-Achats*, magazine de protection des consommateurs, s'y met aussi en parlant du développement d'un marché. Seuls 26% des Belges interrogés recourent aux services de ces sociétés « uberisées ». [https://www.rtf.be/vivacite/emissions/detail\\_on-n-est-pas-de-pigeons/accueil/article\\_plateformes-de-livraison-quelle-est-la-meilleure-test-achats-a-mene-l-enquete?id=10353734&programId=8792](https://www.rtf.be/vivacite/emissions/detail_on-n-est-pas-de-pigeons/accueil/article_plateformes-de-livraison-quelle-est-la-meilleure-test-achats-a-mene-l-enquete?id=10353734&programId=8792)

4. Pour Ship to, c'est du *personal shopping*. Les courses qui vous ressemblent ! Un larbin rien que pour vous ! Pour Uber Eats, Deliveroo, on appelle plutôt cela des « plateformes de livraison ». Le livreur, comme sur toute plateforme, n'est qu'un « opérateur ». Il faudra expliquer le côté « personnel » et « social » dans ces entreprises...

5. <https://lareclame.fr/136552-starbucks-mobile-pay-order-la-publicite-remonte-a-4-ans-mais-les-utilisateurs-de-youtube-auront-certainement-remarque-cette-promotion-pour-les-capsules-dont-on-rappelle-le-cote-anti-ecologique-qui-arrive-directement-chez-vous>

6. À voir (avec le plus grand plaisir, puisque c'est la question qui commence le spot) sur [www.ubereats.com](http://www.ubereats.com)

7. <https://smartbe.be/fr/>. Description épatante : « Smart est l'émanation de travailleurs autonomes de tous horizons qui s'associent, au travers d'une société coopérative, pour se doter des moyens de développer en toute autonomie leurs propres activités économiques et de se procurer des revenus socialisés et fiscalisés. » (c'est moi qui souligne). Particulièrement piquant quand on parle d'étudiant-e-s d'à peine 17 ans qui apprennent donc à travailler avant d'avoir la moindre formation solide – voire, peut-être, avant d'avoir terminé des études...

8. On ne peut qu'encourager à aller voir le film de Ken Loach, *Sorry, we missed you*.

9. <https://www.bfmtv.com/societe/plutot-burger-que-salade-lyonnaise-deliveroo-devoile-les-plats-les-plus-commandes-a-lyon-1794164.html>

10. <https://www.frenchweb.fr/decode-deliveroo-est-elle-vraiment-une-tech4good/375486>

11. On trouve des voix discordantes, dont Jérôme Pimot, qui a mis sur pied le collectif « Clap » qui a entre autres mené des actions de blocage des restaurants et d'informations aux usagers français de la plateforme Deliveroo. Voir par exemple <https://twitter.com/eldjai> et <http://www.rfi.fr/emission/20190731-invite-matin-gerome-pimot-ancien-livreur-velo-deliveroo>

vie. L'organe créant la fonction, l'application menant à d'autres applications, l'univers du coursier l'oblige rapidement à devenir multitâches. Ce n'est pas un problème en soi, mais cela devient gênant quand cette manipulation fréquente du smartphone et l'utilisation quasiment systématique de cet « outil » pour des actions banales (s'orienter, trouver le meilleur itinéraire, calculer ses honoraires...) rend le travailleur bien moins débrouillard que ce que certains prosélytes de ce type de job pourraient faire penser. Dans la droite logique de la religion du progrès pour tou-te-s, le machinisme qui permet que tout devienne plus qu'une religion : une dangereuse propagande destinée à calmer les éternels néotènes<sup>12</sup> que nous restons, encore plus dans un contexte insécurisant d'un travail instable.

Certes, les qualités de ces services sont possiblement démontrables :

1. On cultive la condition physique des jeunes générations. On les paye pour faire du sport (dans le meilleur des cas puisque, en

toute logique, ils doivent acheter le véhicule de locomotion. Ou le louer, merci l'économie collaborative pour les trottinettes, motos électriques, etc.).

2. On permet à des jeunes d'expérimenter le respect d'une mission (et combien héroïque : la livraison d'un hamburger ou la mise à disposition de votre appartement), le sens de l'engagement, l'entrepreneuriat... Et les vertus sociales sont également travaillées, de manière biaisée grâce aux *coachs* ou aux tuteurs qui permettent l'intégration plus performante de la culture de l'entreprise.

3. On permet d'expérimenter le boulot ingrat et, donc, paradoxalement, de renforcer les vertus cardinales de la vie en société (la solidarité, l'entraide, l'amitié...). On peut simplement s'interroger sur l'usage de ces vertus dans la pratique du « métier », quand l'urgence des commandes ou des livraisons est présente.

Alors qu'on est tous en recherche de valorisation de son esprit et de ses capacités, ces « plateformes » représentent tout ce qu'il

ne faut pas faire. Certes, elles aident quantité de personnes à avoir des revenus propres, mais à quel prix ? La société ne devrait-elle pas plutôt privilégier l'apprentissage de pratiques professionnelles valorisantes, n'entrant pas dans la lutte ou la compétition, favorisant le contact humain et l'enrichissement ? Pourquoi ne pas renforcer, sans que cela soit désigné comme « exceptionnel » ou « atypique » par les médias, les corporations égalitaires et pratiquant une vraie économie collaborative ? Des groupes d'achat solidaire, les coopératives agricoles ?

Deliveroo-nous du mal !

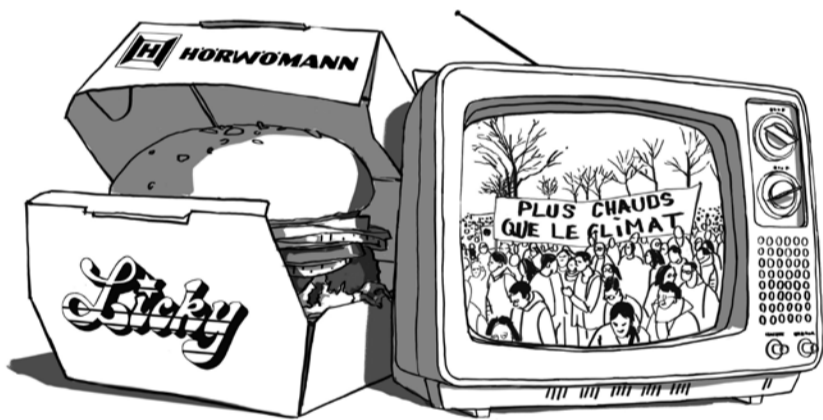
Jean-Guy Divers

12. Ndlr : la néoténie est, en biologie du développement, la conservation de caractéristiques juvéniles chez les adultes d'une espèce.

FILS DE PUB

Alain Adriaens

# LA SÉDUCTION DU MAL



celui d'un intervenant sur les réseaux sociaux : « Votre pub est aussi dégueulasse qu'ont l'air d'être vos hamburgers. Vraiment des gros cons pour pondre ce genre de torchon visuel ! »

Alors que l'occasion était belle de dénoncer les ravages de la publicité, la majorité des médias s'est contentée de stigmatiser l'excès machiste de la pub de Licky et pas la logique perverse de l'ensemble du discours publicitaire.

## LA SOUMISSION AUX PUISSANCES D'ARGENT

On croyait qu'ils avaient compris. Les publicistes essayaient de faire croire qu'ils étaient devenus convenables et qu'ils ne mépriseraient plus les femmes et n'utiliseraient plus la beauté de leur corps pour faire vendre tout et n'importe quoi... Et bien non, en pleine campagne de sensibilisation contre les violences faites aux femmes, voilà que pour fourguer la bidoche industrielle de Nicky, des pubards osent représenter un salaud qui cogne une femme sous prétexte qu'elle ne lui a pas apporté le hamburger de la marque désirée.

### « DES GROS CONS... »

L'avalanche de réactions indignées nécessitait donc de dénoncer ces imbéciles de Ricky. Mais croyez-vous que les médias vont enfin dénoncer les ravages culturels et sociologiques de toutes les pubs. Pas du tout ! On va chercher l'avis des « spécialistes de la publicité », c'est-à-dire des acteurs du secteur qui vont évidemment défendre la profession. Le débat devient donc : « Picky va-t-il profiter ou pas de son forfait ? ». Pour calmer les féministes très fâchées, on leur laisse croire que la méchante société hollandaise ne l'emporterait pas au paradis et qu'elle va perdre des clients. « Dites-en du bien ou dites-en du mal, mais parlez-en » (recette valable aussi pour les politiciens d'estrange) ne marcherait plus. Mais quand même, on conseille de ne plus parler de cette saleté de Sticky Burger pour ne pas faire... leur pub : on n'est pas à une contradiction près pour défendre « le soldat pub ». Finalement, le commentaire le plus pertinent fut, pour une fois,

On pourrait croire que les journalistes commencent à en avoir marre de la pub qui oriente ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas dire et qui détourne de l'info d'énormes temps d'antenne ou de surfaces de papier. Mais non, le syndrome de Stockholm semble frapper une fois de plus et les victimes pactisent avec leurs bourreaux. Alors que l'accord de majorité de la Fédération Wallonie-Bruxelles prévoit de réduire (très, trop peu) la pub sur la Rtb, ne voilà-t-il pas que des journalistes « maison » trouvent que la pub c'est « créatif » et qu'elle ne les dérange pas. Ainsi donc, supprimer les pubs insupportables qui interrompent les infos de Matin Première entre 6h00 et 8h00, cela ne suscite pas la joie de ceux qui devraient être soulagés de la fin de ces publicités qui, continuellement, vont à l'exact opposé du contenu de tant de rédactionnels qui laissent entendre que la « Planète va mal » à cause de la surconsommation d'une grande partie de nos contemporains qui ont la chance de vivre dans des pays riches...

On cherche en vain ce qui peut motiver une telle contradiction entre le devoir d'informer et la révérence envers la réclame. Serait-ce par peur de voir les recettes de la Rtb baisser et donc la crainte de perdre son emploi privilégié. Il est vrai qu'à une époque où les pouvoirs publics sont privés de moyens financiers (il faut bien alléger les impôts des multinationales et des riches qui, selon la doxa néolibérale, sont ceux qui font tourner l'économie et augmenter le sacrosaint PIB), il faut mendier auprès des firmes privées quelques sous en échange de l'invasion publicitaire. Et dire que ce sont les mêmes qui se vantent de leur indépendance... Radio, télé, presse écrite : partout la soumission au marché qui détient les cordons des seules bourses bien remplies. Et puis on s'étonne de la perte de crédibilité de ces médias dominants et la fuite des citoyens vers les réseaux sociaux ou la presse alternative sans pub que vous lisez à l'instant.

## LA PROMOTION DE TOUS LES VICIES

Si Micky essaie de faire rigoler (raté !) avec la violence contre les femmes, il est d'autres publicités qui surfent sur d'autres mauvais sentiments. Nombreux furent celles et ceux qui ont trouvé indigne la publicité des portes de garage Hörreurmman. Là, c'est la jalousie, l'envie bête et méchante de ce couple de bourgeois rances que l'on valorise pour pousser à la vente de portes de garage :

« - As-tu vu chéri que nos voisins ont une nouvelle porte de garage Hörreurmman ? »

- Pas de problème chérie, on va en acheter une aussi, plus grande, et en plus, on va acheter une nouvelle porte d'entrée de notre villa... Qu'est-ce qu'ils vont en baver... »

On croirait à une illustration caricaturale de ce que dénonçait, en 1936 déjà, Richard Gregg dans son livre prophétique, *La valeur de la simplicité volontaire*<sup>1</sup>. Gregg montrait que le consumérisme fonctionne grâce à ce qu'aux USA on nomme le syndrome *Keep up with the Jones*. On achète des objets inutiles, non pas parce qu'on en a besoin mais pour rivaliser avec les voisins (les Jones) et leur montrer qu'on est plus riches qu'eux. La consommation ostentatoire qui était réservée à la classe de loisir en 1899<sup>2</sup>, s'étendait alors aux classes moyennes américaines avant d'infecter le monde entier.

Certes, il est des pubs plus « à vomir » que d'autres, mais quand on relaie les appels à « changer de mode de vie » pour « sauver la planète », c'est-à-dire réduire drastiquement nos consommations, en commençant par les plus inutiles, comment comprendre le silence complice des médias dominants face au déferlement des publicités pousse-au-crime et au *greenwashing* qui a pour seul but de nous inciter à acheter au-delà de nos besoins réels, encore et toujours plus ?

Alain Adriaens

1. Richard Bartlett Gregg, *La valeur de la simplicité volontaire*, Le Pas de côté, [1936], 2012.

2. Thorstein Bunde Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, préface de Raymond Aaron, Poche Tel Gallimard [1899], 1979.

Illustration: Philippe Debongnie



Docteur en gestion et professeur dans une *business school*, Pierre-Yves Gomez est bien placé pour analyser l'évolution du capitalisme. Dans son dernier ouvrage, *L'esprit malin du capitalisme*, il le qualifie de « *capitalisme spéculatif* ». L'essayiste revient sur des notions déjà abordées dans des livres précédents : comment, se prenant pour des micro-capitalistes, les hyper-consommateurs, grâce surtout à la digitalisation du monde, font le boulot à la place des marchands et des producteurs et sont en fait de micro-prolétaires non payés (*Le travail invisible* 2013).

Le fil rouge de l'ouvrage de P.Y. Gomez est l'analyse de la transformation, en 5 décennies, du capitalisme d'accumulation, basé sur l'économie réelle, en un capitalisme spéculatif basé sur des promesses d'un futur mythique. Ce futur fantasmé est désigné par l'auteur comme l'« *Avenir* » (avec majuscule) qui s'appuie sur la croyance, dûment promue par d'habiles techniques de persuasion, que grâce aux progrès infinis des technologies, numériques surtout, nous attend la réalisation de promesses de prospérité sans précédent. Face à l'accumulation de dettes toujours plus énormes et en grande partie non remboursables, il faut convaincre qu'une mutation inédite (dite *disruption*) fera table rase d'un passé dont on nie la réalité. Gomez classe en trois catégories les acteurs de la manipulation sociale : l'élite spéculative, les paramétrés et les bureaucrates qui, ensemble, forment la technocratie spéculative. Il distingue aussi les *start-up*, les licornes et les GAFAM qui constituent les entreprises qui concourent à la digitalisation du monde, sensée nous mener à un « *Avenir* » dégoulinant d'innovations technologiques nous apportant le bonheur. Évidemment, le transhumanisme est la pointe avancée de ce qui est, littéralement, une mystification.

Écrit en une langue simple, accessible à tous, l'ouvrage dénonce l'intoxication mentale du capitalisme spéculatif qui engendre une perte de sens collective. Et le pire est peut-être que personne ne dirige cela consciemment : le système s'auto-engendre à partir de la somme des actes individuels de survie en milieu compétitif. L'humanité irait-elle à sa perte sous l'emprise du capitalisme à l'esprit malin (dans le sens démoniaque, diabolique, pervers...)?

**Pierre-Yves Gomez, *L'esprit malin du capitalisme. Comprendre la crise qui vient*, Desclee De Brouwer, 2019, 307pp. A.A.**



Polytechnicien spécialisé en économie du développement et ancien consultant international, Christian Araud part à la découverte du transhumanisme, ce mouvement international qui place une foi inébranlable dans le génie humain, les sciences ainsi que les technologies pour améliorer l'homme (et finalement, en faire un surhomme) ainsi que répondre aux défis de notre temps. Il se questionne sur son origine, les personnalités qui s'y trouvent aux manettes (souvent connues et multimilliardaires), les finalités visées ainsi que les probables conséquences. Pour aborder ce sujet l'auteur mobilise de nombreuses disciplines telles que l'histoire, l'informatique et la physique, et aborde entre autres des questions liées à la démographie, le productivisme et l'eugénisme dans le but de mieux cerner cette nouvelle religion au service des élites et qui, chaque jour, semble se concrétiser. Cet ouvrage mobilise un grand nombre de personnalités : Descartes, Malthus, Illich, Pavlov, Meadows ou encore Trump, pour nous permettre de comprendre ou pour illustrer comment nous en sommes arrivés là et dans quelle direction nous allons. Les Transhumanistes se lancent en effet dans une course folle à la puissance, la nouveauté, la croissance infinie en niant toute limite. Leur imagination n'a pas de borne : tourisme spatial, interface cerveau-ordinateur, intelligence artificielle et espérance de vie portée à plusieurs siècles. Symptôme d'un capitalisme vieillissant à la recherche d'un coup d'accélérateur, il se situe manifestement dans la continuité logique (et qui semble faire l'unanimité) de la religion du profit et du dépassement des limites, sans considération pour les répercussions environnementales et sociales au niveau mondial. Cet ouvrage accessible et riche en illustrations (tantôt littéraires tantôt cinématographiques) offre un bel aperçu du transhumanisme, des menaces qu'il pose ainsi que l'attitude à adopter à son égard.

**Christian Araud, *Le Transhumanisme. La technoscience. Une manipulation au service des puissants*, Libre et solidaire, 2019, 234 pages. Pauline De Wael**



Évoquer l'histoire récente pour expliquer le présent est une démarche intellectuelle courante qu'adoptent Nathaniel Rich et Pankaj Mishra avec un sens de la narration efficace. Le premier relate un rendez-vous manqué, un fiasco politique qui aura des conséquences tragiques pour la suite : dès les années 1950 aux États-Unis, et donc bien avant les premiers travaux du Giec (1988), des scientifiques – dont les célèbres Margaret Mead et James Hansen dans les années 1970 –, des écologistes et même une compagnie pétrolière comme Exxon étaient déjà conscients des bouleversements climatiques en cours, au point que certains d'entre eux avaient alerté les autorités, entre autres avec le rapport Charney en 1979. Celles-ci n'étaient pas loin de prendre leurs responsabilités... Cependant, d'atermoiements en lâchetés, de climato-scepticisme en fatalisme, en passant par la dissonance cognitive, la hantise d'un complot communiste, les fraudes scientifiques, les retournements de vestes et coups bas politiques, le poids des *lobbies* et la « prudence suicidaire », aucune mesure sérieuse préventive ne fut prise, et les émissions de gaz à effet de serre s'envolèrent de plus belle (ou plutôt, de plus laide). Sous Reagan, et plus encore sous George W. Bush, les espoirs des activistes écologistes de la première heure, tels Rafe Pomerance et Gordon McDonald, furent douchés, entre autres par le gouverneur ultra-libéral John Sununu, qui fit capoter les accords clima-

tiques. Ce compte-rendu journalistique bat en brèche l'idée reçue selon laquelle le pouvoir répandrait la peur dans la population pour mieux la soumettre ; au contraire, rien de tel pour s'assurer de la tranquillité publique que de faire étalage d'optimisme, fût-il irréaliste. En 2020, c'est toujours le cas. Quant aux « solutions » avancées par Rich, en gros du *greenwashing*, ne les prenons surtout pas au sérieux. Certains auteurs feraient mieux de s'en tenir à des constats.

« *La première étape dans la compréhension [des] réalités est de démanteler l'architecture conceptuelle et intellectuelle des vainqueurs de l'Histoire en Occident...* » écrit l'Indien P. Mishra à partir de son point de vue national (p.54). Nous en apprenons beaucoup sur les luttes pour l'indépendance de l'Inde, non seulement avec Ghandi mais aussi Naipaul et Savarkar, pour aboutir au nationalisme hindou qui tient aujourd'hui le haut du pavé depuis l'élection de Narendra Modi en 2014. L'auteur dévoile les ressorts de la colère des peuples depuis l'avènement de la modernité, « *une histoire de carnage et de chaos plutôt que de convergence pacifique...* » (p.29), en faisant appel à de nombreuses figures politiques (Sorel, Bakounine, Mazzini, Khomeini, Timothy McVeigh, Daesh, Trump, Poutine, etc.) et surtout littéraires (Gabriele d'Annunzio, Rousseau, Rimbaud, Fichte, Herder, Mickiewicz, Dostoïevski, Pouchkine, Herzen, Fukuyama, Santayana, etc.). Conclusion : les guerres civiles et les dégâts écologiques convergent dangereusement pour amener l'humanité à son autodestruction prochaine : « *Nous voyons ressurgir, dans notre triste époque, les sombres extrêmes de l'inflexibilité politique et de la révolte anarchique, l'arriération insurmontable et le culte tapageur du progrès* » (p.382). Mishra prévient les non-Occidentaux : copier l'Occident, notamment dans ses excès d'individualisme, est une impasse fatale.

**Nathaniel Rich, *Perdre la Terre. Une histoire de notre temps*, Seuil, 2019, 280 pages. Pankaj Mishra, *L'âge de la colère. Une histoire du présent*, Zulma, 2019, 459 pages. B.L.**



Ouvrage de référence, étude scientifique, œuvre de philanthropie, cri d'alarme et pamphlet, cette *Fabrique du crétin digital* tient de tout cela à la fois. Le docteur en neurosciences Michel Desmurget y compile et explicite les preuves scientifiques écrasantes et indiscutables de la nocivité absolue de tous les types d'écrans et du numérique de divertissement dans le développement psycho-affectif, cognitif et physique des jeunes pousses, qui ont simplement besoin de contacts humains pour épanouir leurs facultés. Certes, le livre est rempli de statistiques et de résultats d'études, ne sacrifie rien à la méthodologie, rendant le tout un peu fastidieux à la lecture, mais la plus grande objectivité possible est garantie, quand on accuse trop facilement les détracteurs de céder à leurs opinions. Dans un style alerte et souvent ironique, l'auteur brocarde les spécialistes du déni et de l'enfumage présents dans les universités et les médias, « *rassuristes* » et complices d'une catastrophe sanitaire et anthropologique annoncée. Si les écrans ont transformé le rapport au monde des jeunes, ils n'ont pas changé leur cerveau, celui-ci étant toujours incapable du *multitasking*, par exemple. Desmurget démolit les croyances associées, comme celle de la créativité apportée par les jeux vidéo, où « *ce qui est appris [...] ne se transpose pas au-delà de ce jeu et de quelques rares activités structurellement voisines* » (p.149). Un soin particulier est apporté au cas de l'école, où « *la performance scolaire décroît avec la disponibilité des outils numériques à la maison* » (p.154) ; « *c'est dans les livres et seulement dans les livres que l'enfant va pouvoir enrichir et développer pleinement son langage* » (p.276) ; « *les écrans créatifs ont un profond impact délétère sur les capacités de concentration* » (p.280). On apprendra encore quel rôle jouent les écrans dans la violence, le tabagisme, l'alcoolisme et les conduites sexuelles à risque. Dans l'épilogue, les pendules sont remises à l'heure et des règles, édictées, comme par exemple d'interdire toute activité numérique avant 6 ans. « *Moins d'écrans, c'est plus de vie* », conclut l'auteur. Bien d'accord, et la prochaine fois, suggérons-lui d'élargir sa réflexion dans son sous-titre : les dangers des écrans pour tous.

**Michel Desmurget, *La fabrique du crétin digital. Les dangers des écrans pour nos enfants*, Seuil, 2019, 426 pages. B.L.**



Alter ego de Jacques Ellul, Neil Postman (1931-2003) est un penseur techno-critique qui part de son point de vue de nord-américain. Historiquement, c'est aux États-Unis au XIXe siècle qu'est née la ferveur technophile. La *Technopoly* en est le dernier stade, après l'ère de l'outil et la technocratie. Déification de l'univers technicien, ignorance de sa signification profonde, confusion des moyens et des fins, appauvrissement des symboles et chaos informationnel la caractérisent. L'auteur rappelle une évidence pourtant impensée : « *Il est important de se rappeler ce qu'on peut faire sans ordinateur, mais aussi ce qui tend à disparaître quand on s'en sert* » (p.134). Car tout progrès technique implique une perte ailleurs. « *La caste qui contrôle les rouages d'une technique accumule un pouvoir qui finit par se retourner contre les ignorants* », ajoute-t-il (p.26). Écrit en 1992, cet essai reste actuel par ses observations. L'auteur mettait déjà en garde contre l'informatisation, pas encore connectée à l'époque, mais qui provoquait déjà une atomisation du corps social et une assimilation progressive de l'être humain à la machine. Ses remarques et prédictions sur l'enseignement, la médecine, la bureaucratie, la prégnance des statistiques et l'expertise sont clairvoyantes. Il condamne le scientisme présent au cœur des sciences sociales, mais défend la recherche scientifique, part intégrante de la culture. Il nous invite à retrouver du sens grâce à nos sentiments, expériences et sensations, à reconnaître l'importance d'un récit culturel pour vivre et à cultiver une « *âme rebelle* » qui « *refuse d'admettre que la technologie fasse partie de l'ordre naturel des choses* » (p.198). Une lecture pour armer son esprit et réchauffer son cœur de luddite.

**Neil Postman, *Technopoly. Comment la technologie détruit la culture*, L'Echappée, 2019, 220 pages.**

**B.L.**



Pour le lecteur en quête d'une initiation à la pensée politique de la gauche radicale, ce petit livre fera un cadeau de Noël idéal ou une belle économie. Condensé de citations empruntées aux meilleures plumes de la critique du néolibéralisme, l'ouvrage réussit l'exploit de rester digeste. Certes, l'accumulation de slogans sans contradiction dégage par moments un parfum de facilité et d'entre-soi. Mais les convaincus ne bouderont pas leur plaisir (nous non plus), en égrenant les perles polies par Graeber, Dardot et Laval, Van Reybrouck ou Rancière.

« L'éclipse » longuement décrite est celle de l'esprit des Lumières, mis à mal par le paradigme néolibéral. Mention spéciale pour le concept d'extrême-centre (Alain Deneault), ce « *coup d'état conceptuel* » d'une démocratie technocratique obsédée de gouvernance managériale. Dans la foulée, Starquit dénonce l'opposition entre réformisme « ouvert » et populisme « fermé », qui dissimule la haine du peuple et la sécession des élites (Christopher Lasch). Côté solution, il joue la carte d'un retournement du stigmate. Son plaidoyer – emprunté à Chantal Mouffe – pour un populisme de gauche et une radicalisation démocratique, réhabilitant l'agonistique et balayant le règne du consensus asphyxiant, est revigorant, même si des mots d'ordre incantatoires tels que « *reconstruire un imaginaire émancipateur* » laissent perplexes. Notre lecture a toutefois été hantée par une grande absente : la Terre. Certains semblent oublier que les équilibres de la social-démocratie reposaient sur un paradigme productiviste et des destructions jamais questionnées. Dès la première page, l'auteur décrit l'idéal des Lumières comme « *la maîtrise technique de la nature* ». Après la dernière page, il nous laisse avec cette interrogation : la densité historique de l'événement « Gaia » a-t-elle déjà percuté la pensée radicale ?

**Olivier Starquit, Manuel Cervera-Marzal (préface), *Une éclipse et des lucioles. De la démocratie au XXIe siècle*, Territoires de la mémoire, 2018, 255 pages. Martin Collette.**



Dans le déferlement d'annonces, de budgets et d'obligations liés à l'utilisation de l'informatique et du numérique en milieu scolaire, un ouvrage global, qui interrogerait les pratiques, les idées, les conséquences sur la santé et les performances dans le milieu de l'enseignement manquait cruellement.

C'est fait à présent : sous la coordination de trois enseignants, ces *Critiques de l'école numérique*, émises par des acteurs de l'enseignement (parents, logopèdes, professeurs, militants associatifs, collectifs d'acteurs de l'enseignement, chercheurs), vont secouer le landerneau des professionnels, de la crèche jusqu'aux derniers temps du doctorat, avec des questionnements orientés autour de trois angles (enfance/école/université), l'essentiel étant autour de l'école.

Entre reproduction de tracts, des interviews, des tribunes et des citations *in extenso* des responsables politiques, économiques et médiatiques, le constat se fait chez le lecteur : on croirait que le numérique (tableaux interactifs, tablettes, smartphones...) n'a que des défauts : vu comme la panacée à tous les problèmes de l'école et de la société française, il est imposé sans discernement ; vu comme un outil pour permettre à tous d'accéder à l'excellence, il est financé par des sociétés privées... ; il perturbe le fonctionnement psychologique des bébés dont les parents ne les regardent plus, absorbés par des objets connectés ; il trouble le développement cognitif des enfants et adolescents qui oublient comment on lit un texte, on calcule de tête, on raisonne de manière structurée ; il accroît le clivage entre les favorisés et les pauvres, les villes et les campagnes ; il devient un moyen d'oppression des personnes réfractaires ; il perd les adolescents qui, bien que noyés dans le numérique et l'informatique, n'en ont jamais saisi les tenants et aboutissants ; il contraint tous les acteurs de l'école à fixer un écran hors temps de travail, occasionnant du stress et de la frustration ; d'un point de vue écologique, il est désastreux.

D'un point de vue antiproductiviste, le numérique n'est pas non plus un allié : par son entremise, on envisage que les choses vont s'améliorer en termes de performances, de résultats, d'efficacité de logiciels, de démocratisation de l'enseignement... ; que le progrès est là, à tous niveaux, et qu'il peut bien justifier une imposition par le haut et un manque d'explications ; une confiance infinie dans les machines plus que dans les humains et une industrie qui vise à remplacer les tâches humaines, simples, par des algorithmes et des logiciels aux noms tous plus compliqués les uns que les autres... Marche et applique... ou crève et fais-toi traiter de réac et d'extrême-droite !

Ce livre documenté et convaincant souffre néanmoins de quelques lacunes (qui pourront être comblées par un ouvrage né de la réflexion sur ce premier « tome »). D'abord, il y a une irrégularité dans la qualité des contributions. On peut préférer l'intervention argumentée de Philippe Bihoux ou de Karine Mauvilly, un exposé clair et scientifique des logopèdes Elsa Job-Pigeard et Carole Vanhoutte, les interviews très réussies de Florent Gouget ou de Lorenzo Tomasin, à d'autres exposés fastidieux et parfois répétitifs. En outre, le terme « critiques » laissait augurer d'une vision plus nuancée et sans attaques *ad hominem*. Tel n'est pas toujours le cas et rend certaines postures moins audibles. Il aurait été, enfin, pertinent que des personnes favorables au numérique, avec leurs arguments, puissent aussi s'exprimer. On peut aussi déplorer le manque d'un tour d'horizon dans d'autres pays, hormis la France, la Belgique, la Suisse, le Canada et les États-Unis. Indépendamment de ces réserves inévitables dans un ensemble aussi volumineux, l'ensemble devrait être déclaré de salubrité publique : un enjeu pour la société tout entière – et sa pérennité.

**Critiques de l'école numérique, ouvrage coordonné par Cédric Biagini, Christophe Cailleaux et François Jarrige, Éditions L'Echappée, coll. « Frankenstein », 2019, 442 pages. D.T.**



Liberté Sagesse Progrès

**ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS\***

\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,  
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

**NE PAS JETER!  
PARTAGER!**